Quatre-vingt-cinquième année. — N° 29. Le Numéro : 35 francs. Lundi 2 et Mardi 3 Février 1953.

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

ABONNEMENTS	LOIS ET DÉCRETS			Débats de l'Assemblée nationale	Débats du Conseil de la République	Débats de l'Assemblée de l'Union française	Avis et Rapports du Conseil économique	ÉDITION COMPLÈTE		
Compte Chèque postal : 9063.13, Paris	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS
Métropole et France d'outre-mer .	3.450	1.800	950	800	600	400	250	5.000	2.800	1.600
Etranger	6.600	3.400	1.750	2.100	1.600	800	450	12.500	6.550	3.500

L'Edition des **LOIS ET DÉCRETS** comprend : les textes des lois, décrets, arrêtés, circulaires, avis, communications, informations et les annonces. Les tables mensuelles et annuelles sont délivrées gratuitement aux abonnés d'un an.

L'Edition des **DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE** comprend le compte rendu *in extenso* des séances de l'Assemblée nationale, les questions écrites et les réponses des ministres à ces questions, et la table annuelle.

L'Edition des **DÉBATS DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE** comprend le compte rendu *in extenso* des séances du Conseil de la République, les questions écrites et les réponses des ministres à ces questions, et la table annuelle.

L'Edition des **DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE** comprend le compte rendu *in extenso* des séances de l'Assemblée de l'Union française et la table annuelle.

L'Edition des **AVIS ET RAPPORTS DU CONSEIL ÉCONOMIQUE** comprend les avis et rapports du Conseil économique et la table annuelle

L'Edition **COMPLÈTE** comprend : outre l'Édition des Lois et Décrets et les Éditions des Débats de l'Assemblée nationale, du Conseil de la République et de l'Assemblée de l'Union française, les Avis et Rapports du Conseil économique, les Documents parlementaires et administratifs publiés en annexes. Toutes les Tables mensuelles et annuelles sont délivrées gratuitement aux abonnés d'un an.

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE aux renouvellements et réclamations | DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION QUAI VOLTAIRE, N° 31, PARIS-7e | POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE AJOUTER 20 FRANCS

Vient de paraître :

L'arrêté du 12 janvier 1953 fixant la date des ELECTIONS DES CONSEILS D'ADMINISTRATION DES CAISSES DE L'ORGANISATION AUTONOME D'ALLOCATION DE VIEILLESSE DES PROFESSIONS ARTISANALES et les instructions du 13 janvier 1953 relatives à ces élections, précédés du décret n° 52-986 du 23 août 1952, ont été édités en brochure, sous couverture de couleur, portant le n° 53-5 S, vendue ou expédiée franco par la Direction des Journaux officiels, 31, quai Voltaire, Paris (7e), au prix de 50 francs.

SOMMAIRE

DECRETS, ARRETES ET CIRCULAIRES

Présidence du conseil.

Arrêté du 31 janvier 1953 portant nomination au cabinet du président du conseil des ministres (p. 978).

Ministère des relations avec les Etats associés.

Arrêté portant promotions (administrateurs) (p. 978).

Ministère de la justice.

Décrets du 2 février 1953 portant promotions et nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur (p. 979).

Décret portant désignation de magistrats auprès des tribunaux militaires permanents de Marseille et de Montpellier (rectificatif) (p. 981).

Décret admettant un juge de paix à faire valoir ses droits à la retraite (rectificatif) (p. 981).

GRANDE CHANCELLERIE DE LA LÉGION D'HONNEUR

Décret du 2 février 1953 portant promotions et nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur (p. 981).

Ministère de la défense nationale et des forces armées.

Tableau de départ colonial du 1er février 1953 (p. 982).

Ministères des finances, du budget et des affaires économiques.

Décret du 28 janvier 1953 portant renouvellement des membres de la cour de discipline budgétaire (p. 989).

Arrêtés des 27 décembre 1952 et 7 janvier 1953 portant remises de débets (p. 989).

Tableau des éléments retenus pour le calcul des bénéfices agricoles forfaitaires imposables au titre de l'année 1952 (revenus de 1952) (pagination spéciale B. A., pp. 1 à 44) (*à suivre*).

Ministère des travaux publics, des transports et du tourisme.

Arrêté portant nomination d'un membre du conseil supérieur des transports (p. 989).

Tableau d'avancement pour l'année 1953 d'inspecteurs de la navigation et du travail maritimes (p. 989).

Ministère de l'agriculture.

Arrêté du 6 janvier 1953 portant ouverture de crédits (p. 990).

Arrêtés du 19 janvier 1953 portant délégations de signature (p. 990).

Arrêté du 28 janvier 1953 portant modification à l'arrêté de clôture de la chasse pour la campagne 1952-1953 (p. 990).

Arrêté du 31 janvier 1953 fixant la date des élections des délégués communaux des collèges de mutualité sociale agricole dans les départements de la Charente-Maritime, de la Drôme et de l'Oise (p. 990).

Arrêté portant nomination d'un régisseur d'avances (p. 991).

Décision portant attribution du diplôme d'ingénieur agronome (p. 991).

Ministère de la France d'outre-mer.

Arrêté du 21 janvier 1953 approuvant les prévisions de recettes et de dépenses administratives de la caisse de retraites de la France d'outre-mer pour l'exercice 1953 (p. 991).

Arrêté du 31 janvier 1953 portant délégation de signature (p. 991).

Arrêtés portant promotions, mise en position de mission et révocation :

Administrateurs (p. 991).

Agriculture (p. 993).

Eaux et forêts (p. 993).

Inspection du travail (p. 993).

Tableau d'avancement des greffiers en chef de l'Afrique occidentale française pour l'année 1953 (p. 993).

Ministère du travail et de la sécurité sociale.

Décret n° 53-38 du 2 février 1953 organisant les élections des membres du conseil d'administration de la caisse générale de sécurité sociale de la Réunion (p. 993).

Arrêté du 26 janvier 1953 portant enregistrement et approbation des statuts de l'Union des caisses de sécurité sociale et d'allocations familiales du Haut-Vivarais pour le recouvrement des cotisations, le contrôle et le contentieux (p. 994).

Ministère de la reconstruction et de l'urbanisme.

Arrêtés portant titularisations (services extérieurs) (p. 994).

Ministère des anciens combattants et victimes de la guerre.

Décrets du 2 février 1953 portant promotions et nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur (p. 994).

Arrêté du 12 décembre 1952 portant remise de débet (p. 995).

Arrêté du 28 janvier 1953 fixant la date des élections pour le renouvellement des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires (p. 995).

Arrêté du 28 janvier 1953 relatif à l'application au ministère des anciens combattants et victimes de la guerre du tarif de règlement de certaines prestations sanitaires (p. 995).

Ministère des postes, télégraphes et téléphones.

Arrêtés portant nominations, réintégration, mise en disponibilité, admissions à la retraite et conférant l'honorariat (administration centrale et services extérieurs) (p. 995).

INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

Assemblée nationale. — Ordre du jour. — Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution. — Convocations de commissions. — Réunions de commissions. — Rectification au compte rendu *in extenso* de la 3e séance du mardi 27 janvier 1953 (p. 995).

Conseil de la République. — Ordre du jour. — Liste des documents mis en distribution. — Nomination d'un membre d'une commission extraparlementaire. — Convocations de commission et de la conférence des présidents. — *Erratum* au *Journal officiel* du 17 janvier 1953. — Réunions de commissions (p. 1000).

INFORMATIONS RELATIVES A L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE

Ordre du jour. — Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution (p. 1001).

AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

MINISTÈRES DES FINANCES, DU BUDGET ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Avis relatif au tirage de la cinquième tranche de la loterie nationale 1953 (p. 1002).

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

Tableau des chômages proposés pour l'année 1953 sur les voies navigables (canaux et rivières) (p. 1002).

Tarifs de transport présentés à l'homologation ministérielle par les chemins de fer d'intérêt général (p. 1003).

Annonces (p. 1006).

DEBATS PARLEMENTAIRES

(PUBLICATIONS SPÉCIALES VENDUES SÉPARÉMENT)

N° 12 C. R.

Conseil de la République. — Compte rendu *in extenso* des débats du dimanche 1er février 1953 (p. 355).

N° 13 C. R.

Conseil de la République. — Compte rendu *in extenso* des débats du lundi 2 février 1953 (p. 403).

DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

PRESIDENCE DU CONSEIL

Cabinet du président du conseil des ministres.

Le président du conseil des ministres,

Vu le décret du 8 janvier 1953 portant nomination des membres du Gouvernement,

Arrête :

Art. 1er. — Sont nommés au cabinet du président du conseil des ministres :

Conseillers techniques.

Mme Brest-Dufour, directeur adjoint au ministère des travaux publics, des transports et du tourisme.

M. Jacques Michel, ingénieur des ponts et chaussées.

Chef adjoint de cabinet.

M. Christian Dussedat.

Art. 2. — Le présent arrêté, qui prendra effet à compter du 8 janvier 1953, sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 31 janvier 1953.

RENÉ MAYER.

MINISTERE DES RELATIONS AVEC LES ETATS ASSOCIES

Administrateurs.

Par arrêté en date du 30 janvier 1953, sont constatés, au titre du premier semestre 1953, les avancements d'échelon des administrateurs en chef, administrateurs et administrateurs adjoints de la France d'outre-mer dont les noms suivent à compter des dates ci-après :

I. — *Au 3e échelon du grade d'administrateur en chef.*

Grange (Antonin), 19 janvier 1953.
Thierry (Fernand), 12 février 1953.
Lebon (Emilien), 19 mars 1953.
Caillot (Roger), 5 avril 1953.
De Redon (Raoul), 6 avril 1953.

II. — *Au 2e échelon du grade d'administrateur en chef.*

Calala (Jean-Marie), 1er janvier 1953.
Gabarre (Marcel), 1er janvier 1953.
Gaillard (André), 1er janvier 1953.
Millies Lacroix (Bernard), 1er janvier 1953.
Faure (Daniel-Jean-Marie), 11 janvier 1953.
Dufour (Adrien), 4 avril 1953.

III. — *Au 3e échelon du grade d'administrateur.*

Pernet (Pierre), 1er janvier 1953.
Royannez (Marcel), 7 février 1953.
Marie (Jacques), 6 mai 1953.

IV. — *Au 2e échelon du grade d'administrateur.*

Axelrad (Edouard), 1er janvier 1953.
De Montigny (Hippolyte), 1er janvier 1953.
Doustin (Daniel), 1er janvier 1953.
Harrois (Jules), 1er janvier 1953.
Petitjean (Jacques), 1er janvier 1953.
Poupaert (Jean), 1er janvier 1953.
Rostain (Claude), 1er janvier 1953.
Saint-Mieux (André), 1er janvier 1953.

V. — *Au 1e échelon du grade d'administrateur adjoint.*

Bonhote (Jacques), 1er janvier 1953.
Bier (René), 18 janvier 1953.
Vieuille (Jean), 26 janvier 1953.
Hocquet (Yves), 7 février 1953.
George (André), 4 avril 1953.

VI. — *Au 3e échelon du grade d'administrateur adjoint.*

Bert (Marcel), 1er janvier 1953.
Bitard (Pierre), 1er janvier 1953.
Bodet (Yvon), 1er janvier 1953.
Bouroux (Louis), 1er janvier 1953.
Cans (Michel), 1er janvier 1953.
Epervrier (Claude), 1er janvier 1953.
Fargue (Paul), 1er janvier 1953.
Gey (Paul), 1er janvier 1953.
Le Floch (Georges), 1er janvier 1953.
Merz (Charles), 1er janvier 1953.
Negre (Jacques), 1er janvier 1953.
Servant (Henri), 1er janvier 1953.
Ulrich (Maurice), 1er janvier 1953.

VII. — *Au 2e échelon du grade d'administrateur adjoint.*

Achard (Jacques), 1er janvier 1953. Rappels pour services militaires conservés: 1 an 13 jours.

MINISTERE DE LA JUSTICE

Décret du 2 février 1953 portant promotions et nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

Par décret en date du 2 février 1953, pris sur le rapport du président du conseil des ministres et sur la proposition du garde des sceaux, ministre de la justice, sur la présentation du conseil supérieur de la magistrature en ce qui concerne les magistrats du siège, vu les déclarations du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur en date du 13 janvier 1953 portant que les promotions et nominations comprises au présent décret sont faites en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, le conseil des ministres entendu, sont promus ou nommés dans l'ordre national de la Légion d'honneur:

Au grade de commandeur.

MM.

Bruzin (Pierre-Grégoire-Gabriel-André), conseiller à la cour de cassation. Officier du 4 octobre 1940.

Rey (Marcel), avocat général à la cour de cassation. Officier du 1er février 1946.

Au grade d'officier.

MM.

Imbard-Sarrazin (Charles-Joseph-Marie), procureur général près la cour d'appel de Sarrebrück. Chevalier du 16 juin 1920.

Dardot (Jean-Henri-Charles), président de chambre à la cour d'appel de Paris. Chevalier du 4 août 1939.

Brisson (Eugène-Lucien), conseiller à la cour d'appel de Paris. Chevalier du 22 décembre 1925.

Chauveau (Paul-Jules-Marie-Auguste), conseiller à la cour d'appel de Paris. Chevalier du 12 juillet 1934.

Lesire (Joseph), conseiller à la cour d'appel de Paris. Chevalier du 31 décembre 1937.

Robillard (André-Hector-Joseph), conseiller honoraire à la cour d'appel de Paris. Chevalier du 4 août 1939.

Cuneo (Gratien), substitut du procureur général près la cour d'appel de Paris. Chevalier du 1er septembre 1944.

Lesage (Louis-Joseph-Martin), procureur de la République près le tribunal de première instance de Tours. Chevalier du 4 octobre 1940.

Longobardi (Félix-Nicolas-Désiré), procureur de la République près le tribunal de première instance de Constantine. Chevalier du 4 août 1939.

Leyat (Paul), avocat général près la cour d'appel de Nancy. Chevalier du 23 décembre 1923.

Berthiau (Joseph-Alexandre-Pierre-Jean), conseiller à la cour d'appel d'Angers. Chevalier du 24 décembre 1938.

Lebouclier (Georges), conseiller à la cour d'appel de Montpellier. Chevalier du 6 août 1937.

De Pourquery de Boisserin (Henri-Marie), conseiller à la cour d'appel de Bordeaux. Chevalier du 1er juillet 1939.

Ader (Charles-Pierre-Louis-Marie), vice-président au tribunal de première instance de Marseille. Chevalier du 30 décembre 1931.

Prevost (Maurice-Désiré), ancien juge de paix du 7e arrondissement de Paris. Chevalier du 8 juillet 1932.

Lemierre (Henri), avocat à la cour d'appel de Paris. Chevalier du 2 janvier 1939.

Mlle Abraham (Germaine), avocat à la cour d'appel de Paris. Chevalier du 31 août 1937.

Vignau (Joseph-Eugène-Auguste), avoué près le tribunal de première instance d'Oloron. Chevalier du 17 février 1926.

Bellanger (Louis-Lucien-Armand), huissier du tribunal de première instance de la Seine. Chevalier du 5 février 1937.

Au grade de chevalier.

MM.

Chirat (Paul), chef de division du secrétariat général de la questure à l'Assemblée nationale; 37 ans de services civils et militaires.

Huguet (Maurice-Louis-Henri), chef du service des comptes rendus analytiques à l'Assemblée nationale; 32 ans de services civils et militaires.

Luca (Henry), chef de division à l'Assemblée nationale; 27 ans de services civils et militaires.

Humeau (Edmond), chargé de mission au cabinet du président du Conseil économique; 25 ans de services civils et militaires.

Potier (Alfred-Alexandre-Joseph), magistrat à l'administration centrale du ministère de la justice; 28 ans de services civils et militaires.

Baur (Etienne-Jean-Emmanuel), vice-président au tribunal de première instance de la Seine; 37 ans de services civils et militaires.

Colxet de Andreis (Jean-Baptiste-Marie), vice-président au tribunal de première instance de la Seine; 35 ans de services civils et militaires.

Drouillat (André-René), vice-président au tribunal de première instance de la Seine; 30 ans 5 mois de services civils et militaires.

Fatoux (Raymond-Albert), vice-président au tribunal de première instance de la Seine; 39 ans de services civils et militaires.

Legendre (Pierre), vice-président au tribunal de première instance de la Seine; 36 ans 2 mois de services civils et militaires.

Lévy (André-Bernard), vice-président au tribunal de première instance de la Seine; 30 ans de services civils et militaires.

Kennel (Frank-Robert), président de chambre à la cour d'appel de Colmar; 23 ans de services civils et militaires.

Sanner (Marie-Maurice), président de chambre à la cour d'appel de Saint-Denis; 26 ans de services civils et militaires.

Angeras (Pierre), juge d'instruction au tribunal de première instance de la Seine; 26 ans 5 mois de services civils.

Frapier (Marcel-Edouard-François), juge d'instruction au tribunal de première instance de la Seine; 25 ans de services civils et militaires.

Prévost (Louis), juge d'instruction au tribunal de première instance de la Seine; 30 ans de services civils et militaires.

Coester (Edouard-Marc-Léonce), substitut du procureur de la République près le tribunal de première instance de la Seine; 24 ans 7 mois de services civils et militaires.

Selstenperger (Jean-Léon-Georges), substitut du procureur de la République près le tribunal de première instance de la Seine; 25 ans de services civils et militaires.

Bagnères (Albert-Marie-Gabriel), avocat général près la cour d'appel de Lyon; 25 ans 6 mois de services civils et militaires.

Bister (Marcel), avocat général près la cour d'appel d'Alger; 30 ans 6 mois de services civils et militaires.

Crayol (Roger-Marie), avocat général près la cour d'appel de Tunis; 23 ans de services civils et militaires.

Malaval (Paul-François-Hippolyte-Augustin), avocat général près la cour d'appel de Rabat; 22 ans 6 mois de services civils et militaires.

Salingardes (Bernard-Marie-François), avocat général près la cour d'appel de Riom; 23 ans de services civils.

Caille (Jacques-Adrien-François-Emile), conseiller à la cour d'appel de Rabat; 30 ans de services civils.

Cohendy (Charles-Marie-Michel), conseiller à la cour d'appel de Riom; 37 ans de services civils et militaires.

Dalbin (Emile-Henri), conseiller à la cour d'appel de Colmar; 31 ans 3 mois de services civils et militaires.

Diousidon (René-Jean), conseiller à la cour d'appel d'Angers; 33 ans 6 mois de services civils et militaires.

Falcq (Louis-Ferdinand-Théophile-Léon-Joseph), conseiller à la cour d'appel de Nancy; 23 ans de services civils et militaires.

Mannoni (Jean-Maurice), conseiller à la cour d'appel de Tunis; 30 ans de services civils et militaires.

Milhes (Antoine), conseiller à la cour d'appel de Pau; 31 ans de services civils et militaires.

Mineau (Robert), conseiller à la cour d'appel de Rennes; 28 ans 3 mois de services civils.

Thuriet (Maurice-Charles-Robert), conseiller à la cour d'appel de Besançon; 24 ans de services civils et militaires.

Veber (Georges), conseiller à la cour d'appel de Chambéry; 43 ans 3 mois de services civils et militaires.

Bonati (Pierre-Gustave), substitut du procureur général près la cour d'appel de Saint-Denis; 23 ans de services civils et militaires.

Depaule (Jacques-Léon), substitut du procureur général près la cour d'appel de Nimes; 27 ans de services civils et militaires.

Mitard (Stanislas-Maxime-Jacques), substitut du procureur général près la cour d'appel d'Angers; 20 ans 4 mois de services civils.

Aresten (Clément-Lucien-Joseph), vice-président au tribunal de première instance de Casablanca; 31 ans 8 mois de services civils.

Descheries (Jean-Joseph-Félix-René), vice-président au tribunal de première instance de Clermont-Ferrand; 29 ans de services civils et militaires

Dujol (Marcel-Félix), vice-président au tribunal de première instance de Montpellier; 37 ans 10 mois de services civils et militaires.

Fongarnand (Octave-Louis), vice-président au tribunal de première instance de Saint-Etienne; 38 ans de services civils et militaires.

Garbit (Jean-David-Marie), vice-président au tribunal de première instance de Marseille; 39 ans de services civils et militaires.

Mandeville (Jean-Michel), vice-président au tribunal de première instance d'Oran; 33 ans 8 mois de services civils et militaires.

Ride (Louis-Maurice-Albert), vice-président au tribunal de première instance de Pontoise; 23 ans de services civils et militaires.

Schoepfer (Joseph), vice-président au tribuna. de première instance de Strasbourg; 40 ans 3 mois de services civils et militaires.

Serin (Maurice-Fernand-Achille), vice-président au tribunal de première instance de Toulouse; 23 ans de services civils.

Vandevoir (René-Louis-Alfred), vice-président au tribunal de première instance de Valenciennes; 34 ans 1 mois de services civils et militaires.

Boissarie (Jean-Michel-Paul-Alfred), président du tribunal de première instance de Périgueux; 24 ans de services civils et militaires.

Parondel (Maurice-Joseph-Louis-Pierre), président du tribunal de première instance d'Avesnes-sur-Helpe; 37 ans 2 mois de services civils et militaires.

Guyon (Etienne-Félix-Marie-Edouard), président du tribunal de première instance de Chartres; 27 ans de services civils et militaires.

Khaznadar (Georges-Ali), président du tribunal de première instance de Mostaganem; 42 ans de services civils et militaires.

Martin (Louis-Auguste-Marie), président du tribunal de première instance d'Ajaccio; 33 ans de services civils et militaires.

Valeton (Paul-Germain-Jean-Joseph-Roger), président du tribunal de première instance de Grasse; 25 ans de services civils et militaires.

Ader (Marie-Jean-Joseph-Henri), président du tribunal de première instance de Blaye; 45 ans de services civils et militaires.

Eloy (Maurice-Isidore-Joseph), président du tribunal de première instance de Saint-Omer; 43 ans 1 mois de services civils et militaires.

Chrestia (Paul-Edouard), juge d'instruction au tribunal de première instance de Toulouse; 42 ans 6 mois de services civils et militaires.

Lemoine (Alfred-Jules-André), juge d'instruction au tribunal de première instance des Sables-d'Olonne; 31 ans de services civils et militaires.

Negrel (Gaston-Louis), juge de paix du 5e canton de Marseille; 37 ans de services civils et militaires.

Potentier (Marc-Henri), juge de paix des cantons de Lille-Est et Nord-Est et de Lannoy; 31 ans 5 mois de services civils et militaires.

Debaene (Emile-Georges-Auguste), suppléant du juge de paix de Wormhout (Nord); 46 ans de services civils et militaires.

Lafarthe (Georges-Adolphe), suppléant du juge de paix de Terrasson (Dordogne); 30 ans de services civils et militaires.

Sigmund (Léopold-Alfred), suppléant du juge de paix de Pesmes (Haute-Saône); 50 ans de services civils et militaires.

Duprat (Marcel-Martin), président du conseil des prud'hommes de Bayonne; 44 ans de services civils et militaires.

Chevrier (Pierre-Adolphe), avocat au conseil d'Etat et à la cour de cassation; 31 ans d'exercice civil et de services militaires.

Dazet (Jean-Emile-Alban), avocat à la cour d'appel de Paris, membre du conseil de l'ordre; 26 ans 1 mois d'exercice civil et de services militaires.

Delmont (Lucien-Henri), avocat à la cour d'appel de Paris, membre du conseil de l'ordre; 26 ans d'exercice civil et de services militaires.

Isbecque (Pierre-Jean-Joseph), avocat à la cour d'appel de Paris, membre du conseil de l'ordre; 30 ans d'exercice civil et de services militaires.

Brault (Jacques-Amédée-Louis-Amable-Etienne), avocat à la cour d'appel de Paris; 26 ans d'exercice civil et de services militaires.

Mercier (Léon-Henri), avocat à la cour d'appel de Paris; 30 ans d'exercice civil et de services militaires.

Andriot (Henri-Claudius), avocat à la cour d'appel de Lyon; 42 ans d'exercice civil.

Aufrere (Pierre-Ernest-Paul), avocat à la cour d'appel de Bourges; 35 ans 4 mois d'exercice civil et de services militaires.

Cornu (Marcel), avocat au barreau d'Avignon; 32 ans 6 mois d'exercice civil et de services militaires.

De Gubernatis (Roger-Marcel-Paul-Joseph), avocat au barreau de Nice; 49 ans d'exercice civil et de services militaires.

Labeda (Louis-Jean), avocat au barreau d'Evreux; 26 ans d'exercice civil et de services militaires.

Latapie (Lucien), avocat au barreau de Lourdes; 53 ans 4 mois d'exercice civil et de services militaires.

Loubeyre (Paul), avocat à la cour d'appel d'Alger; 45 ans d'exercice civil et de services militaires.

Murzi (Jean-Marie), avocat au barreau de Marseille; 28 ans d'exercice civil et de services militaires.

Harang-Tiercin (Robert-Cyprien-Louis), avocat au barreau de Versailles; 29 ans d'exercice civil et de services militaires.

Coirard (Louis-Jules-Joseph), avoué près la cour d'appel d'Aix; 46 ans d'exercice civil et de services militaires.

Salier (François-Raymond), avoué près la cour d'appel et le tribunal de Fort-de-France; 25 ans 10 mois d'exercice civil et de services militaires.

Berloye (Achille-Adrien-Marie-Joseph), avoué près le tribunal de première instance de Nantes; 49 ans d'exercice civil et de services militaires.

Lermoyez (Pierre-Camille-Jean), avoué près le tribunal de première instance de la Seine; 25 ans d'exercice civil et de services militaires.

Revolat (Jean-Robert-Charles), avoué près le tribunal de première instance de Bordeaux; 38 ans d'exercice civil et de services militaires.

Agier (Ernest-Robert), notaire à Poitiers; 38 ans d'exercice civil et de services militaires.

Blanc (Henri-Marie-Omer), notaire à Marseille; 33 ans d'exercice civil et de services militaires.

Courivaud (Louis-Marcellin-Joseph), notaire à Aubazine (Corrèze); 27 ans d'exercice civil et de services militaires.

Mercier (Marcel-Jean-Marie-Joseph), notaire à Tarascon; 41 ans d'exercice civil et de services militaires.

Rival (Jules-Paul-Joseph), notaire à Voiron; 34 ans d'exercice civil et de services militaires.

Serres (Joseph-Marie-Adolphe-Jacques), notaire à Aurillac; 53 ans d'exercice civil et de services militaires.

Thomas (François-Marie-Joseph-Emmanuel), notaire à Saint-Pargoire (Hérault); 49 ans d'exercice civil et de services militaires.

Staat (Henri-Pierre), huissier au tribunal de première instance de la Seine; 42 ans d'exercice civil et de services militaires.

Martin (Félix-Alexandre), greffier de la justice de paix de Dun-sur-Auron et Charenton-sur-Cher; 51 ans d'exercice civil et de services militaires.

Pradat (Marcel-Louis-Amédée-Raymond), greffier en chef du tribunal civil et de commerce de Château-Thierry; 41 ans d'exercice civil et de services militaires.

Pulicani (Jean-Baptiste), greffier en chef du tribunal de première instance d'Alger; 47 ans d'exercice civil et de services militaires.

Videau (Pierre-Gabriel), greffier à la cour d'appel de Bordeaux; 41 ans 1 mois de services civils et militaires.

Colin (Fernand-Emile), architecte de la direction de l'éducation surveillée au ministère de la justice; 44 ans d'exercice civil et de services militaires.

Bayet (Maurice), chef du bureau des huissiers audienciers du tribunal de première instance de la Seine; 45 ans d'exercice civil et de services militaires.

Cunin (Maurice), expert comptable près la cour d'appel de Paris; 38 ans d'exercice civil et de services militaires.

Décret du 2 février 1953 portant promotion dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

Par décret en date du 2 février 1953, sur le rapport du président du conseil des ministres et sur la proposition du garde des sceaux, ministre de la justice, sur la présentation du conseil supérieur de la magistrature, vu la déclaration du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur en date du 13 janvier 1953 portant que la promotion comprise au présent décret est faite en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, le conseil des ministres entendu, est promu dans l'ordre national de la Légion d'honneur:

Au grade d'officier.

M. Bornet (Charles-Ange-Emile), conseiller à la cour de cassation. Chevalier du 25 décembre 1945. Titres exceptionnels.

Décret du 2 février 1953 portant promotion dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

Par décret en date du 2 février 1953, pris sur le rapport du président du conseil des ministres et sur la proposition du garde des sceaux, ministre de la justice, vu la déclaration du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur en date du 8 juillet 1952 portant que la promotion comprise au présent décret est faite en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, le conseil des ministres entendu, est promu dans l'ordre national de la Légion d'honneur:

Au grade d'officier.

M. Maspétiol (Roland), conseiller d'Etat en service ordinaire. Chevalier du 25 décembre 1945. Titres exceptionnels.

Décret du 2 février 1953 portant promotion dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

Par décret en date du 2 février 1953, pris sur le rapport du président du conseil des ministres et sur la proposition du garde des sceaux, ministre de la justice, sur la présentation du conseil supérieur de la magistrature, vu la déclaration du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur en date du 13 janvier 1953 portant que la promotion comprise au présent décret est faite en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, le conseil des ministres entendu, est promu dans l'ordre national de la Légion d'honneur:

Au grade d'officier.

M. Lescot (Pierre-Antide-Marie-Bernard), conseiller à la cour de cassation. Chevalier du 25 décembre 1945. Titres exceptionnels.

Décret du 2 février 1953 portant promotion et nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

Par décret en date du 2 février 1953, pris sur le rapport du président du conseil des ministres et sur la proposition du garde des sceaux, ministre de la justice, vu les déclarations du conseil national de la Légion d'honneur en date du 27 janvier 1953 portant que la promotion et les nominations comprises au présent décret sont faites en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, est promu et sont nommés dans l'ordre national de la Légion d'honneur:

Au grade d'officier.

M. Soulie (Joseph-Timothée-Marie-Léon), avocat à la cour d'appel de Toulouse. Chevalier du 8 janvier 1921.

Au grade de chevalier.

MM.

Orsoni (Dominique-François), huissier du tribunal de première instance de Marseille; 40 ans d'exercice civil.

Vial (Auguste-Léopold-Joseph), expert comptable près la cour d'appel de Paris; 49 ans d'exercice civil et de services militaires.

Décret portant désignation de magistrats auprès des tribunaux militaires permanents de Marseille et de Montpellier.

Rectificatif au *Journal officiel* du 22 janvier 1953: page 707, 2e colonne, au lieu de: « M. Prive, conseiller à la cour d'appel de Montpellier, est désigné en remplacement de M. Ferran, qui a été nommé président de chambre à la cour d'appel de Montpellier, pour présider jusqu'au 1er avril 1953, en qualité de président suppléant, le tribunal militaire permanent de Marseille devant connaître des jugements de colonels, lieutenants-colonels et assimilés », lire: « M. Prive, conseiller à la cour d'appel de Montpellier, est désigné en remplacement de M. Ferran, qui a été nommé président de chambre à la cour d'appel de Montpellier, pour présider jusqu'au 1er avril 1953, en qualité de président suppléant, le tribunal militaire permanent de Marseille devant connaître des jugements des soldats, caporaux, brigadiers, caporaux-chefs, brigadiers-chefs, sous-officiers et officiers jusqu'au rang de lieutenant-colonel exclusivement et assimilés. »

Décret admettant un juge de paix à faire valoir ses droits à la retraite.

Rectificatif au *Journal officiel* du 22 janvier 1953, page 708, 2e colonne, 26 et 27e ligne, au lieu de: « M. Popelin, juge de paix de Nantes (4e canton) et Bouaye (Loire-Inférieure) (1re classe), est admis à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 22 février 1952 », lire: « M. Popelin, juge de paix de Nantes (4e canton) et Bouaye (Loire-Inférieure) (1re classe), est admis à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 22 février 1953 »

GRANDE CHANCELLERIE DE LA LEGION D'HONNEUR

Décret du 2 février 1953 portant promotions et nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

Par décret en date du 2 février 1953 et sur déclaration du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur portant que les promotions et nominations comprises dans le présent décret sont faites en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, sont promus ou nommés dans l'ordre national de la Légion d'honneur:

Au grade de commandeur.

MM.

Cumenge (Jean-Paul-Léo), préfet honoraire. Officier du 8 août 1939.

Patel (Charles-Auguste-Maurice), professeur honoraire de clinique chirurgicale, membre de l'académie de médecine. Officier du 28 décembre 1928.

Au grade d'officier.

MM.

Barth (René-Louis-Marie-André), directeur honoraire de la Société nationale des chemins de fer français. Chevalier du 30 avril 1921.

Blanchard (Raymond-Marius), directeur honoraire des postes, télégraphes et téléphones. Chevalier du 31 décembre 1937.

Bodin (Emile-Alexandre-Ferdinand), inspecteur d'académie honoraire. Chevalier du 14 juillet 1933.

Brunat (Henri), ancien chef du service de la sécurité aérienne au ministère de l'air. Chevalier du 23 août 1925.

Clerget (Jules-Gustave-Joseph), directeur honoraire des postes, télégraphes et téléphones. Chevalier du 7 juillet 1933.

Diolot (Claude-Joseph-Maurice), président de chambre honoraire à la cour d'appel de Paris. Chevalier du 9 février 1933.

Fouquet (Rémy-André), trésorier-payeur général honoraire. Chevalier du 12 août 1937.

Gabillaud (Emile-Charles), trésorier-payeur général honoraire. Chevalier du 19 août 1922.

Guérard (Jean-Joseph), ingénieur divisionnaire honoraire des services techniques de la ville de Paris. Chevalier du 20 octobre 1934.

Guinle (Alexandre-Pierre-Guillaume), administrateur honoraire à la préfecture de la Seine. Chevalier du 29 décembre 1929.

Itier (Jules-Léopold), conseiller honoraire de cour d'appel. Chevalier du 12 octobre 1930.

Lasserre (Henri-Charles-Antoine), directeur honoraire de l'institut de météorologie et de physique du globe d'Algérie. Chevalier du 31 juillet 1934.

Mathieu (Louis-Gustave-Joseph), préfet honoraire. Chevalier du 26 juillet 1924.

Morand (Jean-Etienne), premier président honoraire à la cour d'appel de Poitiers. Chevalier du 15 janvier 1925.

Morineau (René-François-Eugène), ingénieur en chef de la météorologie nationale, en retraite. Chevalier du 10 mars 1916.

Pitrou (Robert-Constant), professeur honoraire à la faculté des lettres de Bordeaux. Chevalier du 9 novembre 1927.

Rambaud (Marie-Edouard-Jean), chef du secrétariat général de la société d'entr'aide de la Légion d'honneur. Chevalier du 20 mai 1927.

Renaudet (Auguste dit Augustin), professeur honoraire au Collège de France. Chevalier du 29 janvier 1939.

Richard (Edmond-Jean-Odon), trésorier-payeur général honoraire. Chevalier du 18 février 1923.

Thabaut (Louis-Henri-Jean-Baptiste), directeur honoraire des contributions directes. Chevalier du 25 janvier 1912.

Tivolle (Léonard-Eugène), inspecteur général des mines, en retraite. Chevalier du 28 décembre 1927.

Au grade de chevalier.

MM.

Abonneuc (André), ancien professeur à l'école de médecine et de pharmacie de Grenoble; 37 ans de services civils et militaires

Berthomé (André-Simon), ancien patron de canot de sauvetage, douze sorties de sauvetage, 41 ans de services civils et militaires.

Besson (Jean de Dieu-Pierre), doyen des bâtonniers de France, né le 20 février 1855, 62 ans de services civils et militaires.

Brèze (Charles-Gabriel), retraité de la Société nationale des chemins de fer français; 40 ans de services civils et militaires.

Buclon (Louis), ancien professeur de l'enseignement libre; 41 ans de services civils et militaires.

Casanova (Jean-Dominique-Toussaint), président de chambre honoraire de cour d'appel; 49 ans de services civils et militaires.

Castaigne (André), attaché de chancellerie à la grande chancellerie de la Légion d'honneur; 23 ans de services.

Cômes (François-Raymond), retraité de l'enseignement; 33 ans de services civils et militaires.

Condroyer (Léon-Ernest), directeur honoraire de collège; 43 ans de services civils et militaires.

Destouches (Edouard-Aimé-Théophile), retraité de l'enseignement; 37 ans de services.

Dupouy (Albert-François), conseiller de préfecture honoraire; 33 ans de services.

Fried (Paul), ancien directeur de collège; 41 ans de services.

Ganes (Léopold-Lucien-Gérard-Marius), directeur adjoint honoraire des contributions directes; 41 ans de services civils et militaires.

Gaudillot (Albert-André), ancien conseiller de cour d'appel; 41 ans de services civils et militaires.

Gaudin (Paul-Alphonse), ancien combattant de la campagne de Madagascar de 1895, né le 4 janvier 1868. Médaillé militaire.

Gaveau (Charles-Alice-Clément), administrateur en chef des colonies, en retraite; 14 ans de services.

Geminel (Lucien-Pol), directeur honoraire des postes, télégraphes et téléphones; 44 ans de services civils et militaires.

Gounelle (Moïse-Paul), pasteur honoraire; 53 ans de services civils et militaires.

Gros (Pierre-Gédéon-Frédéric), professeur honoraire de lycée; 48 ans de services civils et militaires.

Koch (Marie-Victor-Joseph-Camille), vice-président honoraire de tribunal civil; 31 ans de services civils et militaires.

Labrousse (François-Louis), directeur d'école honoraire; 44 ans de services civils et militaires.

Lanier (Paul-Gaston), ingénieur en chef adjoint honoraire à la compagnie du Métropolitain; 43 ans de services civils et militaires.

Le Gay (Léandre-Victor), conseiller honoraire de cour d'appel; 41 ans de services civils et militaires.

Le Goffic (Yves-Marie), capitaine de port en retraite; 40 ans de services civils et militaires.

Legrand (Paul-Ferdinand), ancien président de tribunal de commerce; 47 ans de services civils et militaires.

Madinier (Antoine), percepteur en retraite; 47 ans de services civils et militaires.

Marthon (Pierre), directeur honoraire de cours complémentaire; 44 ans de services civils et militaires.

Mazet (Joseph), officier de police judiciaire en retraite; 36 ans de services civils et militaires.

Mazoyer (Fernand-Joseph-Marie-Hippolyte), conseiller honoraire de cour d'appel; 39 ans de services civils et militaires.

Meininger (Paul-Emile), professeur agrégé honoraire; 37 ans de services civils et militaires.

Moussu (Augustin-Paul), directeur d'école honoraire; 47 ans de services civils et militaires.

Niaudet (Abel-Paul-Justin), conservateur honoraire des hypothèques; 42 ans de services civils et militaires.

Parruitte (Camille-Gabriel), directeur honoraire à la Banque de France; 45 ans de services civils et militaires.

Mme Perieres, née Dussaud (Eulalie-Anna-Emilie-Rose), directrice honoraire d'école normale; 35 ans de services.

Philippe (Jean-Félix), retraité de l'enseignement; 44 ans de services civils et militaires.

Pierandrei (Antoine-Jérôme), percepteur en retraite; 38 ans de services civils et militaires.

Poncelet (Maurice-Georges), ingénieur des travaux publics de l'Etat en retraite; 49 ans de services civils et militaires.

Pons (Jean-Louis), directeur départemental des services de police en retraite; 39 ans de services civils et militaires.

Rebiere (Joseph-Henri), directeur départemental honoraire des postes, télégraphes et téléphones; 42 ans de services.

Robin (Jean-Baptiste-Ernest-Eugène), commissaire divisionnaire de la sûreté nationale; 39 ans de services civils et militaires.

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMEES

Tableau de départ colonial du 1er février 1953

NOTA. — Dès parution du présent tableau, les chefs de corps et de services devront obligatoirement faire visiter tous les militaires y figurant et régulariser la situation des sous-officiers et hommes de troupe en instance de rengagement.

Ils adresseront d'urgence, à la direction des troupes coloniales et au plus tard le 10 février 1953, les certificats d'aptitude réglementaires « Etat modèle C » « recto et verso ». Il en sera de même pour les certificats de visite et de contre-visite des militaires dont l'inaptitude a été constatée.

Dans le cas où ces pièces ne pourraient parvenir au département avant la date précitée, il y aura lieu de faire connaître, par télégramme, le résultat des visites.

Toute erreur qui aurait pu être relevée fera l'objet d'un compte rendu à transmettre dans les moindres délais.

OFFICIERS

Infanterie coloniale.

Colonel.

M. Gonnet (Jules), E. M. P. I. C., commandant la subdivision militaire de Perpignan. — 4er mars 1949.

Chefs de bataillon.

MM.

Malitourne (Léon), dépôt des isolés des troupes coloniales (capitaine au tableau d'avancement). — 25 mai 1946.

Gribelin (René), E. M. P. I. C., état-major combiné des forces armées. 6 septembre 1950.

Bouguen (Georges), régiment colonial de chasseurs de chars « blindé ». — 14 juin 1951.

Du Prat (Jean), compagnie d'état-major des troupes coloniales, direction des personnels militaires de l'armée de terre (capitaine au tableau d'avancement). — 2 juillet 1951.

Dieu (Jean), 5e régiment de tirailleurs sénégalais. — 11 juillet 1951.

Mouret (Gabriel), 5e régiment de tirailleurs sénégalais. — 18 juillet 1951.

Panier (Henri), E. M. P. I. C., état-major du général commandant supérieur des troupes de Tunisie. — 19 juillet 1951 (séjour interrompu).

Borrel (René), 1er régiment d'infanterie coloniale (capitaine au tableau d'avancement). — 25 juillet 1951.

Malgorn (Louis), 110e régiment d'infanterie coloniale. — 28 juillet 1951.

Marc (Hervé), groupement d'instruction et de transit colonial en métropole. — 4 août 1951 (séjour interrompu).

Duplat (Roger), compagnie d'état-major des troupes coloniales, section d'études et d'information des troupes coloniales. — 9 août 1951.

Huz (André), E. M. P. I. C., état-major de la 8e division d'infanterie. — 16 août 1951.

Maimay (Paul), 3e régiment d'infanterie coloniale. — 23 août 1951.

Capitaines.

MM.

Berthold (Alexandre), 13e régiment de tirailleurs sénégalais. — 31 octobre 1949.

Scheyer (Paul), 24e régiment d'infanterie coloniale. — 15 mai 1950.

Guyot (Georges), compagnie des services n° 1. — 31 août 1950.

Fontecave (Fernand), 2e bataillon de télégraphistes coloniaux « transmissions ». — 28 janvier 1951.

Le Retraite (Guy), 4e régiment d'infanterie coloniale. — 28 juillet 1951.

Ranarivelo (Marcel), 3e régiment de tirailleurs sénégalais. — 13 août 1951.

Lavoye (Albert), 1er bataillon du régiment de marche du Tchad. — 25 août 1951.

Crouan (Ernest), 2e bataillon d'infanterie coloniale, groupement des unités de base, Cherbourg. — 24 septembre 1951.

Giraudel (Bernard), 21e régiment d'infanterie coloniale. — 2 février 1952.

Bonneau (Gabriel), 1er régiment d'infanterie coloniale. — 2 février 1952.

Moretti (Pierre), groupement d'instruction et de transit colonial en métropole. — 18 février 1952.

Scola (Louis), 4e régiment d'infanterie coloniale. — 20 février 1952.

Tryer (Henri), 4e régiment d'infanterie coloniale. — 20 février 1952.

Schoumacker (Marcel), 1er régiment d'infanterie coloniale. — 20 février 1952.

Alberge (Hugues), 15e régiment de tirailleurs sénégalais. — 20 février 1952.

Decamp (Célestin), 110e régiment d'infanterie coloniale. — 29 février 1952.

Pissot (Paul), 3e régiment d'infanterie coloniale. — 8 mars 1952.

Arnauld (Louis), 110e régiment d'infanterie coloniale. — 23 mars 1952.

Mayer (Maurice), 15e régiment de tirailleurs sénégalais. — 27 mars 1952.

Lieutenants.

MM.

Vaschetti (Jean), groupement régional d'exploitation des transmissions n° 9. — N'a jamais servi.

De La Brosse (Henry), 3e régiment de tirailleurs sénégalais. — 14 octobre 1951.

Firinga (Jean-Baptiste), groupement d'instruction et de transit colonial en métropole. — 31 octobre 1951.

Cauro (Robert), 6e régiment de tirailleurs sénégalais. — 2 novembre 1951.

Cardon (Henri), 4e régiment d'infanterie coloniale. — 12 novembre 1951.

Levavasseur (Jean), 5e régiment de tirailleurs sénégalais. — 17 novembre 1951.

Haeckel (Jean), 110e régiment d'infanterie coloniale. — 25 décembre 1951.

Hochard (Michel), 1er régiment d'infanterie coloniale. — 18 janvier 1952.

Sobeaut (Paul), 5e régiment de tirailleurs sénégalais. — 22 janvier 1952.
Vallot (Michel), 3e régiment d'infanterie coloniale. — 5 mai 1952.
Falque (Jean), 4e régiment d'infanterie coloniale. — 29 mai 1952.
Moulene (Alain), 24e régiment d'infanterie coloniale. — 29 mai 1952.

Artillerie coloniale.

Colonel.

M. Hanneton (Pierre), E. M. P. A. C., direction des troupes coloniales. — 28 novembre 1949.

Chefs d'escadron.

MM.
Burban (Léon), compagnie d'état-major des troupes coloniales, ministère de la France d'outre-mer, établissement central des magasins d'outre-mer. — 26 août 1948.
Laugeri (Dominique), 12e régiment d'artillerie antiaérienne coloniale. — 4 août 1950.
Patry (Robert), E. M. P. A. C., direction des études et fabrications d'armement. — 26 septembre 1950. — Séjour interrompu.

Capitaines.

MM.
Fischer (Ferdinand), 458e groupe d'artillerie antiaérienne coloniale. — 3 avril 1952.
Terrier (Pierre), 1/11e régiment d'artillerie coloniale. — 12 avril 1952.
Souille (Christian), 1/7e régiment d'artillerie antiaérienne coloniale (lieutenant au tableau d'avancement). — 14 avril 1952.
Amoudru (Stanislas), 1/3e régiment d'artillerie coloniale. — 22 avril 1952.

Lieutenants.

MM.
Cazaux (Etienne), 1/2e régiment d'artillerie coloniale. — 14 février 1952.
Vidal (René), 12e régiment d'artillerie antiaérienne coloniale. — 1er mars 1952.
Touya (Jacques), 12e régiment d'artillerie antiaérienne coloniale. — 20 mars 1952.
Ambroise (Pierre), régiment d'artillerie coloniale de Tunisie. — 21 mars 1952.
Darcy (Lucien), 1er régiment d'artillerie coloniale. — 24 mars 1952.
Tonson (Roger), 1/8e régiment d'artillerie coloniale. — 19 avril 1952.
De Kermoysan (François), 458e groupe d'artillerie antiaérienne coloniale. — 22 avril 1952.
Durand (Henri), 1er régiment d'artillerie coloniale. — 22 avril 1952.
Riac (Serge), 1/2e régiment d'artillerie coloniale. — 22 avril 1952.
Wavrin (Augustin), 1/11e régiment d'artillerie coloniale. — 27 avril 1952.

Service des matériels et bâtiments coloniaux.

A. — Comptable

Lieutenant.

M. Heymes (Roger), groupement d'instruction des matériels et bâtiments coloniaux. — 4 avril 1947.

B. — Autos-chars

Capitaine.

M. Char (Jean), groupement d'instruction des matériels et bâtiments coloniaux. — 3 octobre 1950.

Lieutenant.

M. Marchat (Maurice), 2/3e régiment d'artillerie coloniale. — 3 novembre 1951.

C. — Conducteurs de travaux

Capitaine.

M. Pacini (François), groupement d'instruction des matériels et bâtiments coloniaux. — 21 octobre 1951.

Lieutenant.

M. Clair (Georges), groupement d'instruction des matériels et bâtiments coloniaux. — 16 juillet 1951.

D. — Contrôleurs d'armes

Capitaine.

M. Bonnamy (Raymond), groupement d'instruction des matériels et bâtiments coloniaux. — 13 octobre 1951.

Intendance coloniale.

A. — Fonctionnaire

Intendant militaire de 3e classe.

M. Klein (Bernard), direction centrale de l'intendance, inspection technique des subsistances. — 30 juin 1952.

B. — Officiers d'administration

Capitaine.

M. Desmurs (Henry), ministère de la France d'outre-mer, direction des affaires militaires. — 9 septembre 1951.

Lieutenant.

M. Futin (Paul), 1re région militaire, réserve générale des matériels des subsistances. — 29 septembre 1951.

Adjoints administratifs des corps de troupe coloniaux.

Capitaine.

M. Angeli (François), 6e régiment de tirailleurs sénégalais. — 16 novembre 1951.

Lieutenant et sous-lieutenant.

MM.
Petit (Marius), groupement d'instruction et de transit colonial en métropole. — 5 septembre 1949.
Darrigau (Robert), 13e régiment de tirailleurs sénégalais. — 17 novembre 1951.

Chancellerie coloniale.

Lieutenant.

M. Doare (Louis), 1re demi-brigade coloniale de commandos parachutistes. — 24 mars 1952.

Service de santé colonial.

A. — Médecins

Lieutenants-colonels.

MM.
Paravisini (Jean-Baptiste), école d'application du service de santé des troupes coloniales, disposition du ministère de la France d'outre-mer. — 11 août 1950.
Creste (Louis), école d'application du service de santé des troupes coloniales, à la disposition du ministère de la France d'outre-mer. — 28 avril 1951.
Courmes (Edouard), école d'application du service de santé des troupes coloniales, direction du service de santé de la 5e région militaire. — 2 mars 1952.
Morelet (Jean-Baptiste), hôpital militaire 294. — 24 mars 1952.
Lutrot (Jacques), école d'application du service de santé des troupes coloniales, direction du service de santé de la 1re région militaire. — 27 avril 1952.
Gras (Barthélémy), dépôt des isolés des troupes coloniales, annexe de Paris. — 28 avril 1952.
Samara (Augustin), groupement d'instruction et de transit colonial en métropole. — 29 avril 1952.
Mary (Léopold), 110e régiment d'infanterie coloniale. — 30 avril 1952.
Clerc (Georges), école d'application du service de santé des troupes coloniales p. o. détaché hôpital Percy, à Clamart. — 4 mai 1952.

Commandants.

MM.
Le Blouch (Georges), école d'application du service de santé des troupes coloniales p. o. à la disposition du service de santé de la 9e région militaire. — 3 mars 1952.
Mathurin (Louis), école d'application du service de santé des troupes coloniales, détaché à l'institut Pasteur, Paris. — 21 mars 1952.
Quere (Auguste), dépôt des isolés des troupes coloniales. — 22 avril 1952.
Riou (Noël), hôpital militaire 294. — 30 avril 1952.
Ouary (Pierre), hôpital militaire 294. — 30 juin 1952.
Creste (Maurice), base de transit militaire interarmées Atlantique. — 19 juillet 1952.

Capitaines.

MM.
Gaillard (Jean), école d'application du service de santé des troupes coloniales. — 12 mars 1952.
Amar (Maurice-David), 2e bataillon de télégraphistes coloniaux. — 23 mars 1952.

Chassary (Albert), 1/8e régiment d'artillerie coloniale. — 23 mars 1952.
Aubert (Michel), régiment colonial de chasseurs de chars. — 21 mars 1952.
Cayret (André), régiment d'artillerie coloniale de Tunisie. — 14 avril 1952.
Fourre (Jean), 6e régiment de tirailleurs sénégalais. — 22 avril 1952.
Jousselin (André), école d'application du service de santé des troupes coloniales. — 27 avril 1952.
Guepin (Ange), 5e régiment de tirailleurs sénégalais. — 28 avril 1952.

B. — Pharmaciens

Lieutenant-colonel.

Le Borgne (René), école d'application du service de santé des troupes coloniales sur ordre à la disposition de la direction centrale du service de santé des armées pour servir à la pharmacie centrale de l'armée, à Vanves. — 2 avril 1952.

C. — Officiers d'administration

Capitaines.

MM.
Sicard (Robert), section mixte des infirmiers militaires des troupes coloniales. — 21 septembre 1951.
Carlin (Antoine), école d'application du service de santé des troupes coloniales. — 28 février 1952.

Lieutenant.

Paldacci (Jérôme), hôpital militaire 294. — 9 juin 1952.

SOUS-OFFICIERS ET HOMMES DE TROUPE

A. — **Infanterie coloniale.**

Adjudants-chefs.

Pallagrosi (Marchino), 110e régiment d'infanterie coloniale, B. E. d'arme, C. A. T. 2 de comptabilité. — 5 décembre 1949.
Anziani (Martin), 110e régiment d'infanterie coloniale, B. E. d'arme, C. A. T. 2 de comptabilité. — 13 août 1951.
Poulangy (Marie), cabinet militaire du secrétairiat d'Etat aux forces armées « guerre » (rattaché pour administration à la compagnie d'état-major des troupes coloniales), B. E. d'arme. — 8 février 1952.
Daro (Alfred), 6e régiment de tirailleurs sénégalais, B. E d'arme. — 20 mars 1952.
Marrast (Maurice), 4e régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 de comptabilité. — 1er avril 1952.
Masson (André), 110e régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — 2 mai 1952.
Vilcheze (Paul), dépôt des isolés des troupes coloniales, B. E. d'arme. — 20 juin 1952.
Locquet (Virgile), 5e régiment de tirailleurs sénégalais, B. S. de comptabilité. — 26 juin 1952.
Catalaa (Albert), 3e régiment d'infanterie coloniale, B. C. S., B. S. de comptabilité. — 27 juin 1952.
Nevot (Daniel), 1er bataillon du régiment de marche du Tchad, B. E. de moniteur d'éducation physique militaire, B. E. de maître d'escrime. — 27 juin 1952.
Cardolli (Antoine), 4e régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — 15 juillet 1952.

Adjudants.

Savin (Jacques), 110e régiment d'infanterie coloniale, B. E. d'arme. — 4 avril 1950.
Menard (Maurice), 110e régiment d'infanterie coloniale, B. E. d'arme. — 16 avril 1950.
Itey (André), base de transit militaire interarmées atlantique, B. E d'arme. — 31 mai 1950.
Debretz (Georges), 6e régiment de tirailleurs sénégalais, C. A. T. 2 de comptabilité. — 3 juillet 1950
Buendia (Robert), 13e régiment de tirailleurs sénégalais, B. E. de comptabilité. — 19 septembre 1950.
Verlot (Rémy), dépôt des isolés des troupes coloniales, B. E. d'arme. — 20 décembre 1950.
Razo (Raphaël), annexe autonome de Paris du dépôt des isolés des troupes coloniales, C. A. T. 2 d'arme. — 5 mai 1951.
Desarnaud (André), 110e régiment d'infanterie coloniale, B. E. d'arme. — 11 mai 1951.
Guidicelli (Ange), 110e régiment d'infanterie coloniale, B. E. d'arme. 18 août 1951.
Jouanole (Lucien), dépôt des isolés des troupes coloniales, C. A. T. 2 d'arme. — 22 avril 1952.
Martini (Ange-François), dépôt des isolés des troupes coloniales, B. E. d'arme. — 29 mai 1952.
Ducornet (Armand), 1er bataillon du régiment de marche du Tchad, B. C. S. — 19 juin 1952.
Georges (Julien), 1er régiment d'infanterie coloniale, B. E. d'arme. — 19 juin 1952.
Humbert (Louis), 3e régiment de tirailleurs sénégalais, C. A. T. 2 d'arme. — 19 juin 1952.
Le Goff (Yves), 3e régiment d'infanterie coloniale, B. E. d'arme. — 19 juin 1952.
Salaun (Jean), 2e bataillon d'infanterie coloniale, B. C. S. — 19 juin 1952.
Victori (Pierre), 5e régiment de tirailleurs sénégalais, B. C. S. — 19 juin 1952.
Villalonga (Henri), 13e régiment de tirailleurs sénégalais, B. E. d'arme. — 19 juin 1952.
Le Corre (Henri), dépôt des isolés des troupes coloniales, C. A. T. 2 d'arme. — 26 juin 1952.
Meyer (Raphaël), 13e régiment de tirailleurs sénégalais, B. C. S. Volontaire pour servir hors tour en Indochine.

Sergents-majors et sergents-chefs.

Santoni (Etienne), compagnie d'état-major des troupes coloniales, B. E. auto. — 19 janvier 1949.
Leduc (René), compagnie administrative régionale no 1, B. S. de comptabilité. — 15 septembre 1949.
Pickel (François), 110e régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — 27 décembre 1949.
Cirillot (Armand), 110e régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — 28 février 1950.
Orsini (Joseph), 110e régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — 4 mars 1950.
Chabrut (Pierre), 110e régiment d'infanterie coloniale, B. E. d'arme. — 16 avril 1950.
Ensminger (Charles), dépôts des isolés des troupes coloniales, B. S. de comptabilité. — 24 juillet 1950.
Randretsa (John), centre d'études asiatiques et africaines (rattaché pour administration à la compagnie d'Etat-major des troupes coloniales), C. A. T. 2 de comptabilité. — 14 août 1950.
Carmantran I (Michel), 110e régiment d'infanterie coloniale, B. E. d'arme. — 21 août 1950.
Gerard (Léon), compagnie d'état-major des troupes coloniales, C. A. T. 2 de comptabilité. — 25 août 1950.
Buchalet (Roger), école d'application de l'infanterie de Saint-Maixent, B. E. de comptabilité. — 2 septembre 1950.
Lemoine (Alphonse), dépôt des isolés des troupes coloniales. B. C. S. —27 novembre 1950.
Dupuy (Lucien), 110e régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 de comptabilité. — 23 mars 1951.
Jarrioz (Marcel), groupement d'instruction et de transit colonial en métropole, C. A. T. 2 d'arme. — 29 avril 1951.
Montoroy (Jean), 110e régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — 7 mai 1951.
Dragone (Eustache), 110e régiment d'infanterie coloniale, B. E. d'arme. — 26 juin 1951.
Sibi (Alphonse), 110e régiment d'infanterie coloniale, B. E. de comptabilité. — 7 juillet 1951.
Robin (Pierre), 110e régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — 7 juillet 1951.
Soulan (Edouard), 110e régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 de comptabilité. — 13 juillet 1951.
Nicolas (Robert), 2e bataillon d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — 3 septembre 1951.
Himounet (André), 6e régiment de tirailleurs sénégalais. — C. A. T. 2 d'arme. — 30 octobre 1951.
Pinasseau (René), 110e régiment d'infanterie coloniale, B. E. d'arme. — 5 novembre 1951.
Landel (Robert), 3e régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — 31 décembre 1951.
Schnell (Lucien), 24e régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — 13 février 1952.
Casanova (Polydor), 4e régiment d'infanterie coloniale, B. E. d'arme. — 9 mars 1952.
Chazalette (Antoine), 3e régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — 9 mars 1952.
Cruciani (Dominique), 6e régiment de tirailleurs sénégalais, B. E. d'arme. — 9 mars 1952.
Rigouste (Valentin), 3e régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — 14 mars 1952.
Burel (Maurice), 6e régiment de tirailleurs sénégalais, C. A. T. 2 d'arme. — 21 mars 1952.
Vaumousse (Léon), 21e régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — 24 mars 1952.
Delamon (Augustin), 110e régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — 2 avril 1952.
Rapacly (Louis), annexe autonome de Paris du dépôt des isolés des troupes coloniales, C. A. T. 2 d'arme. — 2 avril 1952.
Gonthier (Valentin), 3e régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — 6 avril 1952.

Carolin (Raoul), 21e régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 d'arme, C. A. T. 2 de comptabilité. — 12 avril 1952.
Fontanel (Jean), groupement d'instruction et de transit colonial en métropole, C. A. T. 2 de comptabilité. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Hennemann (François), groupement d'instruction et de transit colonial en métropole, C. A. T. 2 d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Vanhoutte (Paul), compagnie administrative régionale n° 9, C. A. T 2 d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Mignon (Jacques), groupement d'instruction et de transit colonial en métropole, B. E. d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Christiny (Louis), 15e régiment de tirailleurs sénégalais, C. A. T. 2 d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.

Sergents.

Maurin (Georges), 110e régiment d'infanterie coloniale, non certifié. — N'a jamais servi.
Michel (Bernard), 110e régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — N'a jamais servi.
Dessort (Roland), 13e régiment de tirailleurs sénégalais, non certifié. — N'a jamais servi.
Hubrard (Jacques), 1er régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 de comptabilité. — N'a jamais servi.
Laprie (Jean), 6e régiment de tirailleurs sénégalais, C. A. T. 2 d'arme. — N'a jamais servi.
Jounot (Hubert), 6e régiment de tirailleurs sénégalais, C. A. T. 2 d'arme. — N'a jamais servi.
Le Franger (Jean), 6e régiment de tirailleurs sénégalais, C. A. T. 2 de comptabilité. — N'a jamais servi.
Gohe (Marcel), 6e régiment de tirailleurs sénégalais, C. A. T. 2 d'arme. — N'a jamais servi.
Josserand (Maurice), groupement d'instruction et de transit colonial en métropole, C. A. T. 2 d'arme. — N'a jamais servi.
Spinosi (Maurice), 5e régiment de tirailleurs sénégalais, C. A. T. 2 d'arme. — N'a jamais servi.
Charles (René), 21e régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — N'a jamais servi.
Cazes (Vincent), 2e bataillon d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — N'a jamais servi.
Dubar (Arnould), 1er bataillon du régiment de marche du Tchad, C. A. T. 2 d'arme. — N'a jamais servi.
Marchal (Charles), 1er bataillon du régiment de marche du Tchad, C. A. T. 2 de comptabilité. — N'a jamais servi.
Savoye (Ernest), 1er bataillon du régiment de marche du Tchad, C. A. T. 2 de comptabilité. — N'a jamais servi.
Benedetti (Pierre), 4e régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — N'a jamais servi.
Garnier (Pierre), 4e régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — N'a jamais servi.
Pruvost (Etienne), 4e régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 de comptabilité. — 2 mars 1950.
Berlebeau (Roger), 2e bataillon d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — 12 mai 1950.
Ribeiro (Emmanuel), 4e régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — 25 août 1950.
Cuzon (Louis), 1er régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — 11 octobre 1950.
Henon (René), groupement d'instruction et de trasnit colonial en métropole, certificat de moniteur maitre d'instruction automobile. — 31 mars 1951.
Crand (Gaston), 1er bataillon du régiment de marche du Tchad, C. A. T. 2 d'arme. — 25 mai 1951.
Demangeon (André), dépôt des isolés des troupes coloniales, C. A. T. 2 d'arme. — 25 mai 1951.
De Saint-Esteban (Edmond), 6e régiment de tirailleurs sénégalais, C. A. T. 2 d'arme. — 25 mai 1951.
Jaeger (Georges), 110e régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — 25 mai 1951.
Mannarini (Nicolas), 5e régiment de tirailleurs sénégalais, C. A. T. 2 d'arme. — 25 mai 1951.
Menouzeau (Jean), 15e régiment de tirailleurs sénégalais, C. A. T. 2 d'arme. — 25 mai 1951.
Serleys (Henry), centre colonial d'instruction des transmissions, C. A. T. 2 d'arme. — 25 mai 1951.
Voleau (Roger), 110e régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 de mécanicien auto. — 13 juin 1951.
Sautron (Jules), 3e régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — 15 juin 1951.
Tanguy (Isidore), 3e régiment d'infanterie coloniale, 351 trans. — 18 juin 1951.
Taravello (Fernand), 110e régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — 19 juin 1951.
Esteve (Maurice), 1er bataillon du régiment de marche du Tchad, C. A. T. 2 d'arme. — 25 juin 1951.
Castelain (Louis), 5e régiment de tirailleurs sénégalais, C. A. T. 2 d'arme. — 9 juillet 1951.
Benamon (Hubert), 110e régiment d'infanterie coloniale, 151 trans. — 11 juillet 1951.
Faivre (Henry), 110e régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — 11 juillet 1951.
Imfeld (Pierre), groupement d'instruction et de transit colonial en métropole, C. A. T. 2 de comptabilité. — 11 juillet 1951.
Provost (René), 110e régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — 12 juillet 1951.
Fremaux (Jean), centre colonial d'instruction des transmissions, C. A. T. 2 d'arme. — 19 juillet 1951.
Lugant (Michel), 110e régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — 19 juillet 1951.
Morin (Jean), 2e bataillon d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — 9 août 1951.
Philippe (Roger), 3e régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. 19 août 1951.
Renouard (Georges), dépôt des isolés des troupes coloniales, C. A T. 2 d'arme. — 21 août 1951.
Savary (Guy), groupement d'instruction et de transit colonial en métropole, C. A. T. 2. d'arme. — 26 août 1951.
Desideri (Fabius), groupement d'instruction et de transit colonial en métropole, C. A. T. 1 d'arme. — 28 août 1951.
Morvan (Alexandre), 6e régiment de tirailleurs sénégalais, C. A. T. 2 d'arme. — 28 août 1951.
Besson (Maurice), 4e régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — 3 septembre 1951.
Bihonne (René), 15e régiment de tirailleurs sénégalais, C. A. T. 2 d'arme. — 3 septembre 1951.
Caremantrant (Raymond), 110e régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — 3 septembre 1951.
Colonna (Antoine), 4e régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — 3 septembre 1951.
Delannay (Benoît), 1er régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — 3 septembre 1951.
Drozdowska (André), 110e régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — 3 septembre 1951.
Mayer (André), 110e régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — 3 septembre 1951.
Suire (James), 2e bataillon d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — 3 septembre 1951.
Vairac (Edme), 6e régiment de tirailleurs sénégalais, C. A. T. 2 d'arme. — 3 septembre 1951.
Vandenbossche (Jean), 110e régiment d'infanterie coloniale, C. A. T 2 d'arme. — 3 septembre 1951.
Picard (Roger), 15e régiment de tirailleurs sénégalais, C. A. T. 2 d'arme. — 8 septembre 1951.
Arnould (André), 110e régiment d'infanterie coloniale, B. E. de mécanicien. — 9 septembre 1951.
Bach (Pierre), groupement d'instruction et de transit colonial en métropole, C. A. T. 2 d'arme. — 9 septembre 1951.
Bellego (Louis), 6e régiment de tirailleurs sénégalais, C. A. T. 2 d'arme. — 9 septembre 1951.
Chardron (Roger), 110e régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — 9 septembre 1951.
Aumonier (Michel), 110e régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Devaud (Michel), 110e régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Marbach (Michel), 110e régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
René (Pierre), 4e régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Foli (Dominique), 4e régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Tasserie (Robert), 5e régiment de tirailleurs sénégalais, C. A. T. 2 d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Cantais (André), groupement d'instruction et de transit colonial en métropole, C. A. T. 2 d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Primoguet (Marie), 21e régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Salina (André), dépôt des isolés des troupes coloniales, C. A. T. 2 d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Simonaire (Olivier), groupement d'instruction et de transit colonial en métropole, C. A. T. 2 d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Vinit (Jean), groupement d'instruction et de transit colonial en métropole, non certifié. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Turquet (André), 13e régiment de tirailleurs sénégalais, C. A. T. 2 d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Thurloy (Jean), groupement d'instruction et de transit colonial en métropole, non certifié. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Thuilliez (Robert), groupement d'instruction et de transit colonial en métropole, C. A. T. 2 d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.

Mauchausse (Daniel), groupement d'instruction et de transit colonial en métropole, C. A. T. 1 d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Servant (Maurice), groupement d'instruction et de transit colonial en métropole, non certifié. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Dupuich (Bernard), groupement d'instruction et de transit colonial en métropole, C. A. T. 2 d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Houard (Georges), groupement d'instruction et de transit colonial en métropole, C. A. T. 2 d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Gobinet (André), groupement d'instruction et de transit colonial en métropole, non certifié. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Boisson (Guy), groupement régional d'exploitation des transmissions n° 9, 251/Trans. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Bo (Roland), 1er régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 de comptabilité. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Muller (Roland), groupement d'instruction et de transit colonial en métropole, non certifié. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Diouf (Ibrahima), groupement d'instruction et de transit colonial en métropole, C. A. T. 1 d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Bourret (Jean), groupement d'instruction et de transit colonial en métropole, C. A. T. 2 d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Jacquemin (Georges), 3e régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 de comptabilité. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Niox (Clément), groupement d'instruction et de transit colonial en métropole, C. A. T. 2 d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Maleiski (Joseph), groupement d'instruction et de transit colonial en métropole, C. A. T. 2 d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Massager (Marcel), groupement d'instruction et de transit colonial en métropole, C. A. T. 2 d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.

a) Clairons

Sergent.

Hamsy Amadou, groupement d'instruction et de transit colonial en métropole, C. A. T. 2 de clairon. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.

Caporal-chef.

Peroux (André), 3e régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 1 de clairon.

Soldat.

Frederic-Greville (Edouard), groupement d'instruction et de transit colonial en métropole, C. A. T. 1 de clairon. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.

b) Musicien

Caporal-chef.

Pellegrini (Camille), 3e régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 1 de musicien.

c) Spécialistes « blindés coloniaux »

Adjudants.

Gabriel (Bernard), régiment colonial de chasseurs de chars. — B. E. de l'arme blindée. — 11 mai 1952.
Bayde (Norbert), 1er bataillon du régiment de marche du Tchad, B. S. de l'arme blindée. — 25 mai 1952
Valinel (Robert), régiment colonial de chasseurs de chars, B. C. P. de l'arme blindée. — 11 juin 1952.

Sergents-chefs.

Supervielle (Félix), dépôt des isolés des troupes coloniales. — B. C. P. de l'arme blindée. — 29 janvier 1952.
Dounenge (Armand), groupement d'instruction et de transit colonial en métropole. — B. E. de l'arme blindée. — 30 janvier 1952.
Dumas (Jean), régiment colonial de chasseurs de chars. — B. E. d'arme. — 24 mars 1952.
Couillaud (Paul), régiment colonial de chasseurs de chars, C. A. T. 2 d'arme. — 2 avril 1952.
Frutos (Isidore), régiment colonial de chasseurs de chars, B. E. d'arme. — 14 avril 1952.
Lombardo (Sauveur), régiment colonial de chasseurs de chars, C. A. T. 2 d'arme. — 18 juin 1952.

Sergents.

Falec (Jean), régiment colonial de chasseurs de chars, C. A. T. 1 d'arme. — 10 août 1950.
Jorrot (Georges), régiment colonial de chasseurs de chars, C. A. T. 2 d'arme. — 31 mars 1951.
Pithon (Maurice), régiment colonial de chasseurs de chars, C. A. T. 2 d'arme. — 23 avril 1951.
Bigeard (Pierre), régiment colonial de chasseurs de chars, C. A. T. 2 de l'arme blindée. — 6 mai 1951.
Campani (Edouard), régiment colonial de chasseurs de chars, C.A.T. 2 d'arme — 6 mai 1951.
Mahon (Noël), régiment colonial de chasseurs de chars, C. A. T. 2 d'arme. — 6 mai 1951.
Pointet (André), régiment colonial de chasseurs de chars, C. A. T. 2 de comptabilité. — 6 mai 1951.
Richard (Charles), régiment colonial de chaseurs de chars, C. A. T. 2 d'arme. — 6 mai 1951.
Jamet (Marc), régiment colonial de chasseurs de chars, C. A. T. 2 d'arme — 21 mai 1951 (date fictive).

d) Télégraphistes coloniaux

Sergents-chefs.

Roussey (Claude), 2e bataillon de télégraphistes coloniaux, C. A. T. 2 technique radio. — 25 mai 1951.
Belot (Marcel), régiment colonial de chasseurs de chars, 251 trans. — 10 juin 1951.
Barabinot (Pierre), centre colonial d'instruction des transmissions, 311 trans. — 31 juillet 1951.
Ollier (Henri), groupement régional d'exploitation des transmissions n° 9, B. S. des transmissions. — 11 octobre 1951.
Thibaut (Jean), gruopement régional d'exploitation des transmissions n° 5, B. E. technique radio. — 13 octobre 1951.
Delabre (Emile), centre colonial d'instruction des transmissions, 221 trans. — 26 mai 1954.

Sergents.

Pirka (Togdou), centre régional d'instruction des transmissions, C. A. T. 2 exploitation radio. — N'a jamais servi.
Ferrand (Jacques), groupement régional d'exploitation des transmissions n° 5, C. A. T. 2 exploitation radio. — N'a jamais servi.
Hippomene (Bertrand), groupement régional d'exploitation des transmissions n° 5, 261 trans. — 26 août 1950.
Buriez (René), régiment colonial de chasseurs de chars, 221 trans. — 11 mai 1951.
Mortier (Pierre), 2e bataillon de télégraphistes coloniaux, C. A. T. 2 exploitation radio. — 12 mai 1951.
Bourdon (Fernand), 2e bataillon de télégraphistes coloniaux, C. A. T. 2 exploitation radio. — 17 mai 1951.
Bulle (Jacques), 2e bataillon de télégraphistes coloniaux, B. E. des transmissions. — 4 juin 1951.
Raphose (Elie), 2e bataillon de télégraphistes coloniaux, 231 trans. — 19 juillet 1951.
Fall Thiemokoud, groupement régional d'exploitation des transmissions n° 5, 351 trans. — 21 septembre 1951.
Dupont (Michel), 110e régiment d'infanterie coloniale, B. E. technique radio. — 13 octobre 1951.
Morain (Henri), groupement d'instruction et de transit colonial en métropole, B. E. technique radio. — 13 octobre 1951.
Montfort (Charles), 2e bataillon de télégraphistes coloniaux, 261 trans. — 13 octobre 1951.
Quester (Raymond), 2e bataillon de télégraphistes coloniaux, 221 trans. — 14 novembre 1951.
Herry (Alain), groupement régional d'exploitation des transmissions n° 5, C. A. T. 2 exploitation radio. — 30 novembre 1951.
Zalezyck (Stanislas), groupement régional d'exploitation des transmissions n° 5, C. A. T. 2 exploitation fil. — 9 décembre 1951.
Couineaux (Albert), 13e régiment de tirailleurs sénégalais, 221 trans. — 18 décembre 1951.
Deplaine (Ghislain), centre colonial d'instruction des transmissions, 251 trans. — 21 décembre 1951.
Vinatier (Léonard), centre colonial d'instruction des transmissions, C. A. T. 2 exploitation fil. — 31 décembre 1951.
Averede (Jean), groupement régional d'exploitation des transmissions n° 5, C. A. T. 2 exploitation radio. — 31 décembre 1951.
Desnos (René), 2e bataillon de télégraphistes coloniaux, C. A. T. 2 exploitation radio. — 15 janvier 1952.
Allen (Hugues), groupement régional d'exploitation des transmissions n° 5, C. A. T. 2 exploitation fil. — 15 janvier 1952.
Ranaivoharivony (Jean), groupement régional d'exploitation des transmissions n° 5, C. A. T. 2e exploitation radio. — 15 janvier 1952.
Petronelli (René), groupement régional d'exploitation des transmissions n° 5, 251 trans. — 26 janvier 1952.

Cheraud (Francis), centre colonial d'instruction des transmissions, 231 trans. — 29 janvier 1952.
Thu (Jacques), centre colonial d'instruction des transmissions, C. A. T. exploitation radio. — 5 février 1952.
Breton (Hervé), centre colonial d'instruction des transmissions, 221 trans. — 10 février 1952.
Mangin (René), 2e bataillon de télégraphistes coloniaux, 231 trans. — 14 février 1952.
Leclerc (Michel), 2e bataillon de télégraphistes coloniaux, 261 trans. — 24 mars 1952.
Ravent (Paul), centre colonial d'instruction des transmissions, 193 trans. — 28 avril 1952.
Toutain (Claude), groupement régional d'exploitation des transmissions n° 9, 251 trans. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Prodhome (Pierre), 2e bataillon de télégraphistes coloniaux, B. E. de chiffreur. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.

B. — Artillerie coloniale.

Adjudants-chefs.

Girand (Joseph), 1/3e régiment d'artillerie coloniale, B. E. d'arme. — 24 février 1952.
Cote (Maurice), 1/7e régiment d'artillerie antiaérienne coloniale, B. S. de D. C. A. — 25 février 1952.
Bourgeois (Paul), 1/2e régiment d'artillerie coloniale, B. C. S. — 13 avril 1952.
Cagnol (Roger), 12e régiment d'artillerie antiaérienne coloniale, B. S. de télémétriste. — 18 avril 1952.
Stefani (Maxime), 1/7e régiment d'artillerie antiaérienne coloniale, B. E. d'arme. — 30 avril 1952.
Lincot (Gabriel), 12e régiment d'artillerie antiaérienne coloniale, B. S. de comptabilité. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.

Adjudants.

Klein (Georges), dépôt des isolés des troupes coloniales, brevet d'officier de détails. — 15 septembre 1949.
Riotte (Georges), 1er régiment d'artillerie coloniale, C. A. T. 2 de comptabilité. — 25 avril 1951.
Beillot (Louis), régiment d'artillerie coloniale de Tunisie, B. C. S. — 4 juillet 1951.
Pignol (André), 2/3e régiment d'artillerie coloniale, B. E. d'arme. — 16 août 1951.
Raynaud (Roger), 1/8e régiment d'artillerie coloniale, B. C. S. — 7 octobre 1951.
Roudel (Robert), 1/8e régiment d'artillerie coloniale, B. E. d'arme. — 13 octobre 1951.
Bonnefoy (Louis), 2/3e régiment d'artillerie coloniale, B. E. d'arme. — 10 novembre 1951.
Blanc (Emile), 1er régiment d'artillerie coloniale, B. E. d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.

Maréchal des logis-major et maréchaux des logis chefs.

Serrut (Georges), groupement d'instruction des matériels et bâtiments coloniaux, C. A. T. 2 d'arme. — N'a jamais servi.
Bachour (Jean), établissement des magasins d'outre-mer, Marseille (rattaché pour administration au 4e régiment d'infanterie coloniale), C. A. T. 2 d'arme. — 28 mai 1950.
Venance (César), 458e groupe d'artillerie antiaérienne coloniale, C. A. T. 2 de comptabilité. — 25 avril 1951.
Quintana (Michel), 1/2e régiment d'artillerie coloniale, C. A. T. 2 de comptabilité. — 3 juillet 1951.
Dussere (Louis), 1/8e régiment d'artillerie coloniale, B. E. d'arme. — 13 octobre 1951.
Murtin (Paul), 12e régiment d'artillerie antiaérienne coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — 13 octobre 1951.
Passemar (Jean) 1/8e régiment d'artillerie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — 13 octobre 1951.
Barral (Robert) 2/3e régiment d'artillerie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — 31 octobre 1951.
Charpentier (Jean) 2/3e régiment d'artillerie coloniale, B. E. d'arme. — 31 octobre 1951.
Masson (Paul), 1er régiment d'artillerie coloniale, C. A. T. 1 d'arme, volontaire pour servir hors tour en Indochine.

Maréchaux des logis.

Vasseur (André) 1/7e régiment d'artillerie antiaérienne coloniale, 251/trans. — 8 juillet 1950.
Ignace (Sancenadin), 1er régiment d'artillerie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — 4 avril 1951.
Kersual (Hilarion), école d'application de l'artillerie, Mourmelon, C. A. T. 2 d'arme. — 24 août 1951.
Sarty (René), 1/7e régiment d'artillerie antiaérienne coloniale, B. E. de télémétriste. — 3 septembre 1951.
Heitz (André), groupement d'instruction et de transit colonial en métropole, C. A. T. 2 d'arme. — 9 septembre 1951.
Lesbo (Jérôme), 1/2e régiment d'artillerie coloniale, C. A. T. 2. d'ajusteur. — 9 septembre 1951.
Pinsard (Christian), groupement d'instruction et de transit colonial en métropole, C. A. T. 2 d'arme. — 9 septembre 1951.
Luciani (César), 2/3e régiment d'artillerie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — 15 septembre 1951.
Morisse (Morello), 2/3e régiment d'artillerie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — 15 septembre 1951.
Sisti (François), 1/2e régiment d'artillerie coloniale, C. A. T. 1 d'arme. — 18 septembre 1951.
Chabrier (Léopold), régiment d'artillerie coloniale de Tunisie, C. A. T. 2 d'arme. — 23 septembre 1951.
Brosse (Joseph), 1/7e régiment d'artillerie antiaérienne coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — 3 octobre 1951.
Oyac (Jean), 2/3e régiment d'artillerie coloniale, C. A. T. 2 de chiffreur. — 4 octobre 1951.
Nilusmas (Frédéric), 1/2e régiment d'artillerie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Roblot-Loulanges (Marcel), 2/3e régiment d'artillerie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Jasonne (Joseph), 458e groupe d'artillerie antiaérienne coloniale (non certifié). — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Gueye (Moussa), 12e régiment d'artillerie antiaérienne coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
David (Jean), 1/11e régiment d'artillerie coloniale, C. A. T. 2 d'arme, — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.

C. — Service des matériels et bâtiments coloniaux.

COMPTABLES

Adjudant-chef.

Febvre (René), ministère de la France d'outre-mer, direction des affaires militaires (rattaché pour administration à la compagnie d'état-major des troupes coloniales, B. S. de comptabilité. — 28 février 1950.

Adjudant.

Labadie (Henri), groupement d'instruction des matériels et bâtiments coloniaux, B. S. de comptabilité. — 9 septembre 1951.

Maréchal des logis chef.

Sakho Taffessir, groupement d'instruction et de transit colonial en métropole, B. S. de comptabilité. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.

Maréchal des logis.

Charpentier (Maurice), groupement d'instruction des matériels et bâtiments coloniaux, C. A. T. 2 de comptabilité. — 4 août 1950.

AUTOS-CHARS

Adjudant-chef.

Lacour (Germain), 1er bataillon du régiment de marche du Tchad, B. E. auto. — 31 juillet 1954.

Adjudants.

Bonnemaison (Michel), groupement d'instruction des matériels et bâtiments coloniaux, B. E. auto. — 4 avril 1951.
Beaugendre (André), 58e compagnie de réparations divisionnaire, B. S. auto. — 11 juin 1951.

Maréchal des logis-major et maréchaux des logis chefs.

Gueneguez (Jean), groupement d'instruction des matériels et bâtiments coloniaux, C. A. T. 2 auto. — 10 février 1951.
Bonnet (Alberi), 2/3e régiment d'artillerie coloniale, B. S. auto. — 18 mai 1951.
Verges (Henri), 1/8e régiment d'artillerie coloniale, B. E. auto. — 15 septembre 1951.
Laloy (Jean), 1re demi-brigade coloniale de commandos parachutistes, C. A. T. 2 auto. — 26 septembre 1951.

Maréchal des logis.

Le Coz (Michel), groupement d'instruction des matériels et bâtiments coloniaux, C. A. T. 2 auto. — 10 juin 1951.

ARMEMENT ET OPTIQUE

Adjudant-chef.

Barjon (Louis), 1re demi-brigade coloniale de commandos parachutistes, B. S. d'armurier. — 14 juin 1951.

Adjudant.

Cerani (Simon), groupement d'instruction des matériels et bâtiments coloniaux, B. E. d'artificier. — 6 avril 1951.

Maréchaux des logis.

Sigogne (Pierre), établissement central des magasins d'outre-mer, Saint-Denis (rattaché pour administration à la compagnie d'état-major des troupes coloniales), B. S. d'artificier. — 25 février 1951.
Lasserre (Albert), groupement d'instruction des matériels et bâtiments coloniaux, B. E. d'artificier. — 25 mai 1951.
Pelissier (Georges), régiment colonial de chasseurs de chars, B. E. d'artificier. — 25 mai 1951.

ATELIERS GÉNÉRAUX

Adjudants.

Lalouette (Clément), groupement d'instruction des matériels et bâtiments coloniaux, B. S. de sellier, bourrelier. — 29 août 1949.
Pretre (Moïse), 56e compagnie de réparations divisionnaire, B. E. de sellier, bourrelier. — 9 mai 1951.
Gsegner (Paul), groupement d'instruction des matériels et bâtiments coloniaux, C. A. T. 2 de tôlier, chaudronnier, soudeur. — 26 novembre 1951.

Maréchaux des logis chefs.

Mayet (Laurent), groupement d'instruction des matériels et bâtiments coloniaux, C. A. T. 2 de menuisier. — 28 janvier 1951.
Lalaude (Paul), 58e compagnie de réparations divisionnaire, B. E. de charron. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.

Maréchaux des logis.

Louvet (Jean), établissement central des magasins d'outre-mer, Saint-Denis (rattaché pour administration à la compagnie d'état-major des troupes coloniales), C. A. T. 2 d'ajusteur serrurier. — 22 février 1951.
Huchard (Félix), groupement d'instruction des matériels et bâtiments coloniaux, C. A. T. 2 d'ajusteur serrurier. — 31 mars 1951.
Berriet (Jean), groupement d'instruction des matériels et bâtiments coloniaux, C. A. T. 2 de menuisier. — 31 mars 1951.
Valery (Guy), groupement d'instruction des matériels et bâtiments coloniaux, C. A. T. 2 de tourneur rectifieur. — 25 septembre 1951.
Vairon (Gérard), groupement d'instruction des matériels et bâtiments coloniaux, C. A. T. 2 de tourneur rectifieur. — 7 octobre 1951.
Duprey (Henri), groupement d'instruction des matériels et bâtiments coloniaux, C. A. T. 2 de tourneur rectifieur. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.

MARÉCHAUX FERRANTS

Maréchal des logis-major et maréchal des logis chef.

Neu (Camille), groupe vétérinaire n° 10, S. P. 50763, B. E. de maréchal ferrant. — 25 août 1950.
Lator (Cyriaque), 5e régiment de tirailleurs sénégalais, B. E. de maréchal ferrant. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.

TRANSMISSIONS

Adjudant.

Bartolani (Philippe), 2e bataillon de télégraphistes coloniaux, B. S. transmissions. — 13 juin 1951.

Maréchal des logis-major.

Gatier (Maxime), centre colonial d'instruction des transmissions, B. S. transmissions. — 23 avril 1951.

CONSTRUCTIONS

Adjudants-chefs.

Dohmann (Léon), groupement d'instruction des matériels et bâtiments coloniaux, B. E. d'électricien. — 8 mars 1950.
Philippe (Jules), groupement d'instruction des matériels et bâtiments coloniaux, B. E. de surveillant de travaux. — 7 juin 1950.

D — Agents des corps de troupe coloniaux.

Adjudants-chefs.

Aubaud (Jean), dépôt des isolés des troupes coloniales, B. S. de comptabilité. — 16 novembre 1949.
Antois (Alexandre), 4e régiment d'infanterie coloniale, B. E. de comptabilité. — 2 avril 1950.
Auzuech (André), secrétariat général permanent de la défense nationale (rattaché pour administration à la compagnie d'état-major des troupes coloniales), B. E. de comptabilité. — 14 mai 1950.
Magnan (André), compagnie d'état-major des troupes coloniales, B. S. de comptabilité. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.

Adjudants.

Rousseau (Germain), groupement d'instruction et de transit colonial en métropole, B. S. de comptabilité. — 6 janvier 1951.
Lagrost (Elie), 2e bataillon de télégraphistes coloniaux, B. E. de comptabilité. — 9 septembre 1951.

Sergents-majors et sergent-chef.

Ghimenti (Henri), compagnie administrative régionale n° 1, B. S. de comptabilité. — 16 octobre 1948.
Planat (Lucien), 110e régiment d'infanterie coloniale, B. E. de comptabilité. — 17 novembre 1949.
Breton (André), compagnie administrative régionale n° 2, C. A. T. 2 de comptabilité. — 9 février 1950.

E. — Chancellerie coloniale.

Adjudants-chefs.

Gros (Roger), compagnie d'état-major des troupes coloniales, B. S. de chancellerie. — 20 février 1949.
Schœller-Verly (Henri), état-major combiné des forces armées (rattaché pour administration à la compagnie d'état-major des troupes coloniales), B. S. de chancellerie. — 25 août 1950.

Adjudant

Boyer (Jean-Pierre), section d'études et d'informations des troupes coloniales (rattaché pour administration à la compagnie d'état-major des troupes coloniales), B. E. de chancellerie. — 12 avril 1949.

Sergent-major et sergent-chef.

Lamy (Georges), direction des troupes coloniales (rattaché pour administration à la compagnie d'état-major des troupes coloniales), B. S. de chancellerie. — 18 septembre 1950.
Boutin (Eugène), compagnie d'état-major des troupes coloniales, B. E. de chancellerie. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.

F. — Intendance coloniale.

Adjudant-chef.

Rancoule (Robert), compagnie d'état-major des troupes coloniales, B. E. bureaux. — 27 juillet 1950.

Sergents.

Parmentier (Pierre), section des commis et ouvriers d'administration coloniaux, C. A. T. 2 bureaux. — N'a jamais servi.
Dubernard (Georges), section des commissions et ouvriers d'administration coloniaux, C. A. T. 2 bureaux. — N'a jamais servi.
Leccia (Antoine), section des commis et ouvriers d'administration coloniaux, C. A. T. 2 bureaux. — N'a jamais servi.
Jeandot (Michel), section des commis et ouvriers d'administration coloniaux, C. A. T. 2 bureaux. — N'a jamais servi.
Michau (Francis), section des commis et ouvriers d'administration coloniaux, C. A. T. 2 bureaux. — N'a jamais servi.
Pielberg (Georges), ministère de la France d'outre-mer, direction des affaires militaires (rattaché pour administration à la compagnie d'état-major des troupes coloniales), B. E. bureaux. — 18 septembre 1950.
Cramoisy (Henri), section des commis et ouvriers d'administration coloniaux, C. A. T. 2 bureaux. — 9 septembre 1951.
Mace (Gérard), section des commis et ouvriers d'administration coloniaux, C. A. T. 2 bureaux. — 20 décembre 1951.
William (Jean), section des commis et ouvriers d'administration coloniaux, C. A. T. 2 exploitation. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.

TAILLEURS

Sergent.

Henry (Justin), 2e bataillon d'infanterie coloniale, C. A. d'ouvrier spécialiste tailleur. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.

Caporaux.

Dupouy (Raymond), 3e régiment d'infanterie coloniale, C. A. d'ouvrier spécialiste tailleur.
Zibret (Stanislas), 3e régiment d'infanterie coloniale, C. A. d'ouvrier spécialiste tailleur.

Colin (Yvon), 3e régiment d'infanterie coloniale, C. A. d'ouvrier spécialiste tailleur.
Helias (Roger), 3e régiment d'infanterie coloniale, C. A. d'ouvrier spécialiste tailleur.

CORDONNIERS

Sergent-chef.

Negroni (Jean), base aérienne n° 740 à Nantes, brevet de maître ouvrier spécialiste cordonnier. — 23 mars 1949.

Sergents.

Battesti (Charles), atelier de confection du Val-d'Or (rattaché pour administration à la compagnie d'état-major des troupes coloniales), C. A. d'ouvrier spécialiste cordonnier. — 10 octobre 1950.
Pasqualini (Samaré), groupement d'instruction et de transit colonial en métropole, C. A. d'ouvrier spécialiste cordonnier. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.

Caporaux.

Reboul (Paul), 3e régiment d'infanterie coloniale, C. A. d'ouvrier spécialiste cordonnier.
Timon (Constant), 3e régiment d'infanterie coloniale, C. A. d'ouvrier spécialiste cordonnier.

G. — Service de santé colonial.

Adjudant-chef

Simonet (Louis), 1/8e régiment d'artillerie coloniale, C. A. T. 2 d'infirmier. — 24 février 1952.

Sergents.

Dumont (Jean), hôpital militaire n° 294, C. A. T. 2 d'infirmier. — 24 janvier 1951.
Chesne (Raoul), groupement d'instruction et de transit colonial en métropole, C. A. T. 2 d'infirmier. — 8 janvier 1952.
Romand (Henri), direction du service de santé des troupes coloniales (rattaché pour administration à la compagnie d'état-major des troupes coloniales), C. A. T. 2 d'infirmier. — 6 février 1952.
Voillot (Robert), école d'application du service de santé des troupes coloniales, C. A. T. 2 d'infirmier. — 21 février 1952.

MINISTERES DES FINANCES, DU BUDGET ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES

Décret du 28 janvier 1953 portant renouvellement des membres de la cour de discipline budgétaire.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre des finances et du ministre du budget,

Vu la loi n° 48-1484 du 28 septembre 1948 tendant à sanctionner les fautes de gestion commises à l'égard de l'Etat et de diverses collectivités et portant création d'une cour de discipline budgétaire;

Vu le décret du 19 janvier 1949 portant nomination des membres de la cour de discipline budgétaire;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — La cour de discipline budgétaire est composée comme suit:

Président.

Le premier président de la cour des comptes.

Vice-président.

M. Loriot, président de la section des finances du conseil d'Etat.

Membres.

MM. Oudinot, conseiller d'Etat.
Martin, conseiller d'Etat.
Bresson, conseiller-maître à la cour des comptes.
Bossuat, conseiller-maître à la cour des comptes.

Art. 2. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre des finances et le ministre du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 28 janvier 1953.

RENÉ MAYER.

Par le président du conseil des ministres:
Le ministre des finances,
MAURICE BOURGÈS-MAUNOURY.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
LÉON MARTINAUD-DÉPLAT.

Le ministre du budget,
JEAN-MOREAU.

Remises de débets.

Par arrêté en date du 27 décembre 1952 le secrétaire d'Etat aux finances a fait remise gracieuse en capital et intérêts:

1° Sous réserve du versement d'une somme totale de 200.000 F, à Mme veuve Guillemin, née Mornu, veuve Thedenat, de la somme de 586.381 F, comprenant celles de 538.613 F et de 47.768 F qu'elle a respectivement perçues à tort au titre de la pension de veuve de militaire n° A 20.758, revisée sous le n° B 50.306.964, et des pensions temporaires d'orphelins n°s 3527, 3528 et 3529 revisées et réinscrites sous le n° B 50.306.964 T;

2° Sous réserve du reversement au Trésor d'une somme totale de 400.000 F, aux héritiers de M. Castex (Jean-Marie), de celle de 630.247 F, dont ce dernier a été constitué redevable, pour la période du 1er février 1945 au 4 janvier 1951, en cumulant, contrairement aux dispositions de l'article 139 du code des pensions civiles et militaires de retraite, les arrérages des pensions civiles fonctionnaire n° A 70.687 et B 49.035.006, successivement concédées à son profit, avec ceux de la pension qui lui était servie par la Société nationale des chemins de fer français.

Par arrêté en date du 7 janvier 1953, le secrétaire d'Etat aux finances a fait remise gracieuse en capital et intérêts, sous réserve du reversement au Trésor d'une somme totale de 300.000 F, à M. Lesage (Louis), de la somme de 829.500 F, indûment perçue par lui, pendant la période du 1er janvier 1948 au 5 novembre 1951, en cumulant, contrairement aux textes régissant le cumul d'une pension et d'une rémunération publique d'activité, les arrérages de la pension militaire ancienneté n° B 50.305.392 dont il est titulaire, avec le traitement qui lui est servi en sa qualité d'agent spécial d'internat au collège de garçons de Dinan.

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

Conseil supérieur des transports.

Par arrêté du 28 janvier 1953, M. Vaquier (Jean), président adjoint de la Fédération nationale des transports routiers, est nommé membre du conseil supérieur des transports en remplacement de M. Litalien.
M. Vaquier est également nommé membre de la commission des transports terrestres et membre du comité des contestations audit conseil.

Tableau d'avancement pour l'année 1953 d'inspecteurs de la navigation et du travail maritimes.

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,

Vu la loi du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires et notamment les articles 53 à 56;

Vu le décret du 24 juillet 1947 pris pour son application et notamment les articles 28 à 31;

Vu le décret du 26 mars 1909 modifié fixant le statut du personnel des inspecteurs de la navigation et du travail maritimes et des inspecteurs mécaniciens de la marine marchande, notamment l'article 6;

Vu l'arrêté du 5 février 1930 modifié fixant les modes de recrutement et d'avancement des inspecteurs de la navigation et du travail maritimes et des inspecteurs mécaniciens de la marine marchande et notamment les articles 13 à 18;

Vu l'avis émis par la commission administrative paritaire n° 1 des services extérieurs de la marine marchande en sa séance du 22 décembre 1952,

Décide:

Sont inscrits au tableau d'avancement, pour l'année 1953, les inspecteurs de la navigation et du travail maritimes dont les noms suivent:

1° *Pour la classe exceptionnelle.*

Néant.

2° *Pour le grade d'inspecteur de 2e classe.*

MM. Bureau (M.-P.), Rosse (J.-E.), inspecteurs de 3e classe.

Fait à Paris, le 31 décembre 1952.

Pour le ministre et par délégation:
Le secrétaire général de la marine marchande,
RENÉ COURBAU.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

Ouverture de crédits.

Par arrêté interministériel en date du 6 janvier 1953, un crédit de 193.174.487 F provenant de fonds de concours a été ouvert aux chapitres ci-après du budget du ministère de l'agriculture de l'exercice 1952:

Chap. 1210. — Service de la répression des fraudes. — Rémunérations principales	16.894.005 F.
Chap. 1220. — Service de la répression des fraudes. — Indemnités et allocations diverses	120.000
Chap. 1230. — Service de la répression des fraudes. — Salaire et accessoire de salaires du personnel ouvrier	450.000
Chap. 1270. — Direction générale des eaux et forêts. — Rémunérations principales	37.935.000
Chap. 1280. — Direction générale des eaux et forêts. — Indemnités et allocations diverses	393.000
Chap. 1300. — Indemnités résidentielles	9.433.801
Chap. 3020. — Administration centrale. — Remboursement de frais	2.500
Chap. 3080. — Inspection générale des courses et du pari mutuel. — Remboursement de frais	1.168.820
Chap. 3280. — Matériel des établissements d'enseignement agricole	4.000
Chap. 3370. — Direction des affaires professionnelles et sociales. — Calamités agricoles	55.325.268
Chap. 3380. — Matériel du service de la répression des fraudes	1.836.888
Chap. 3400. — Service de la répression des fraudes. — Remboursement de frais	865.332
Chap. 3480. — Direction générale des eaux et forêts. — Remboursement de frais	156.000
Chap. 3510. — Remboursements à diverses administrations	59.350
Chap. 3530. — Achat, entretien et fonctionnement du matériel automobile. — Art. 2. — Entretien et fonctionnement du matériel automobile	1.160.000
Chap. 4000. — Prestations et versements obligatoires.	16.863.050
Chap. 5000. — Institut national de la recherche agronomique. — Subventions de fonctionnement	8.200.000
Chap. 5090. — Encouragements à l'industrie chevaline et mulassière	42.177.152
Chap. 5100. — Vulgarisation	130.301
Total	193.174.487 F.

Délégations de signature.

Le ministre de l'agriculture,

Vu le décret du 31 mai 1862, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu l'article 2 du décret n° 47-233 du 23 janvier 1947 autorisant les ministres à déléguer, par arrêté, leur signature;

Vu le décret du 8 janvier 1953 portant nomination des membres du Gouvernement,

Arrête:

Art. 1er. — Dans la limite de ses attributions, délégation permanente est donnée à M. Merveilleux du Vignaux, directeur général des eaux et forêts, à l'effet de signer, au nom du ministre de l'agriculture dans le cadre des attributions non déléguées au secrétaire d'Etat à l'agriculture, tous engagements de dépenses jusqu'à un maximum de 30 millions de francs, ainsi que tous actes ou décisions, y compris les états exécutoires émis en application de l'article 54 de la loi du 13 avril 1898, à l'exclusion:

1° Des décrets;

2° Des arrêtés interministériels allouant des indemnités;

3° Des actes ou décisions ayant un caractère réglementaire ou de principe.

Art. 2. — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Merveilleux du Vignaux, directeur général des eaux et forêts, délégation est donnée à M. Tisserand, inspecteur général des eaux et forêts, et à M. Juvanon du Vachat, conservateur, à l'effet de signer, au nom du ministre de l'agriculture, les pièces justificatives de dépenses, les ordres de recettes et les titres de perception, à l'exclusion des arrêtés, actes ou décisions.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 janvier 1953.

CAMILLE LAURENS.

Le ministre de l'agriculture,

Vu le décret du 31 mai 1862 portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu l'article 2 du décret n° 47-233 du 23 janvier 1947 autorisant les ministres à déléguer, par arrêté, leur signature;

Vu le décret du 8 janvier 1953 portant nomination des membres du Gouvernement,

Arrête:

Art. 1er. — M. René Larchevêque, directeur des affaires professionnelles et sociales, est autorisé à signer, au nom du ministre de l'agriculture, dans le cadre des attributions non déléguées au secrétaire d'Etat à l'agriculture, les engagements de dépenses jusqu'à la somme de 300.000 F, ainsi que toutes ordonnances de payement sans limitation de leur montant, les lettres d'avis et extraits d'ordonnances, les ordres de recettes, titres de perception et toutes pièces comptables concernant le budget annexe des prestations familiales agricoles.

Art. 2. — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Larchevêque, MM. les administrateurs civils Jacques Charrier, sous-directeur de la mutualité agricole, et Gilbert Constant, chef du bureau des prestations familiales agricoles, sont autorisés à signer, au nom du ministre de l'agriculture, les documents indiqués ci-dessus.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 janvier 1953.

CAMILLE LAURENS.

Modification à l'arrêté de clôture de la chasse pour la campagne 1952-1953.

Le secrétaire d'Etat à l'agriculture,

Vu les lois des 3 mai 1844, 1er mai 1924 et 23 février 1926;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 9 août 1944 maintenant provisoirement en application les actes dits lois des 28 juin 1941 et 27 décembre 1941 relatifs à l'organisation de la chasse;

Vu l'arrêté ministériel en date du 14 mai 1952 relatif à la clôture de la chasse pour la campagne 1952-1953,

Arrête:

Art. 1er. — Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté ministériel en date du 14 mai 1952, relatif à la clôture de la chasse pour la campagne 1952-1953, sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes:

« *Chasse au gibier d'eau.* — La chasse au gibier d'eau, sur les lacs, étangs, fleuves, rivières, canaux et réservoirs, ainsi que dans les marais non asséchés, sera fermée le 15 février 1953 au soir pour le canard « col vert », le 15 mars 1953 au soir pour les autres palmipèdes et le 31 mars 1953 au soir pour les échassiers. »

Art. 2. — Les préfets, sous-préfets, maires, conservateurs des eaux et forêts, directeurs des contributions indirectes, commandants de gendarmerie, commissaires de police, lieutenants de louveterie, préposés des eaux et forêts, gardes des fédérations départementales des chasseurs, gardes champêtres, gardes particuliers assermentés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié et affiché dans chaque commune par l'intermédiaire de l'autorité préfectorale et par les soins des maires.

Fait à Paris, le 26 janvier 1953.

GUY PETIT.

Date des élections des délégués communaux des collèges de mutualité sociale agricole dans les départements de la Charente-Maritime, de la Drôme et de l'Oise.

Le ministre de l'agriculture et le ministre de l'intérieur,

Vu la loi n° 49-752 du 8 juin 1949 portant rétablissement et organisation des élections des conseils d'administration des organismes de la mutualité sociale agricole, en particulier l'article 9;

Vu les dispositions de l'arrêté modifié du 13 juillet 1949 reprises par l'arrêté du 25 avril 1952, modifié par l'arrêté du 24 septembre 1952, fixant les modalités d'application de la loi susvisée;

Sur propositions des préfets de la Charente-Maritime, de la Drôme, de l'Oise,

Arrêtent:

Art. 1er. — La date des élections des délégués communaux des trois collèges électoraux prévue par la loi susvisée du 8 juin 1949 pour l'élection des conseils d'administration des organismes de la mutualité agricole est fixée:

Dans le département de la Charente-Maritime, au 15 février 1953;
Dans le département de la Drôme, au 22 février 1953;
Dans le département de l'Oise, au 22 février 1953.

Art. 2. — Le directeur des affaires professionnelles et sociales au ministère de l'agriculture et le directeur du personnel et des affaires politiques au ministère de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 31 janvier 1953.

Le ministre de l'agriculture,
Pour le ministre et par délégation:
Le chef de cabinet,
JEAN ROUGÉ.

Le ministre de l'intérieur,
Pour le ministre de l'intérieur:
Le directeur du personnel et des affaires politiques,
CHRISTIAN LOBUT.

Régisseurs d'avances.

Par arrêté en date du 26 janvier 1953, M. Boulongne, chef de section administrative, a été nommé régisseur d'avances auprès de la direction des services agricoles d'Ille-et-Vilaine pour le payement des menues dépenses de matériel, et régisseur de recettes pour l'encaissement des droits à verser par les propriétaires ou détenteurs de taureaux.

Attribution du diplôme d'ingénieur agronome.

Par décision ministérielle en date du 26 janvier 1953, le diplôme d'ingénieur agronome a été décerné aux élèves de l'institut national agronomique dont les noms suivent:

PROMOTION 1949/1951

1° AU TITRE DE LA TROISIÈME ANNÉE DE L'INSTITUT NATIONAL AGRONOMIQUE

A. — *Section scientifique.*

Sous-section physico-chimie.

MM. Hermier (Jean), Garnier (Jean), Bourat (Guy), Menoret (Yves), Virelizier (Claude), Guillot (Michel), Rotter (Philippe), Ancellin (Jean-Pierre).

Sous-section biologie.

M. Louvet (Jean), Mlle Duhamel (Colette), M. Taris (Bernard).

Sous-section agro-géologie.

M. Chamayou (Hubert).

B. — *Section des industries agricoles.*

MM. Lavorel (Jacques), Courtade (Michel), Vaysse (Pierre), Devoussoux (Jean-Claude), Brunet (Jacques), Peres (Fernand), Carpentier (Henri), Lasry (Louis) et Vialars (Guy).

C. — *Section agricole.*

M. Henry (Yves), Mlle Tsatskin (Huguette), MM. Frison (Jean-Jacques), Signoret (Jean-Pierre), Cavernes (André), Bellot (Lucien), Techoueyres (Maurice), Barast (Gabriel), Calvet (Gérard), Bonnet (René), Muller (Alfred), Deffrennes (Francis), Mauge (Jean-Paul), Bonneau (Georges), Marcel (Henri), Vinarnic (Louis), Mlle Delaye (Nelly), MM. Gros (Claude), Maignan (Gérard), Savary (Gérard), Barbe (Pierre), Thomas (Louis), Berthelot (Jean-Claude), Delagenière (Paul).

2° AU TITRE DE L'ÉCOLE SUPÉRIEURE D'APPLICATION D'AGRICULTURE TROPICALE

A. — *Section production agricole.*

MM. Dartevelle (Jacques), Jayot (Roger), Boisseau (Philippe), Olivier (Jean), Germain (Michel).

B. — *Section des recherches agronomiques.*

Sous-section génétique.

MM. Megie (Christian), Bizallon (Michel), Boulland (Henri), Durand (Yves), Gaussel (Jean), Lamy (Robert).

Sous-section pédologie.

MM. de Chevron-Villette (Aimé), Berlier (Yves), Cointepas (Jean-Paul), Vigneron (Jacques), Roederer (Patrice), Burkel (Rémy), Gouin (Léopold), Guichard (Edmond).

Sous-section entomologie.

M. Roth (Maurice).

Sous-section chimie et technologie.

M. Sadoux (Louis).

3° AU TITRE DE L'ÉCOLE DES MANUFACTURES DE L'ÉTAT (TABACS)

M. Viart (Pierre).

PROMOTION 1948/1950

1° AU TITRE DE L'ÉCOLE NATIONALE DES EAUX ET FORÊTS

MM. Schirle (Marie), Amigues (Gilbert), Illy (Georges), Dupont (Jean), Pfalzgraf (Jacques), Bucher (Gérard), de Chancel (Jean), Frances (Roger), Souchier (Bernard), Delabraze (Pierre), Hubert (Michel), Bohl (Pierre), Petin (Jean), Tan Kim-Huon.

2° AU TITRE DE L'ÉCOLE NATIONALE DU GÉNIE RURAL

A. — *Elèves ingénieurs d'Etat.*

MM. Rothe (Jean), Hlavek (Robert), Riou (Yves), Grand (Henri), Faloux (Claude), Agnes (Michel), Tardivon (Bernard), Larbouillat (Jean), Maton (Guy), Rouge (Bernard), Rochet (Jacques).

B. — *Elèves ingénieurs civils.*

MM. Berrez (Gilbert), Bugnard (Jean), Descrozaille (Bernard), Dubreuil (Pierre), de Lambilly (Guy), Moll (Gilbert).

MINISTERE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

Approbation des prévisions de recettes et de dépenses administratives de la caisse de retraites de la France d'outre-mer pour l'exercice 1953.

Par arrêté interministériel (finances et France d'outre-mer) du 21 janvier 1953, ont été approuvées les prévisions de recettes et de dépenses administratives de la caisse de retraites de la France d'outre-mer pour l'exercice 1953, s'élevant en recettes et en dépenses à la somme de 39.038.000 F.

Délégation de signature.

Le secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer,

Vu le décret n° 47-233 du 23 janvier 1947 autorisant les ministres et secrétaires d'Etat à déléguer, par arrêté, leur signature;
Vu les décrets des 8 et 10 janvier 1953 portant nomination des membres du Gouvernement;
Vu l'arrêté du 28 janvier 1953 portant nomination des membres du cabinet du secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer;
Vu le décret n° 53-35 du 28 janvier 1953 portant délégation d'attributions et de signature au secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer,

Arrête:

Art. 1er. — Délégation permanente et générale est donnée à M. Robert Cousin, directeur du cabinet, à l'effet de signer, au nom du secrétaire d'Etat, tous actes, arrêtés ou décisions, à l'exclusion des décrets.

Art. 2. — Le présent arrêté, qui prendra effet à compter du 10 janvier 1953, sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 31 janvier 1953.

HENRI CAILLAVET.

Administrateurs.

Par arrêté en date du 15 janvier 1953, sont constatés au titre du premier semestre 1953 les avancements d'échelon des administrateurs en chef, administrateurs et administrateurs adjoints de la France d'outre-mer dont les noms suivent, à compter des dates ci-après:

I. — *Au 3e échelon du grade d'administrateur en chef.*

MM.
Dumoulin (René), 1er janvier 1953.
Tirant (René), 1er janvier 1953.
Ziegler (Albert), 1er janvier 1953.
Spacensky (Yvan), 5 janvier 1953.
Duriez (Jean-Louis), 12 janvier 1953.
Alessandri (Joseph), 16 janvier 1953.
Roser (Paul), 17 janvier 1953.

Ronieux (Jean), 10 février 1953.
Soule-Susbielle (Pierre), 25 février 1953.
Fayout (Jean), 19 mars 1953.
Mary (Jacques), 1er avril 1953.
Pouzamy (Jean), 11 avril 1953.
Passeleau (Pierre), 15 avril 1953.
Hilienweck (Ferdinand), 30 avril 1953.
Rigal (Joseph), 15 mai 1953.
Manchet (Pierre), 3 juin 1953.
Fabre (Georges), 6 juin 1953.
Galinier (René), 7 juin 1953.
Claverie (Charles), 13 juin 1953.

II. — *Au 2e échelon du grade d'administrateur en chef.*

MM.
Accart (Max), 1er janvier 1953.
Bouteille (Michel), 1er janvier 1953.
Coindard (Henri), 1er janvier 1953.
Fournier (Henri), 1er janvier 1953.
Guidon-Lavallée (Robert), 1er janvier 1953.
Henrys (Rouéri), 1er janvier 1953.
Kermarrec (Jean), 1er janvier 1953.
Liurette (Georges), 1er janvier 1953.
Mabaret du Basty (Christian), 1er janvier 1953.
Meusy (Jean), 1er janvier 1953.
Nicolas (André), 1er janvier 1953.
Nolde (Emmanuel), 1er janvier 1953.
Peperty (Roger), 1er janvier 1953.
Pincon (Jean-Camille), 1er janvier 1953.
Poinsot (Jacques), 1er janvier 1953.
Richert (Xavier), 1er janvier 1953.
Rolin (Jean), 1er janvier 1953.
Schleich (Jacques), 1er janvier 1953.
Duburch (Jean-Marie), 6 janvier 1953.
Gatault (Raymond), 6 janvier 1953.
Castel (Rémy), 7 janvier 1953.
Andrieu (Philippe), 8 janvier 1953.
Balesi (Vincent), 8 janvier 1953.
Ferrié (Georges), 8 janvier 1953.
Lassus (Léon), 8 janvier 1953.
Dasque (Paul), 9 janvier 1953.
Puig (Maurice), 9 janvier 1953.
Rivoal (Pierre), 9 janvier 1953.
Bruneton (Eric), 11 janvier 1953.
Lancon (Raoul), 11 janvier 1953.
De Verdilhac (Antoine), 12 janvier 1953.
Tourot (Georges), 17 janvier 1953.
Barthélemy (Raymond), 20 janvier 1953.
Berigaud (Jean), 20 janvier 1953.
Cazenave (André), 20 janvier 1953.
Saigne (Léon), 20 janvier 1953.
Valette (Marcel), 21 janvier 1953.
Hérisson (Claude), 22 janvier 1953.
Razac (Yvon), 22 janvier 1953.
Michel (Pierre-André), 1er février 1953.
Vezy (Roger-Joseph), 1er février 1953.
Doudet (Raymond), 16 février 1953.
Gipoulon (Henri), 18 février 1953.
Courtois (Jean), 22 février 1953.
Bourges (Charles), 8 mars 1953.
Gadon (Jean), 19 mars 1953.
Bée (Clotaire), 20 mars 1953.
Jeanson (Pierre), 3 avril 1953.
Mairic (Roland), 3 avril 1953.
Fay (Pierre), 4 avril 1953.
Gibert (Clément), 4 avril 1953.
Lafaix (Pierre), 4 avril 1953.
Lafeuille (Roger), 4 avril 1953.
Pinauldt (Yves), 4 avril 1953.
Binet (Jacques), 5 avril 1953.
Nairay (Guy), 5 avril 1953.
Prévost (Roger-Clément), 26 mai 1953.

III. — *Au 3e échelon du grade d'administrateur.*

MM.
Auclert (Jean-Edmond), 1er janvier 1953.
Aymard (Pierre), 1er janvier 1953.
Bourcart (Robert), 1er janvier 1953.
Brousset (Amédée), 1er janvier 1953.
Buisson (Eugène), 1er janvier 1953.
Carre (Jacques), 1er janvier 1953.
Champion (Paul), 1er janvier 1953.
Chaussade (Jean), 1er janvier 1953.
Colombani (Antoine), 1er janvier 1953.
De Daruvar (Yves), 1er janvier 1953.
De Glos (Nicolas), 1er janvier 1953.
Desnoyers de Bieville (Marc), 1er janvier 1953.
Diffre (Thaddée), 1er janvier 1953.
Elias (Michel), 1er janvier 1953.
Gibert (Henri), 1er janvier 1953.
Hepp (Bernard), 1er janvier 1953.
Jouve (Jean-Marie), 1er janvier 1953.
Klein (Jean-Louis), 1er janvier 1953.
Labaysse (Maurice), 1er janvier 1953.
Laval (Maurice), 1er janvier 1953.
Lota (Paul), 1er janvier 1953.
Manent (Elie), 1er janvier 1953.
Mestrot (André), 1er janvier 1953.
Néron (Jean), 1er janvier 1953.
Noël (André), 1er janvier 1953.
Roguet (Jacques), 1er janvier 1953.
Rouil (Faustin), 5 janvier 1953.
Blanc (André), 2 février 1953.
Riou (Jean), 17 février 1953.
Silvy (Jean-Emile), 21 février 1953.
Chataigner (Abel), 22 février 1953.
Monteil (Paul), 28 février 1953.
Moreau (Jean-Ernest), 7 mars 1953.
Maurage (Robert), 28 mars 1953.
Tasson (Pierre), 4 avril 1953.
Guilbot (Gaston), 15 avril 1953.
Mouradian (Jacques), 4 mai 1953.
Lenain (Pierre), 5 mai 1953.
Chaleil (Adrien), 15 mai 1953.
Espallargas (Jean), 19 mai 1953.
Seite (Albert), 20 mai 1953.
Cherbonnier (Roger), 23 mai 1953.
Habermann (André), 25 mai 1953.
Grandperrin (Maurice), 2 juin 1953.
Raynaud (Joseph), 5 juin 1953.
Pichon de Bury (Charles), 8 juin 1953.
Silvie (François), 28 juin 1953.

IV. — *Au 2e échelon du grade d'administrateur.*

MM.
Allaire (Bernard), 1er janvier 1953.
Angelier (Marcel), 1er janvier 1953.
Arnaud (Georges), 1er janvier 1953.
Aubanel (Pierre), 1er janvier 1953.
Bayol (Fernand), 1er janvier 1953.
Baudouy (Paul), 1er janvier 1953.
Blisson (Henri), 1er janvier 1953.
Bonnefoi (Raoul), 1er janvier 1953.
Buestel (Pierre), 1er janvier 1953.
Charnay (René), 1er janvier 1953.
Claverie (Edgar), 1er janvier 1953.
Clément (Michel), 1er janvier 1953.
Colonna d'Istria (Camille), 1er janvier 1953.
Combe (Michel), 1er janvier 1953.
Cornevin (Robert), 1er janvier 1953.
Cougard (Marcel), 1er janvier 1953.
Coulon (Jean), 1er janvier 1953.
Couzinet (Emile), 1er janvier 1953.
Crouzille (Albert), 1er janvier 1953.
De Cargouet (Alain), 1er janvier 1953.
Delauney (Maurice), 1er janvier 1953.
De Stadieu (Jacques), 1er janvier 1953.
Doret (Robert), 1er janvier 1953.
Dubois de La Patellière (Charles), 1er janvier 1953.
Dupertuis (Jean), 1er janvier 1953.
Durand (Jean), 1er janvier 1953.
Durand (Yvon), 1er janvier 1953.
Emond (Jean-Louis), 1er janvier 1953.
Fourgeaud (André), 1er janvier 1953.
Goncalves-Caminha (Pedro), 1er janvier 1953.
Graziani (Jean), 1er janvier 1953.
Guillon (Jacques), 1er janvier 1953.
Guillon (Pierre), 1er janvier 1953.
Guy (Maurice), 1er janvier 1953.
Hersant (Guy), 1er janvier 1953.
Jansolin (Raymond), 1er janvier 1953.
Jouanin (André), 1er janvier 1953.
Lecomte (Robert), 1er janvier 1953.
Lefèvre (Georges), 1er janvier 1953.
Le Fillatre (Jean), 1er janvier 1953.
Lemercier (Robert), 1er janvier 1953.
Lhomme (Claude), 1er janvier 1953.
Maylie (Roger), 1er janvier 1953.
Mignon (Albert), 1er janvier 1953.
Mounier (Bertrand), 1er janvier 1953.
Perlihou (Jacques), 1er janvier 1953.
Pouillet (André), 1er janvier 1953.
Rouhier (Paul), 1er janvier 1953.
Roure (Albert), 1er janvier 1953.
Siegfried (Jean), 1er janvier 1953.
Sommesous (Albert), 1er janvier 1953.
Thomas (Henri), 1er janvier 1953.
Touze (Raphaël), 1er janvier 1953.
Tusques (Paul), 1er janvier 1953.
Verdier (Roger), 1er janvier 1953.
Villeneuve (Pierre), 1er janvier 1953.
Zatzepine (Alexandre), 1er janvier 1953. Rappel pour services militaires conservés: 3 jours.
Zundel (Pierre), 1er janvier 1953.
Bardel (Pierre), 12 janvier 1953.
Amouroux (Louis), 25 janvier 1953.
Amieux (Edmond), 1er février 1953.
Catala (René), 1er février 1953.
Granier (Jean), 17 février 1953.
Maniel (Pierre), 23 février 1953.
Passard (Charles), 1er mai 1953.
Larche (Jacques), 19 mai 1953.
Massoulard (Georges), 21 mai 1953.
Escalier des Orres (André), 29 mai 1953.
Vincon (Jean), 10 juin 1953.
Vouters (Gérard), 10 juin 1953.
Dulemps (Henri), 11 juin 1953.
Pastini (François), 13 juin 1953.
Doise (René), 21 juin 1953.

V. — *Au 1e échelon du grade d'administrateur adjoint.*

MM.
Clement (Edouard), 1er janvier 1953.
Condomines (René), 1er janvier 1953.
Darmendrail (Joseph), 1er janvier 1953.
Davy (Pierre), 1er janvier 1953.
Du Moulin (Jean-Claude), 1er janvier 1953.
Faure (Raymond), 1er janvier 1953
Jeudy (André), 1er janvier 1953.
Lisette (Gabriel), 1er janvier 1953.
Lopinot (Bernard), 1er janvier 1953.
Malfettes (Roger), 1er janvier 1953.
Mazere (Jean), 1er janvier 1953.
Mus (Gilbert), 1er janvier 1953.
Ratafika Ramalahjaona (Prosper), 1er janvier 1953.
Joriot (Pierre), 16 janvier 1953.
Chesnel (Roger), 1er février 1953.
Oury (Xavier), 1er février 1953.
Vernhet (Georges), 25 février 1953.
Degoul (Jean), 28 février 1953.
Bezian (Jean), 2 mars 1953.
Barrère (Gérard), 4 mars 1953.
Frey (Roger), 4 mars 1953.
Antoine (Pierre), 8 mars 1953.
Dalmas (Pierre), 14 mars 1953.
Colombani (Jules), 16 mars 1953.
Honnorat (Jean), 14 avril 1953.
Ancian (Gilbert), 26 avril 1953.
Bachelard (René), 28 avril 1953.
Julienne (Roland), 28 avril 1953.
Jourdan (Paul), 1er mai 1953.
Simonet (Jean-Louis), 1er mai 1953.
Authie (Alfred), 5 juin 1953.
Martin (Pierre-Claude), 19 juin 1953.
Mano (Jean-Jacques), 21 juin 1953.

VI. — *Au 3e échelon du grade d'administrateur adjoint.*

MM.
Abadie (Jean-Paul), 1er janvier 1953.
Albertin (Nicole), 1er janvier 1953. Rappel pour services militaires conservés: 4 mois 13 jours.
Baron (Gabriel), 1er janvier 1953.
Baume (Pierre), 1er janvier 1953.
Bernard (Henri), 1er janvier 1953.
Berthezene (Henri), 1er janvier 1953.
Berthiaux (Guy), 1er janvier 1953.
Bonnet (Pierre), 1er janvier 1953.
Botti (Marc), 1er janvier 1953.

Boyer (Jean), 1er janvier 1953.
Brossard (Maurice), 1er janvier 1953.
Carminati (Marcel), 1er janvier 1953.
Chaix (Jean), 1er janvier 1953.
Courage (Maurice), 1er janvier 1953.
Courty (René), 1er janvier 1953.
Crocquevielle (Jean), 1er janvier 1953.
Cros (Pierre), 1er janvier 1953.
Dalberto (Jacques), 1er janvier 1953.
De Gelis (Bernard), 1er janvier 1953. Rappels pour services militaires conservés: 27 jours.
De Larroche (Serge), 1er janvier 1953.
De Peronnet (René), 1er janvier 1953.
Duliege (Jean), 1er janvier 1953.
Durand (Claude), 1er janvier 1953.
Fleury (Guy), 1er janvier 1953.
Foures (Antoine), 1er janvier 1953.
Front (André), 1er janvier 1953.
Fusi (Jean), 1er janvier 1953.
Gabriel (Jean), 1er janvier 1953.
Gassmann (Jean), 1er janvier 1953.
Gauger (Robert), 1er janvier 1953.
Gotteland (Jean), 1er janvier 1953.
Goudoffre (Max), 1er janvier 1953.
Graeff (Christian), 1er janvier 1953.
Guicheteau (Pierre), 1er janvier 1953.
Hanskens (Hervé), 1er janvier 1953.
Jamin (Hubert), 1er janvier 1953.
Joséphine (Robert), 1er janvier 1953.
Josquin (Jacques), 1er janvier 1953.
Labadie (Pierre), 1er janvier 1953.
Lacassagne (Henri), 1er janvier 1953.
Laporte (Pierre), 1er janvier 1953.
Lavielle (Jean), 1er janvier 1953.
Leblond (Yves), 1er janvier 1953.
Leperchey (René), 1er janvier 1953.
Leroy (Georges), 1er janvier 1953.
Lobry (Pierre), 1er janvier 1953.
Maillocheau (Jacques), 1er janvier 1953.
Marin (Charles), 1er janvier 1953.
Masse (Jean), 1er janvier 1953.
Mazeyrac (Robert), 1er janvier 1953.
Moity (Jacques), 1er janvier 1953.
Mouterde (Emmanuel), 1er janvier 1953.
Navet (Jean), 1er janvier 1953.
Payen (Jean-Marie), 1er janvier 1953.
Perdrix (Michel), 1er janvier 1953.
Pinson (Jean), 1er janvier 1953.
Ponderoux (Jean), 1er janvier 1953.
Pradel (Jean), 1er janvier 1953.
Rege-Turo (Roger), 1er janvier 1953. Rappels pour services militaires conservés: 9 mois.
Ronce (Jean), 1er janvier 1953.
Sanner (Georges), 1er janvier 1953.
Sarniguet (Jean-Paul), 1er janvier 1953.
Serre (Gérard), 1er janvier 1953
Servat (Guy), 1er janvier 1953.
Taillandier (Daniel), 1er janvier 1953.
Tate (Paul), 1er janvier 1953.
Teissonniere (René), 1er janvier 1953.
Thil (Robert), 1er janvier 1953.
Warot (Jacques), 1er janvier 1953.
Fournier (François), 8 janvier 1953.
Bochet (Gilbert), 23 janvier 1953.
Depommier (Maurice), 15 juin 1953.
Pasquier (Serge), 22 juin 1953.

Agriculture.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 26 janvier 1953, M. Epailly (Jean), ingénieur adjoint de 1re classe des services de l'agriculture outre-mer, a été révoqué sans suspension de ses droits à pension.

Eaux et forêts.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 22 janvier 1953, ont été constatés pour le premier semestre de l'année 1953 les franchissements d'échelon des inspecteurs du corps des officiers ingénieurs des eaux et forêts de la France d'outre-mer ci-après désignés:

Au 3e échelon du grade de conservateur,

MM.
Quint (Paul), le 9 janvier 1953. Rappels pour services militaires: néant.
Arnoux (Maxime), le 2 février 1953. Rappels pour services militaires: néant.
Roure (Georges), le 30 avril 1953. Rappels pour services militaires: néant.

Au 1e échelon du grade d'inspecteur de 2e classe.

MM.
Barat (Gaston), le 11 octobre 1952. Rappels pour services militaires néant.
Vignal (Pierre), le 1er décembre 1952. Rappels pour services militaires: néant.
Capuron (René), le 1er janvier 1953. Rappels pour services militaires: néant.
Dubreuil (Jacques), le 1er janvier 1953. Rappels pour services militaires: néant.
Huet (Jean), le 1er janvier 1953. Rappels pour services militaires: néant.
Juvin (Pierre), le 1er janvier 1953. Rappels pour services militaires: néant.
Madec (Jean), le 1er janvier 1953. Rappels pour services militaires: néant.
Cebron (Philippe), le 16 janvier 1953. Rappels pour services militaires: néant.
Viart (Marcel), le 26 janvier 1953. Rappels pour services militaires: néant.
Cabrol, le 17 avril 1953. Rappels pour services militaires: néant.

Au 3e échelon du grade d'inspecteur de 2e classe.

M. Bourgeois (Jacques), le 27 janvier 1952. Rappels pour services militaires: néant.

Au 2e échelon du grade d'inspecteur de 2e classe.

MM.
Dunard (André), le 21 mai 1952. Rappels pour services militaires: néant.
Daguin (Jean), le 1er août 1952. Rappels pour services militaires: néant.
Martinot-Lagarde (Pierre), le 1er août 1952 Rappels pour services militaires: néant.

Inspection du travail.

Par arrêté en date du 22 janvier 1953, M. de Gaillande (Louis), inspecteur général de 2e classe et des lois sociales de la France d'outre-mer, est placé dans la position de mission en France du 1er octobre 1952 au 12 janvier 1953. (Régularisation.)

Tableau d'avancement des greffiers en chef de l'Afrique occidentale française pour l'année 1953.

Pour un emploi de greffier en chef d'une cour d'appel de 1re classe.

Tableau 1952.

M. Peraldi.

Pour un emploi de greffier en chef d'un tribunal de 1re classe.

Tableau 1953.

M. Dupuy.

Pour un emploi de greffier en chef d'un tribunal de 2e classe.

Tableau 1953.

M. Cisse.

Pour un emploi de greffier en chef d'un tribunal de 3e classe.

Tableau 1953

1	MM. Gueye.	4	MM. Rezard-Desvouves.
1	Roset.	5	Hedue.
3	Diop.		

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE

Décret n° 53-38 du 2 février 1953 organisant les élections des membres du conseil d'administration de la caisse générale de sécurité sociale de la Réunion.

Le président du conseil des ministres,

Sur les rapports du ministre du travail et de la sécurité sociale, du ministre de l'agriculture et du ministre de l'intérieur,

Vu l'ordonnance n° 45-2250 du 4 octobre 1945 modifiée portant organisation de la sécurité sociale;

Vu la loi n° 46-2425 du 30 octobre 1946 modifiée fixant les modalités relatives à l'élection des membres des conseils d'administration des organismes de sécurité sociale;

Vu le décret n° 47-2032 du 17 octobre 1947 relatif à l'organisation de la sécurité sociale dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion;

Vu la loi n° 49-1103 du 2 août 1949 relative à l'organisation de la sécurité sociale dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion;

Vu la loi n° 50-275 du 6 mars 1950 relative aux élections aux conseils d'administration des organismes de sécurité sociale et d'allocations familiales,

Décrète :

Art. 1er. — Les élections des membres du conseil d'administration de la caisse générale de sécurité sociale de la Réunion auront lieu à la date fixée par le préfet de la Réunion.

Sont électeurs et éligibles dans chaque catégorie d'administrateurs toutes les personnes qui remplissent à une date fixée par le préfet les conditions fixées aux articles 2, 3 et 4 de la loi du 2 août 1949.

L'arrêté de convocation des électeurs doit intervenir au moins soixante-cinq jours avant la date fixée pour les élections.

Art. 2. — Les modalités des opérations électorales sont celles qui sont fixées par les articles 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 13, 14, 15, 16, 17, 17 *bis*, 40, 41, 42 du décret du 28 décembre 1946 modifié, portant règlement d'administration publique pour l'application des dispositions de la loi du 30 octobre 1946.

Art. 3. — Le ministre du travail et de la sécurité sociale, le ministre de l'agriculture et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 2 février 1953.

RENÉ MAYER.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre du travail et de la sécurité sociale,
PAUL BACON.

Le ministre de l'intérieur,
CHARLES BRUNE.

Le ministre de l'agriculture,
CAMILLE LAURENS.

Enregistrement et approbation des statuts de l'union des caisses de sécurité sociale et d'allocations familiales du Haut-Vivarais pour le recouvrement des cotisations, le contrôle et le contentieux.

Par arrêté en date du 26 janvier 1953, ont été approuvés les statuts de l'union créée entre la caisse primaire de sécurité sociale et la caisse d'allocations familiales du Haut-Vivarais, à Annonay, en vue du recouvrement commun des cotisations, le contrôle et le contentieux de ce recouvrement.

L'union, qui a été enregistrée sous le n° 07-U, a pris la dénomination de : « Union de recouvrement des caisses du Haut-Vivarais ».

MINISTERE DE LA RECONSTRUCTION ET DE L'URBANISME

Services extérieurs.

Par arrêté du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme en date du 30 janvier 1953, sont admis, à titre personnel, à compter du 1er janvier 1949, au bénéfice des dispositions de la loi du 19 octobre 1946 relative au statut général des fonctionnaires, les agents du corps des reviseurs temporaires des services extérieurs du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme dont les noms suivent et dépendant des délégations départementales indiquées ci-dessous :

MM.
Layeux (Pierre) (Oise).
Gross (Jacques) (Oise).
Rivasseau (Camile) (Mayenne).

Par arrêté du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme en date du 30 janvier 1953, sont admis, à titre personnel, au bénéfice des dispositions de la loi du 19 octobre 1946 relative au statut général des fonctionnaires, les agents du corps des vérificateurs techniques temporaires des services extérieurs du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme dont les noms suivent et dépendant des délégations départementales ou interdépartementales indiquées ci-dessous :

a) A compter du 1er janvier 1949.

MM.
Albert (Charles) (Oise).
Berthoux (Henri) (Seine-Inférieure).
Dubouchet-Berche (Edouard) (Isère).
Durochat (Louis) (Ain).
Landrodie (André) (Bouches-du-Rhône, Gard, Lozère, Vaucluse).
Maurice (André) (Oise).
Micaud (Marcel) (Ille-et-Vilaine, Côtes-du-Nord).
Morvan (Paul) (Ille-et-Vilaine, Côtes-du-Nord).
Pianson (Georges) (Aisne).

b) A compter du 1er septembre 1949.

MM.
Falcou (Louis) (Seine-Inférieure).
Michel (Ernest) (Isère).

MINISTERE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE

Décret du 2 février 1953 portant promotions et nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

Par décret du Président de la République en date du 2 février 1953, rendu sur la proposition du ministre des anciens combattants et victimes de la guerre, et vu la déclaration du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur du 13 janvier 1953, portant que les promotions et nominations comprises dans le présent décret sont faites en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, sont promus ou nommés :

Au grade d'officier.

MM.

Despages (Etienne-Adrien-Marius), président de la section cantonale des prisonniers de guerre de Montastruc-la-Conseillère. Chevalier du 4 octobre 1940.

Mme veuve Lamarque, née Possoz (Augusta), vice-présidente de l'association des veuves, orphelins de guerre, Paris. Chevalier du 12 janvier 1933.

Laruelle (Ernest-Joseph), président local d'anciens combattants (Seine-Inférieure). Chevalier du 23 décembre 1936.

Docteur Narboni (Georges-Robert-Moïse), ex-médecin expert du centre de réforme de Constantine. Chevalier du 16 juin 1920.

Stefanopoli (Ernest-Augustin-Constantin), président local d'anciens combattants d'Alger. Chevalier du 10 mai 1919.

Gauthier (Henri), président de l'union départementale de l'union fédérale du Morbihan. Chevalier du 4 octobre 1940.

Au grade de chevalier.

MM.

Chalton (Francisque), délégué de l'union des blessés de la face « Les Gueules cassées », Lyon ; 41 ans 6 mois de services civils et militaires.

Hourdilliat (Marcel), secrétaire section office départemental des anciens combattants de Châlons-sur-Marne ; 44 ans 4 mois de services civils et militaires.

Jaman (Gabriel-Marcel-Antoine), président de la fédération nationale des anciens combattants du bâtiment de la Seine ; 35 ans de services civils et militaires.

Maes (Léopold-Alphonse), président de la commission d'enquêtes et d'interventions du comité d'action de la Résistance ; 51 ans 8 mois de services civils et militaires.

Pillat (Albert-Antoine), trésorier de l'association générale des instituteurs de France et des colonies ; 30 ans de services civils et militaires.

Mlle Miránde (Christiane), administrateur civil de 1re classe au ministère des anciens combattants et victimes de la guerre ; 22 ans de services civils.

Reusse (Jean-Hippolyte-Edmond), fondateur et secrétaire de l'association des pharmaciens prisonniers, déportés et victimes de la guerre ; 27 ans 6 mois de services civils et militaires.

Rosso (Raymond-Léon), secrétaire général des policiers anciens combattants internés, prisonniers et résistants de France ; 26 ans 7 mois de services civils et militaires.

Saudax (Gaston), président de la section permanente départementale de l'office des mutilés, veuves et pupilles de la nation de Seine-et-Marne ; 48 ans 2 mois de services civils et militaires.

Tanguy (Jean), président du groupe de la France combattante Evreux ; 40 ans 8 mois de services civils et militaires.

Marcoul-Lagoree (Georges), membre de la fédération française des trépanés et blessés de guerre ; 35 ans 8 mois de services civils et militaires.

Docteur Fabre (Charles-Edouard-Marie), membre de l'association des anciens combattants et prisonniers de guerre Isère ; 30 ans de services civils et militaires.

Décret du 2 février 1953 portant nomination dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

Par décret du Président de la République en date du 2 février 1953, rendu sur la proposition du ministre des anciens combattants et victimes de la guerre, et vu la déclaration du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur du 13 janvier 1953, portant que la nomination comprise dans le présent décret est faite en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, est nommé :

Au grade de chevalier.

M. Sadok Mohamed Ould Benamrane, administrateur des anciens combattants musulmans d'Oran, membre des Amitiés africaines ; 37 ans 4 mois de services civils et militaires.

Remise de débet.

Par arrêté du 12 décembre 1952, il est fait remise gracieuse à M. Edouard Colinet, demeurant à Prix-lès-Mézières (Ardennes), de la somme de 14.764 F, dont il est débiteur envers le Trésor.

Date des élections pour le renouvellement des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires.

Le ministre des anciens combattants et victimes de la guerre,

Vu la loi n° 46-2294 du 19 octobre 1946, portant statut général des fonctionnaires;

Vu le décret n° 47-1370 du 24 juillet 1947 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 22 de la loi du 19 octobre 1946, et relatif aux commissions administratives paritaires, ensemble les décrets n° 48-1708 du 5 novembre 1948; n° 50-30 du 4er janvier 1950; et n° 50-834 du 11 juillet 1950, qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté interministériel du 21 janvier 1948 instituant cinq commissions administratives paritaires dans les écoles de rééducation professionnelle des mutilés de guerre et du travail;

Sur la proposition du directeur de l'office national,

Arrête:

Article unique — La date des élections pour le renouvellement des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires créées par l'arrêté interministériel du 21 janvier 1948, est fixée au jeudi 26 mars 1953.

Fait à Paris, le 28 janvier 1953.

Pour le ministre des anciens combattants et victimes de la guerre et par délégation:
Le directeur du cabinet,
DIDKOWSKI.

Tarif interministériel des prestations sanitaires.

Le ministre des anciens combattants et victimes de la guerre,

Vu l'arrêté du 30 décembre 1949 instituant un tarif interministériel pour le règlement de certaines prestations sanitaires et notamment son article 8;

Vu l'arrêté du 30 décembre 1949 fixant la composition et les conditions de fonctionnement de la commission prévue à l'article 9 de l'arrêté du 30 décembre 1949 susvisé,

Arrête:

Art. 1er. — Les tarifs et dispositions faisant l'objet de l'arrêté pris le 7 janvier 1953 par le ministre de la santé publique et de la population, sont applicables aux ressortissants du ministère des anciens combattants et victimes de la guerre.

Art. 2. — Le directeur des pensions et des services médicaux est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 28 janvier 1953.

Pour le ministre des anciens combattants et victimes de la guerre et par délégation:
Le directeur du cabinet,
DIDKOWSKI.

MINISTERE DES POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES

Administration centrale.

Par arrêté du 12 janvier 1953:

Ont été nommés secrétaires d'administration stagiaires les contrôleurs désignés ci-après:

MM.
Herbin, de Laon.
Escande, de Toulouse-Gare.
Rapin, de Saint-Etienne-R. P.
Mme Paillard, de Paris-Télécommunications.
Paillard, de Cherbourg-Principal.
Ave, de Paris-Direction du matériel de transport.

Ont été nommés secrétaires d'administration stagiaires les contrôleurs désignés ci-après:

MM.
Allard, de Bordeaux-R. P.
Mlle Monis, de Paris-Chèques.
Mancel, de Paris-Télécommunications.
Brette, de Paris-Télécommunications.
Mlle Hugues, de Lille-Chèques.
Brisset, de Paris-25.
Aubry, de Chaumont-Central.
Mlle Melnikoff, de Paris-Chèques.
Lange, de Paris-Télécommunications.
Mlle Jube, de la Baule.
Pignet, de Paris, cours n° 2.
Le Boudic, de Bernay.
Bourguignon, de Bayon.
Mlle Laine, de Rennes-Chèques.
Roure, de Marseille-Central.
Casini, de Paris-49.
Mme Binet, de Maubeuge-Central.
Mlle Fezay, de Paris-Télécommunications.
Mlle Le Cossec, de Rouen-Chèques.
Vallee, de Paris-VII.
Pogu, de Paris, cour n° 2.
Masclet, de Toulouse-Téléphone.
Priou, de Paris-49.
Mlle Hazera, de Bordeaux-Chèques.
Mlle Lacassagne, de Paris-Chèques.
Nakache, de Batna.
Brette, de Brive.

Par arrêté du 13 janvier 1953, a été réintégrée, à compter du 11 janvier 1953, Mme Mangin, sténodactylographe, précédemment en disponibilité.

Services extérieurs.

Par arrêtés du 6 janvier 1953:

A été chargé de la direction régionale des télécommunications de Lille, M. Cornet-Vernet, ingénieur en chef à Clermont-Ferrand.

A été chargé de la direction du service des lignes souterraines à grande distance, M. Gastebois, ingénieur en chef à l'administration centrale,

Par arrêté du 12 janvier 1953, a été mis en disponibilité pour une durée de six mois à compter du 23 novembre 1952, M. Gilard, inspecteur principal à Saint-Lô (résidence Coutances).

Par arrêté du 15 janvier 1953, a été nommé receveur hors classe honoraire, M. Alberi, receveur de 1re classe en retraite, précédemment à Nogent-le-Rotrou,

Par arrêtés du 17 janvier 1953, ont été admis à faire valoir leurs droits à la retraite:

(A compter du 17 mai 1953.)

M. Belpois, directeur départemental adjoint à Arras.

(A compter du 16 juin 1953.)

M. Ladeveze, receveur hors classe à Orange.

M. Viguier, chef de centre hors classe à Béziers-Central télégraphique et téléphonique.

(A compter du 1er juillet 1953.)

M. Georges, chef de section principal à Bordeaux-Chèques.

M. Thomas, inspecteur principal à Besançon.

(A compter du 19 juin 1953.)

M. Roger, chef de centre hors classe à Melun-Télégraphe et téléphone.

(A compter du 11 mai 1953.)

M. Abrachy, inspecteur principal à Marseille-Services postaux.

INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLEE NATIONALE

ANNÉE 1953

Ordre du jour du mardi 3 février 1953.

A neuf heures trente. — 1re SÉANCE PUBLIQUE

1. — Nomination, par suite de vacance, d'un membre du conseil supérieur de la sécurité sociale.

2. — Suite de la discussion, en deuxième lecture, des projets de loi relatifs au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953:

Anciens combattants et victimes de la guerre (n° 5430).
Intérieur (éventuellement).
Etats associés (n° 5402).

3. — Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires pour l'exercice 1953 (Défense nationale) (éventuellement).

4. — Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1953 (Equipement des services civils. — Investissements économiques et sociaux. — Réparation des dommages de guerre) (éventuellement)

5. — Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi portant fixation du budget annexe des prestations familiales agricoles pour 1953 (éventuellement).

6. — Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi de finances pour l'exercice 1953 (éventuellement).

A seize heures. — 2e SÉANCE PUBLIQUE

1 — Fixation de la date de discussion des interpellations:

1° De M. René Schmitt sur les mesures que compte prendre le Gouvernement à l'égard des gouvernements étrangers, et en particulier à l'égard de la loi Mac Carran, en ce qui concerne le contrôle politique des membres des équipages français sur bateaux battant pavillon français;

2° De M. Cermolacce sur: a) les mesures que compte prendre le Gouvernement à la suite des décisions du gouvernement des Etats-Unis de soumettre, à partir du 24 décembre 1952, à zéro heure, les marins embarqués sur les navires français touchant les ports des U. S. A. à un interrogatoire relevant plus des méthodes d'inquisition que des principes de liberté et des droits de l'homme les plus élémentaires; b) les moyens envisagés par le Gouvernement pour faire respecter les droits de ses ressortissants qui se refuseraient à répondre, en tant que citoyens français, à toutes questions autres que celle concernant leur identité; c) les répercussions qu'aura pour l'armement français le fait de soumettre, à chaque voyage, des équipages de l'importance de ceux des paquebots *Liberté* et *Ile-de-France* à cet interrogatoire ayant pour effet de retarder le débarquement des passagers et des bagages des navires français, favorisant ainsi l'armement américain, et cela au moment où la concurrence devient plus rude sur la ligne de l'Atlantique Nord,

2. — Discussion de la proposition de loi (n° 886) de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à porter à trois ans la durée du mandat des membres des comités d'entreprises. (Nos 3882-3842-4810. — M. Gazier, rapporteur.) (Sous réserve qu'il y ait débat restreint.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le mardi 3 février 1953.

N° 4489. — Rapport de M. Francis Vals, au nom de la commission des affaires économiques, sur les propositions de loi: 1° tendant à assurer la sauvegarde de la production des arachides dans les territoires d'outre-mer; 2° tendant à assurer la sauvegarde de la production du coprah, des palmistes et des corps gras dérivés de ces produits, dans les territoires d'outre-mer; 3° tendant à régulariser le marché des corps gras.

N° 4996. — Proposition de loi de M. Lamarque-Cando tendant à modifier l'article 1er de la loi du 7 juillet 1933 sur la prophylaxie de la tuberculose des bovidés (renvoyée à la commission de l'agriculture).

N° 5203. — Rapport de M. Fouchet, au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi modifiant la loi du 27 mars 1883 portant organisation de la juridiction française en Tunisie et étendant à la Tunisie l'article 2 de l'ordonnance du 30 octobre 1945.

N° 5204. — Rapport de M. Fouchet, au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi tendant à proroger jusqu'au 31 décembre 1953 les pouvoirs attribués par la loi du 28 septembre 1948 au service français de liquidation des biens italiens en Tunisie.

N° 5205. — Rapport de M. Fouchet, au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi tendant à autoriser le président de la République à ratifier la convention consulaire signée à Paris le 31 décembre 1951 entre la France et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne, d'Irlande du Nord et des territoires britanniques au delà des mers.

N° 5333. — Proposition de loi de M. Mignot tendant à compléter la loi du 2 août 1949 instituant une carte nationale dite « Carte sociale des économiquement faibles » (renvoyée à la commission de la famille).

N° 5334. — Proposition de résolution de M. Mignot tendant à inviter le Gouvernement à unifier et à simplifier le régime des subventions pour les constructions scolaires de l'enseignement primaire (renvoyée à la commission de l'éducation nationale).

N° 5335 (1). — Proposition de résolution de M. Mignot tendant à inviter le Gouvernement à accorder les subventions nécessaires pour l'achèvement du monument élevé à Versailles à la gloire des forces expéditionnaires américaines et de leur chef, le maréchal Pershing (renvoyée à la commission de la défense nationale).

N° 5338. — Proposition de loi de M. Crouzier tendant à modifier et à compléter l'article 8 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre (renvoyée à la commission de la reconstruction).

N° 5376. — Proposition de résolution de M. Malbrant tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux avocats français ayant exercé devant les tribunaux consulaires de France en Egypte le bénéfice des lois du 12 janvier 1948 et du 17 janvier 1948 (renvoyée à la commission de la justice).

N° 5378. — Proposition de loi de M. Max Brusset tendant à étendre le champ d'application de la loi du 3 septembre 1947 (modifiant la législation des habitations à bon marché et instituant un régime provisoire de prêts) aux sociétés ou organismes habilités par le centre national d'expansion du tourisme pour la construction ou la transformation d'immeubles à usage hôtelier (renvoyée à la commission de la reconstruction).

N° 5379. — Proposition de résolution de M. Max Brusset tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux veuves de guerre non remariées un voyage annuel gratuit ou à prix réduit pour accompagner leurs enfants en vacances (renvoyée à la commission des pensions).

N° 5380. — Proposition de loi de M. Tourné tendant à proroger le délai prévu à l'article 3 de la loi du 25 mars 1949 portant statut des combattants volontaires de la Résistance (renvoyée à la commission des pensions).

N° 5381. — Proposition de loi de M. André Mancey tendant à augmenter de 15 p. 100 les retraites servies par la caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines (renvoyée à la commission de la production industrielle).

N° 5382. — Proposition de loi de M. Cherrier tendant à étendre le bénéfice des majorations pour enfants à tous les retraités, fonctionnaires, agents et ouvriers de l'Etat (renvoyée à la commission des pensions).

N° 5398 (rectifié) (1). — Proposition de loi de Mme Rabaté tendant à prendre d'urgence toute disposition pour assurer sans retard l'équipement d'hôpitaux de secours et notamment la création immédiate de 2.500 lits rendus nécessaires par l'épidémie de grippe sévissant dans la région parisienne (renvoyée à la commission de la famille).

N° 5400. — Proposition de loi, formulée par M. Philippe d'Argenlieu et transmise par M. le président du Conseil de la République, tendant à modifier la loi n° 49-1094 ayant pour objet de venir en aide à certaines catégories d'aveugles ou de grands infirmes (renvoyée à la commission de la famille).

N° 5401. — Proposition de loi de M. Gautier tendant à abroger le décret du 29 août 1951 modifiant le décret du 20 août 1939 portant règlement général sur la police de la circulation et du roulage (renvoyée à la commission de la justice).

N° 5403 (1). — Projet de loi collectif d'ordonnancement sur l'exercice 1952 (renvoyé à la commission des finances).

N° 5410. — Proposition de loi de Mme Rabaté tendant à autoriser l'exercice de la profession à titre définitif aux infirmières et infirmiers autorisés à titre auxiliaire depuis trois ans (renvoyée à la commission de la famille).

N° 5424. — Projet de loi tendant à ratifier le décret du 25 juillet 1952 approuvant une délibération de la commission permanente du grand conseil de l'Afrique occidentale française en date du 22 janvier 1952 tendant à étendre le régime de l'admission temporaire à la résine synthétique entrant dans la fabrication des contreplaqués (renvoyé à la commission des affaires économiques).

N° 5425. — Projet de loi tendant à ratifier le décret du 18 août 1952 approuvant une délibération prise le 26 mars 1952 par le conseil d'administration du Cameroun modifiant les dispositions du code des douanes en vigueur dans le territoire en ce qui concerne le dépôt en douane des marchandises (renvoyé à la commission des affaires économiques).

N° 5426. — Projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention de Genève relative au statut des réfugiés du 28 juillet 1951 (renvoyé à la commission des affaires étrangères).

N° 5442 (1). — Rapport de M. Pierre-Fernand Mazuez, au nom de la commission des immunités parlementaires, sur la demande en autorisation de poursuites n° 5291.

N° 5443. — Proposition de loi de M. Pelleray tendant à modifier l'article 17 de la loi du 15 avril 1943 relatif à l'assistance à l'enfance, en vue de permettre le dépôt des fonds pupillaires dans les caisses régionales de crédit agricole mutuel (renvoyée à la commission de la famille).

N° 5444. — Proposition de loi de M. Pelleray relative au cumul des fermes (renvoyée à la commission de l'agriculture).

N° 5445 (1). — Avis, transmis par M. le président du Conseil de la République, sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (intérieur) (renvoyé à la commission des finances).

N° 5448 (1). — Avis, transmis par M. le président du Conseil de la République, sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires pour l'exercice 1953 (défense nationale) (renvoyé à la commission des finances).

N° 5451. — Proposition de loi de M. Charpentier tendant à modifier l'article 714 du code général des impôts en ce qui concerne les droits d'enregistrement applicables aux actes de prorogation des sociétés coopératives agricoles (renvoyée à la commission des finances).

N° 5452. — Rapport de M. Charles Barangé, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi collectif d'ordonnancement sur l'exercice 1952.

N° 5453 (1). — Avis, transmis par M. le président du Conseil de la République, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif aux dépenses d'équipement des services civils pour l'exercice 1953 (Postes, télégraphes et téléphones. — Caisse nationale d'épargne) (renvoyé à la commission des finances).

N° 5455 (1). — Rapport de M. Darou, au nom de la commission des finances, sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Anciens combattants et victimes de la guerre).

N° 5456 (1). — Rapport de M. Francis Leenhardt, au nom de la commission des finances, sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Intérieur).

N° 5457 (1). — Rapport de M. Pineau, au nom de la commission des finances, sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires pour l'exercice 1953 (Défense nationale).

N° 5458 (1). — Rapport de M. Dorey, au nom de la commission des finances, sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Etats associés).

N° 5459 (1). — Proposition de résolution de M. Paul Reynaud tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour assurer la réparation des avaries et dommages occasionnés par la tempête et le raz de marée des 31 janvier et 1er février 1953 (renvoyée à la commission des finances).

(1) Tirage restreint.

Commission des finances.

Séance du lundi 2 février 1953.

Présents. — MM. Cristofol, Dagain, Ferry (Pierre), Gardey (Abel), Jacquet (Marc) (Seine-et-Marne), Lamps, Lanet (Joseph-Pierre) (Seine), Leenhardt (Francis), Meunier (Pierre) (Côte-d'Or), Palewski (Jean-Paul) (Seine-et-Oise), Pineau, Pluchet, Reynaud (Paul), Tinguy (de).

Suppléants. — M. Guérard (de M. Guy La Chambre), M. Liaufey (de M. Raffarin).

Assistaient en outre à la séance. — MM. Bouvier O'Cotereau, Minine, Tribouiet.

Convocations de commissions.

La commission des affaires économiques se réunira le mercredi 4 février 1953, à quinze heures (local de la commission n° 263):

I. — Rapport de M. Billiemaz sur le projet de loi (n° 4911) tendant à la ratification de l'accord de commerce signé le 12 juillet 1952 entre la France et Haïti.

II. — Rapports de M. Vals sur les projets de loi (nos 1406, 1795, 1799 et 1800) tendant à la ratification des décisions douanières concernant Madagascar, Saint-Pierre et Miquelon et les Etablissements français de l'Océanie.

III. — Communication de M. Gaumont sur les investissements dans les départements d'outre-mer.

La commission des affaires étrangères se réunira le mercredi 4 février 1953, à dix heures (local du 6e bureau):

I. — Communications du président.

II. — Examen d'une demande d'enquête sur la situation politique et économique de l'Allemagne, présentée par M. Maurice Faure.

III. — Examen de l'avis de M. Félix Gouin sur les projets de loi (nos 4158, 5187) portant ouverture de crédits en vue de l'assistance économique à la Yougoslavie.

IV. — Nomination du rapporteur du projet de loi (n° 5404) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier: 1° le traité instituant la communauté européenne de défense; 2° les accords de Bonn; 3° le protocole additionnel au traité de l'Atlantique-Nord et relatif aux engagements d'assistance des parties au traité de l'Atlantique-Nord envers les Etats membres de la communauté européenne de défense; 4° le traité entre le Royaume-Uni et les Etats membres de la communauté européenne de défense.

V. — Examen d'une demande d'avis de l'Assemblée de l'Union française sur le projet de loi portant ratification du traité instituant la communauté européenne de défense.

VI. — Questions diverses.

La commission de l'agriculture se réunira le mercredi 4 février 1953, à quinze heures (local de la commission n° 232):

I. — Nomination du rapporteur de la proposition de résolution (n° 5090) de M. Olmi (huile d'olive).

II. — Examen en deuxième lecture du budget annexe des prestations familiales agricoles.

III. — Examen en deuxième lecture de la loi de finances.

La commission des boissons se réunira le mercredi 4 février 1953, à neuf heures trente (local de la commission n° 232):

I. — Nomination du rapporteur de la proposition de résolution (n° 5065) de M. Tourné (caisse annexe de la viticulture).

II. — Examen des rapports:

De M. Quinson sur la proposition de loi (n° 5123) de M. Frédéric-Dupont (registres d'entrées et de sorties des détaillants);

De M. Seynat sur les propositions de loi (nos 4797 et 4806) de M. Fabre et de M. Seynat (art. 77 du code du vin).

La commission de la défense nationale se réunira (local de la commission n° 213):

1° Le mardi 3 février 1953, à neuf heures,

Examen en seconde lecture du budget militaire de l'exercice 1953.

2° Le mercredi 4 février 1953, à dix heures.

I. — Nomination de rapporteurs pour:

La proposition de loi (n° 5068) de M. Robert Manceau tendant à accorder la franchise postale pour l'envoi de colis aux militaires appelés;

La proposition de loi (n° 5336) de M. Bignon tendant à permettre d'accorder la Légion d'honneur à certains grands mutilés en service commandé.

II. — Nomination du rapporteur pour avis du projet de loi (n° 5404) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier: 1° le traité instituant la communauté européenne de défense; 2° la convention de Bonn; 3° le protocole additionnel au traité de l'Atlantique-nord; 4° le traité entre le Royaume-Uni et la communauté européenne de défense.

III. — Projets de décrets portant transferts de crédits militaires des exercices 1951 et 1952.

IV. — Rapport de M. de Monsabert sur sa proposition de résolution (n° 4588) tendant à la commémoration de la rentrée en guerre de l'armée française.

V. — Questions diverses.

La commission de l'éducation nationale se réunira le mercredi 4 février 1953, à quinze heures (local de la commission n° 262):

I. — Rapport de M. Gau sur la proposition de résolution (n° 4402) relative à la création de Jeux de l'Union française.

II. — Désignation de deux commissaires chargés de suivre les travaux de la commission des finances.

III. — Nomination de rapporteurs pour:

La proposition de loi (n° 1954) de Siefridt (gratuité de l'enseignement aux enfants sourds-muets et aveugles), en remplacement de M. Michaud;

La proposition de résolution (n° 2076) de M. Durroux (avantages postaux aux journaux scolaires), en remplacement de M. Vals;

La proposition de loi (n° 1904) de M. Jean-Paul David (décharge de classe des directeurs et directrices);

La proposition de résolution (n° 4979) de M. Penoy (grade de directeur d'école publique);

La proposition de résolution (n° 5019) de M. Viatte (commission de la recherche scientifique auprès du commissariat général au plan);

La proposition de loi (n° 5056) de M. Olmi (ordre des géomètres experts);

La proposition de résolution (n° 5092) de M. Desson (vente du livre français à l'étranger);

La proposition de loi (n° 5149) de M. Lanet (personnel d'enseignement technique des centres d'apprentissage);

La proposition de loi (n° 5243) de M. Signor (indemnité de sujétion aux professeurs des écoles normales primaires);

La proposition de loi (n° 5301) de M. Mabrut (transformation de l'école de plein exercice de médecine et de pharmacie de Clermont-Ferrand en faculté d'Etat);

La proposition de résolution (n° 5303) de M. Binot (professeurs stagiaires du second degré);

La proposition de loi (n° 5307) de M. Mabrut (indemnité de charges administratives pour les directeurs des centres d'apprentissage);

La proposition de résolution (n° 5369) de M. Gabriel Paul (indemnités au personnel des centres d'apprentissage publics).

IV. — Nomination de rapporteurs pour avis pour:

La proposition de loi (n° 3779) de M. Valabrègue (apprentissage dans l'artisanat);

La proposition de loi (n° 4389) de M. Caillet (ordre des experts comptables et des comptables agréés).

V. — Questions diverses.

La commission de la famille, de la population et de la santé publique se réunira le mercredi 4 février 1953 à onze heures (local de la commission n° 249):

I. — Nomination de rapporteurs pour:

La proposition de loi (n° 5398) de Mme Rabaté tendant à prendre d'urgence toute disposition pour assurer sans retard l'équipement d'hôpitaux de secours et notamment la création immédiate de 2.500 lits rendus nécessaires par l'épidémie de grippe sévissant dans la région parisienne;

La proposition de résolution (n° 5432) de Mme Lempereur tendant à inviter le Gouvernement à accorder l'allocation dite de salaire unique aux aveugles et grands infirmes qui perçoivent les prestations familiales du chef de la pension qui leur est allouée au titre de la loi du 2 août 1949.

II. — Rapport de Mme Rabaté sur sa proposition de résolution (n° 5278) tendant à inviter le Gouvernement à prendre en charge l'augmentation du taux de pension appliquée aux élèves sages-femmes et à rétablir le régime facultatif d'internat pour toutes les élèves, sans distinction, célibataires ou mariées, mères de famille ou non.

III. — Examen en deuxième lecture de la proposition de loi (nos 2389-1863) de MM. Cayeux et Taillade tendant à modifier et à compléter la loi du 1er octobre 1917 sur les débits de boissons, en ce qui concerne les enfants d'âge scolaire.

IV. — Rapport de M. Arbeltier sur la proposition de loi (n° 1748) de M. Albert Schmitt tendant à modifier l'ordonnance du 24 septembre 1945 relative à l'exercice et à l'organisation des professions de médecin, de chirurgien dentiste et de sage-femme, en faveur des praticiens de la médecine naturelle d'Alsace et de Lorraine pouvant faire valoir leurs droits acquis.

V. — Questions diverses.

VI. — Nomination du rapporteur de la proposition de résolution (n° 5256) de M. Klock sur la situation statutaire des agents des hospices civils de Strasbourg.

La commission des finances se réunira le mardi 3 février 1953 à seize heures (local de la commission des finances):

Avis du Conseil de la République sur le projet de loi (n° 4785) relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1953 (Equipement des services civils. — Investissements économiques et sociaux. — Réparation des dommages de guerre. — M. le rapporteur général.

Avis (n° 5453) sur le projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils pour l'exercice 1953 (Postes, télégraphes et téléphones. — Caisse nationale d'épargne). — M. Dagain, rapporteur.

La commission de l'intérieur se réunira le mercredi 4 février 1953, à seize heures (local de la commission n° 207):

I. — Nomination du rapporteur du projet de loi (n° 3395) (réglementation de l'usage des haut-parleurs), en remplacement de M. Guthmuller.

II. — Nomination de rapporteurs pour:

La proposition de loi (n° 5310) de M. Alfred Coste-Floret (intégration de certains agents de la mission diplomatique en Sarre);

La proposition de loi (n° 5343) de M. Deixonne (garanties disciplinaires des fonctionnaires de l'Etat);

La proposition de loi (n° 5362) de M. Rabier (extension à l'Algérie de la loi du 26 septembre 1951 accordant des bonifications aux fonctionnaires résistants);

La proposition de loi (n° 5363) de M. Marcel David (taxe vicinale).

III. — Rapport de M. Alfred Coste-Floret sur la pétition (n° 36).

IV. — Suite des rapports de M. Rabier sur:

Les projets de loi et la lettre rectificative (nos 1273, 3118 et 4425) portant extension à l'Algérie de diverses dispositions législatives);

Le projet de loi et le rapport repris (nos 4152 et 1981) relatifs aux conseils de prud'hommes en Algérie.

V. — Rapport de M. Gilbert Cartier sur la proposition de loi (n° 436) de M. Boulangé, sénateur (validation de services accomplis par les agents de préfecture).

VI. — Rapports de M. Quinson sur:

Le rapport repris et la proposition de résolution de M. Frédéric-Dupont (nos 1757 et 4109) (classement indiciaire des personnels de la police municipale);

La proposition de loi (n° 3317) de Mme de Lipkowski (régime des retraites des employés communaux);

Le projet et les propositions de loi (nos 1625, 1372 et 1382) de M. Ulver et de M. Debû-Bridel, sénateur (régime administratif de Paris et de la Seine).

VII. — Rapports de M. Haumesser sur:

Sa proposition de loi (n° 4334) (modifications à l'ordonnance du 23 novembre 1944 sur la justice musulmane);

La proposition de loi (n° 3785) de M. Mignot (responsabilité civile des communes);

Sa proposition de loi (n° 4333) (immeubles francisés en Algérie);

Sa proposition de loi et le projet de loi (nos 2723 et 3796) (création d'une caisse de retraites pour les officiers ministériels d'Algérie).

VIII. — Rapport supplémentaire de M. Haumesser sur le projet et sa proposition de loi (nos 4050 et 490) (statut des juges de paix d'Algérie).

IX. — Suite du rapport de M. Haumesser sur le projet de loi (n° 1599) (répression des débarquements irréguliers d'étrangers).

X. — Questions diverses.

La commission de la justice et de législation se réunira le mercredi 4 février 1953 (local de la commission n° 250).

1° A quatorze heures trente.

I. — Nomination de rapporteurs pour:

La proposition de loi (n° 5285) de M. Charret tendant à modifier l'article 20 de la loi du 1er septembre 1948 sur les loyers;

La proposition de loi (n° 5331) de M. Bertaud, sénateur, substituant les collectivités locales aux droits des occupants de locaux d'habitation dirigés par elles vers des maisons de retraite;

La proposition de loi (n° 5324) de M. Tinaud tendant à compléter la loi de 1931 sur le classement des justices de paix;

La proposition de loi (n° 5353) de M. Minjoz tendant à interdire la radiodiffusion, la télévision et la photographie des débats judiciaires;

La proposition de loi (n° 5113) de M. Jean-Paul David modifiant le rang des privilèges de l'Etat lorsqu'il s'exerce sur les bons de la caisse autonome de reconstruction.

II. — Nomination de rapporteurs pour avis pour:

La proposition de loi (n° 4962) de M. Vendroux tendant à faire bénéficier de l'article 13 de l'ordonnance du 4 décembre 1944 les agréés au tribunal de commerce;

La proposition de loi (n° 4944) de M. Lefranc modifiant l'article 5 bis de l'ordonnance de 1945 sur le statut du fermage;

La proposition de loi (n° 4945) de M. Lefranc modifiant l'article 23 de l'ordonnance de 1944 relative aux tribunaux paritaires.

III. — Rapport de M. Defos du Rau sur l'avis (n° 3155) du Conseil de la République concernant le projet de loi complétant le code pénal par un article 367.

IV. — Avis supplémentaire de M. Lefranc sur le rapport supplémentaire (n° 4969) de M. Halbout concernant la proposition de loi tendant à indemniser les commerçants, industriels et artisans de la perte de leur droit au bail.

V. — Rapport supplémentaire de M. Maurice Grimaud sur la proposition de loi (n° 2634) de M. Joseph Denais tendant à l'abrogation de l'article 3 de la loi du 16 novembre 1940 relative aux sociétés anonymes.

VI. — Rapport supplémentaire de M. Maurice Grimaud sur le projet de loi (n° 2239) modifiant l'article 224 du code pénal.

VII. — Rapport supplémentaire de M. Maurice Grimaud sur sa proposition de loi (n° 1701) complétant dans certains tribunaux le nombre des avoués nécessaires à la représentation des parties ayant des intérêts distincts.

VIII. — Rapport supplémentaire de M. Defos du Rau sur sa proposition de loi (n° 2214) tendant à interpréter l'article 194 du code d'instruction criminelle.

IX. — Deuxième rapport supplémentaire de M. Lacaze sur le projet de loi (n° 1431) portant modification de l'article 9 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 portant code de la nationalité française.

X. — Rapport supplémentaire de M. Lefranc sur le projet de loi (n° 3398) relatif aux biens, droits et intérêts sarrois mis sous séquestre en France.

XI. — Rapport supplémentaire de M. Duveau sur les propositions de loi relatives à l'amnistie.

XII. — Suite du rapport de M. Mignot sur:

Le rapport repris (n° 322) sur les propositions de loi relatives à la propriété commerciale;

La proposition de loi (n° 425) de M. Estradère tendant à modifier la loi du 30 juin 1926 sur la propriété commerciale.

XIII. — Rapport de M. Briffod sur: 1° la proposition de loi (n° 1136) de M. Minjoz tendant à instituer la procédure des demandes en revision des arrêts rendus par la Haute Cour de justice; 2° la proposition de loi (n° 879) de M. Isorni tendant à modifier l'article 444 du code d'instruction criminelle relatif aux demandes en revision et aux indemnités aux victimes d'erreurs judiciaires.

2° A seize heures trente.

I. — Audition de M. Martineau-Déplat, garde des sceaux, ministre de la justice, sur l'avis du Conseil de la République concernant la proposition de loi relative aux ventes d'immeubles par appartements.

II. — Rapport de M. Minjoz sur l'avis (n° 5327) du Conseil de la République concernant la proposition de loi tendant à instituer un droit de retrait au profit des locataires ou occupants en cas de vente d'immeubles par appartements et à modifier la loi du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel.

La commission de la marine marchande et des pêches se réunira le mercredi 4 février 1953 (local de la commission n° 220):

1° A quatorze heures trente.

I. — Désignation d'un commissaire chargé de suivre les travaux de la commission des finances.

II. — Nomination de rapporteurs pour:

La proposition de loi (n° 5358) de M. René Schmitt tendant à uniformiser la situation des officiers de la marine nationale et celle des capitaines au long cours qui ont été promus administrateurs de l'inscription maritime;

La proposition de loi (n° 5366) de M. Cermolacce tendant à la revalorisation des indemnités d'assurances dues aux inscrits maritimes pour perte d'équipement par suite d'événements de mer.

III. — Examen des rapports:

De M. Louis Michaud, sur le projet de loi (n° 4816) tendant à valider, pour la pension sur la caisse de retraites des marins, la durée d'un mandat parlementaire rempli par un inscrit maritime;

De M. Pantaloni, sur le refus d'homologation (n° 4220) d'une décision de l'Assemblée algérienne relative à l'institution d'un système d'allocations familiales au profit des marins pêcheurs artisans.

IV. — Echange de vues sur le projet de loi (n° 5218) concernant l'institution de recettes au profit de l'établissement national des invalides de la marine.

2° A quinze heures trente.

Audition de M. Ramarony, secrétaire d'Etat à la marine marchande, sur le projet de loi (n° 5218) concernant l'institution de recettes au profit de l'établissement national des invalides de la marine.

La commission des moyens de communication et du tourisme se réunira le mercredi 4 février 1953, à quinze heures trente (local de la commission n° 211):

I. — Nomination de rapporteurs pour:

La proposition de résolution (n° 5388) de M. Mouton tendant à effectuer sans délais la reconstruction du pont ferroviaire de la ligne Arles-Lunel sur le Rhône, à Arles;

La proposition de résolution (n° 5388) de M. Cherrier tendant à maintenir le service voyageurs sur la ligne Bourges-Cosne;

La proposition de résolution (n° 612) de M. Albert Schmitt tendant à prendre les mesures nécessaires avec la Société nationale des chemins de fer français en vue de créer à Strasbourg une direction générale de la Société nationale des chemins de fer français, en remplacement de M. Lemaire.

II. — Désignation de trois commissaires chargés de suivre les travaux de la commission des finances.

III. — Rapport de M. Dufour sur la proposition de loi (n° 3507) de M. Morx tendant à faire bénéficier d'une réduction de 50 p. 100 sur les tarifs de la Société nationale des chemins de fer français tous les malades hospitalisés dans les établissements de cure ou de soins, ou à défaut un membre de leur famille leur rendant visite.

IV. — Rapport de M. Le Sénéchal sur le projet de loi (n° 4924) tendant à augmenter par la perception de taxes sur les transports par navigation intérieure, les dotations de l'Etat à l'amélioration et à la modernisation des voies navigables.

V. — Rapport de M. Sibué sur la proposition de résolution (n° 4661) tendant à abroger l'arrêté du 24 mars 1943 et à remettre en vigueur le décret du 2 août 1938 relatif à la suppléance électrique des receveurs distributeurs.

VI. — Questions diverses.

La commission des pensions se réunira le mercredi 4 février 1953 à quinze heures (local de la commission n° 266):

I. — Nomination de rapporteurs pour:

La proposition de loi (n° 4985) de M. Buron tendant à compléter l'article 64 de la loi du 20 septembre 1948;

La proposition de loi (n° 5055) de M. Tourné tendant à relever les honoraires des médecins experts des pensions;

La proposition de loi (n° 5101) de M. Patinaud tendant à allouer un pécule aux anciens combattants prisonniers de guerre 1914-1918;

Le projet de loi (n° 5183) relatif à l'entrée en compte dans les pensions de retraite de certains services militaires accomplis au cours des années 1938-1939 par des militaires de réserve;

La proposition de loi (n° 5271) de M. Guislain tendant à dédommager des dommages et pertes de biens les déportés et internés de la guerre 1914-1918;

La proposition de loi (n° 5279) de M. Jean-Paul Palewski tendant à compléter l'article 35 de la loi du 20 septembre 1948;

La proposition de loi (n° 5292) de M. Devémy tendant à réserver les droits de certaines veuves de pensionnés à l'allocation de la loi du 8 août 1950, en cas d'existence d'enfants mineurs d'un premier lit;

La proposition de loi (n° 5293) de M. Devémy tendant à permettre le mélange des avantages familiaux auxquels ont droit les divers enfants d'une même famille;

La proposition de loi (n° 5294) de M. Devémy tendant à reporter sur la tête des orphelins mineurs d'un premier lit la reversion de la pension de leur père, si la mère, remariée et redevenue veuve, perçoit, du fait de son second mari, une pension de retraite;

La proposition de loi (n° 5295) de M. Devémy tendant à revaloriser la rente allouée par la loi du 8 août 1950 à certaines veuves de pensionnés;

La proposition de loi (n° 5297) de M. Devemy tendant à accorder à la veuve de guerre dont la pension est partagée avec des enfants d'un premier lit, la majoration prévue à l'article 29 de la loi du 31 mars 1919;

La proposition de loi (n° 5299) de M. Devémy tendant à accorder une pension au taux normal à tous les enfants d'invalides et de mutilés décédés par suite de leurs blessures;

La proposition de loi (n° 5302) de M. Devémy concernant le payement aux directeurs des centres d'apprentissage public des mêmes indemnités que celles allouées à certains personnels des établissements d'enseignement relevant de l'éducation nationale;

La proposition de loi (n° 5329) de M. Le Coutalier tendant à compléter l'article 50 de la loi du 20 septembre 1948;

La proposition de loi (n° 5330) de M. Le Coutalier tendant à compléter les articles 32, 34 et 37 de la loi du 20 septembre 1948.

II. — Rapport de M. Bignon sur la proposition de loi (n° 2254) de M. Hénault tendant à proroger le délai pour le dépôt de demandes de prêts aux anciens combattants volontaires de la Résistance.

III. — Rapport de M. Guislain sur sa proposition de loi (n° 3957) tendant à satisfaire en quatre ans les droits des anciens combattants et victimes de la guerre.

IV. — Questions diverses.

La commission de la production industrielle se réunira le mercredi 4 février 1953 à dix heures (local de la commission n° 261):

I. — Constitution des sous-commissions.

II. — Rapport supplémentaire de M. Coutant sur la proposition de loi (n° 2513) de M. Gazier relative à la caisse nationale de l'énergie.

III. — Nomination du rapporteur pour avis de la proposition de résolution (n° 5232) de M. Manceau relative à l'industrie du textile et du cuir.

IV. — Communication de M. Bouvier O'Cottereau sur la proposition de loi (n° 700) de M. Gaborit relative aux articles 10 et 12 de la loi sur la nationalisation de l'électricité.

V. — Questions diverses.

La commission de la reconstruction et des dommages de guerre se réunira le jeudi 5 février 1953 à dix heures trente (local de la commission n° 208):

I. — Nomination éventuelle du rapporteur du projet de loi sur la construction.

II. — Rapport de M. Jean Guitton sur la proposition de résolution (n° 4454) de M. Notebart concernant le règlement prioritaire des dommages de guerre acquis par les collectivités locales ou offices d'habitation à loyer modéré.

III. — Rapport de M. Crouzier sur la proposition de loi (n° 4510) de M. Frédéric-Dupont modifiant les conditions d'octroi des prêts effectués par le Crédit foncier.

IV. — Rapport de M. René Schmitt sur les propositions de loi tendant à modifier la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre.

V. — Questions diverses.

La commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions se réunira le jeudi 5 février 1953, à dix heures (local de la commission n° 249):

I. — Examen de pétitions.

II. — Audition de M. Paul Coste-Floret, ministre d'Etat, sur la position du Gouvernement à l'égard de la revision constitutionnelle en cours.

III. — Examen des déclarations du ministre.

IV. — Rapport de M. Prélot sur le renouvellement du comité constitutionnel.

V. — Rapport de M. Minjoz sur la proposition de résolution (n° 5206) de M. Paul Reynaud tendant à la création, en vertu de l'article 14, alinéa 4, du règlement, d'une commission de coordination pour l'étude des questions relatives à la communauté européenne du charbon et de l'acier.

VI. — Questions diverses.

VII. — Suite de la discussion du rapport de M. Defos du Rau sur la revision de la Constitution (art. 11).

La commission des territoires d'outre-mer se réunira le mercredi 4 février 1953, à quinze heures (local de la commission n° 254):

I. — Nomination de rapporteurs pour:

Le projet de loi (n°s 1212, 4882) relatif à la constatation des infractions à la réglementation minière et à la protection des exploitations minières productrices de substances minérales précieuses dans les territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun, en remplacement de M. Caillavet;

Le projet de loi (n°s 1576, 4814) modifiant la loi du 1er mars 1950 portant suppression de la cour de justice de l'Indochine, en remplacement de M. Bettencourt;

La proposition de résolution (n° 5372) de M. Conombo tendant à inviter le Gouvernement à prospecter les territoires d'outre-mer pour établir une carte de climatothérapie et d'hydrologie climatique en vue de la création de sanatoria, préventoria, centres de cure et postcure.

II. — Nomination de rapporteurs pour avis pour:

La proposition de résolution (n° 4102) de M. Buron tendant à inviter le Gouvernement à envisager pour 1953, et tous les deux ans à partir de cette date, la création de Jeux de l'Union française, permettant d'établir des compétitions sportives régulières entre les différents Etats et territoires de l'Union française;

La proposition de loi (n° 5121) de M. Frugier portant création d'un Institut du riz.

III. — Désignation de deux membres titulaires et de deux membres suppléants pour le conseil supérieur du travail de la France d'outre-mer.

IV. — Désignation de deux membres du comité de contrôle de l'émission pour l'Afrique équatoriale française et le Cameroun et de deux membres du comité de contrôle de l'émission pour les départements d'outre-mer.

V. — Rapports de M. Juglas sur:

Le projet de loi (n° 3778) portant additions et modifications à l'ordonnance du 5 mai 1945 instituant l'ordre national des pharmaciens et étendant aux territoires d'outre-mer et territoires sous tutelle l'application de la présente ordonnance ainsi modifiée;

Le projet de loi (n° 3779) portant extension aux territoires d'outre-mer et territoires sous tutelle de la loi validée et modifiée du 11 septembre 1941 sur l'exercice de la pharmacie.

VI. — Rapport de M. Duveau sur l'avis du Conseil de la République (n° 3913) sur le projet de loi tendant à la modification des dispositions relatives à l'organisation transitoire de la justice à Madagascar et dépendances et aux Comores.

VII. — Questions diverses.

La commission du travail et de la sécurité sociale se réunira le mercredi 4 février 1953, à seize heures (local de la commission n° 261):

I. — Nomination du rapporteur du projet et de la proposition de loi (n°s 1816 et 4020) de M. Valentino (prestations familiales des départements d'outre-mer), en remplacement de M. Boutbien, démissionnaire.

II. — Nomination de rapporteurs pour:

La proposition de résolution (n° 5315) de M. Boisdé (prestations familiales des travailleurs non salariés);

La proposition de résolution (n° 5321) de M. Cogniot (psychotechnique);

La proposition de loi (n° 5356) de M. Boscary-Monsservin (sécurité sociale des étudiants).

III. — Suite du rapport de M. Gazier sur les propositions de loi (n°s 1963 et 3790) de M. Henri Meck et de M. Gazier (comités d'entreprise).

IV. — Suite du rapport de Mme Francine Lefebvre sur la proposition de loi (n° 3971) de M. Moisan (conseils supérieurs de prud'hommes).

V. — Rapport de M. Duquesne sur le projet de loi (n° 1131) (convention sur les travailleurs migrants).

VI. — Rapport de M. Duquesne sur le projet de loi (n° 1341) (convention sur le travail de nuit des femmes).

VII. — Rapport de M. Duquesne sur le projet de loi (n° 1116) (traité de travail franco-néerlandais).

VIII. — Rapport de M. Duquesne sur le projet de loi (n° 3366) (accord d'établissement franco-italien).

IX. — Rapport de M. Duquesne sur le projet de loi (n° 4052) (convention de sécurité sociale franco-monégasque).

X. — Questions diverses.

Réunions des commissions du mardi 3 février 1953.

Commission de la défense nationale, à neuf heures. — Local n° 213.

Commission des finances, à seize heures. — Local de la commission.

Sous-commission des immunités parlementaires, à dix heures. — Local n° 230.

Rectification

au compte rendu in extenso *de la 3e séance du 27 janvier 1953.*

Dans le scrutin (n° 1511) sur l'ensemble de l'amendement de M. Masson à la proposition sur les crimes de guerre:

M. Notebart, porté comme « n'ayant pas pris part au vote », déclare avoir voulu voter « contre ».

CONSEIL DE LA REPUBLIQUE

ANNÉE 1953

Ordre du jour du mardi 3 février 1953.

A neuf heures trente. — 1re SÉANCE PUBLIQUE

1. — Suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1953 (Equipement des services civils. — Investissements économiques et sociaux). — Réparations des dommages de guerre). (N°s 32 et 44, année 1953. — MM. Jean Berthoin, Pellenc et Bousch, rapporteurs; et n° 74, année 1953. — Avis de la commission de l'agriculture. — M. Driant, rapporteur; et n° 69, année 1953. — Avis de la commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales. — M. Rochereau, rapporteur; et n° 79, année 1953. — Avis de la commission de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs. — M. Canivez, rapporteur; et n° 47, année 1953. — Avis de la commission de la production industrielle. — M. Longchambon, rapporteur; et n° 80, année 1953. — Avis de la commission de la reconstruction et des dommages de guerre. — M. Malécot, rapporteur; et n° 75, année 1953. — Avis de la commission de la France d'outre-mer. — M. Razac, rapporteur.)

2. — Discussion du projet de loi de finances pour l'exercice 1953, adopté par l'Assemblée nationale. (N°s 48 et 73, année 1953. — M. Jean Berthoin, rapporteur général; et n° , année 1953. — Avis de la commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie). — M. N..., rapporteur; et n° , année 1953. — Avis de la commission de l'agriculture. — M. Dulin, rapporteur; et n° , année 1953. — Avis de la commission de la défense nationale. — M. Maroselli, rapporteur.)

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant fixation du budget annexe des prestations familiales agricoles pour l'exercice 1953. (N°s 59 et 76, année 1953. — M. Martial Brousse, rapporteur; et n° , année 1953. — Avis de la commission de l'agriculture. — M. N..., rapporteur.)

A quatorze heures trente. — RÉUNION DANS LES BUREAUX

Nomination d'une commission de six membres chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République (n° 5, année 1953).

A quinze heures. — 2e SÉANCE PUBLIQUE

1. — Suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1953 (Equipement des services civils. — Investissements économiques et sociaux. — Réparations des dommages de guerre). (N°s 32 et 44, année 1953. — MM. Jean Berthoin, Pellenc et Bousch, rapporteurs; et n° 74, année 1953. — Avis de la commission de l'agriculture. — M. Driant, rapporteur; et n° 69, année 1953. — Avis de la commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales. — M. Rochereau, rapporteur; et n° 79, année 1953. — Avis de la commission de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs. — M. Canivez, rapporteur; et n° 47, année 1953. — Avis de la commission de la production industrielle. — M. Longchambon, rapporteur; et n° 80, année 1953. — Avis de la commission de la reconstruction et des dommages de guerre. — M. Malécot, rapporteur; et n° 75, année 1953. — Avis de la commission de la France d'outre-mer. — M. Razac, rapporteur.)

2. — Discussion du projet de loi de finances pour l'exercice 1953, adopté par l'Assemblée nationale (Nos 48 et 73, année 1953. — M. Jean Berthoin, rapporteur général; et no , année 1953. — Avis de la commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie). — M. N..., rapporteur; et no année 1953. — Avis de la commission de l'agriculture. — M. Dulin, rapporteur; et no , année 1953. — Avis de la commission de la défense nationale. — M. Marosell, rapporteur.)

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant fixation du budget annexe des prestations familiales agricoles pour l'exercice 1953. (Nos 59 et 76, année 1953. — M. Martial Brousse, rapporteur; et no , année 1953, avis de la commission de l'agriculture. — M. N..., rapporteur.)

Documents mis en distribution le mardi 3 février 1953.

No 49. — Rapport de M. de Geoffre sur la proposition de loi tendant à créer un comité interprofessionnel des vins du pays nantais.

No 50. — Rapport de M. Jean Durand sur la proposition de loi tendant à créer le conseil interprofessionnel des vins de la région de Bergerac.

No 51. — Rapport de M. Le Bot sur la proposition de loi tendant à modifier les articles 14 et 18 de la loi relative à l'ordre des vétérinaires.

No 76. — Rapport de M. Martial Brousse sur le projet de loi portant fixation du budget des prestations familiales agricoles.

Nomination d'un membre d'une commission extraparlementaire.

Dans sa séance du 2 février 1953, le Conseil de la République a nommé M. Le Gros membre de la commission spéciale de classement aux emplois réservés de médecins, pharmaciens, chirurgiens dentistes ou vétérinaires (application de l'article 6 de la loi du 12 août 1933, de la loi no 46-2368 du 26 octobre 1946 et de la loi no 50-1006 du 19 août 1950).

Commission de l'agriculture.

Séance du lundi 2 février 1953.

Présents. — MM. Bels, Capelle, Driant, Dulin, Durieux, Le Léannec, de Raincourt.

Suppléant. — M. Perdereau.

Excusés. — MM. Jean Durand, Robert Gravier, Pinsard, de Pontbriand.

Commission des moyens de communication, des transports et du tourisme.

Séance du lundi 2 février 1953.

Présents. — MM. Aubert, Bels, Bertaud, Glauque, Laingo (Rallijaona), de Menditte, Perdereau.

Excusés. — MM. Bouquerel, Chevallier (Paul), Dubois (René), Masson (Hippolyte), Pinton, Soldani.

Commission de la production industrielle.

Séance du lundi 2 février 1953.

Présents. — MM. Armengaud, Barret (Charles), Bousch, Cornat (Henri), Alexis Jaubert, Villoutreys (de).

Suppléant. — M. Coudé du Foresto.

Excusés. — MM. Ferrant, de Lachomette, Longchambon, Pinchard (Raymond), Radius, Tharradin, Vanrullen.

Commission de la reconstruction et des dommages de guerre.

Séance du lundi 2 février 1953.

Présents. — MM. André (Louis), Canivez, Chochoy, Denvers, Dupic, Jaouen (Yves), Laniel (René), Le Léannec, Lemaître (Claude), Malécot, Séné, Tellier (Gabriel), Mme Thome-Patenôtre (Jacqueline).

Convocation de commission.

La commission des boissons se réunira le mercredi 4 février 1953, à quatorze heures trente (local no 214, salle Jules-Méline):

Examen du rapport de M. Grégory sur la proposition de loi (no 587, année 1952) tendant à créer un comité national interprofessionnel d'exportation des vins de consommation courante et des vins délimités de qualité supérieure.

Convocation de la conférence des présidents.

La conférence constituée conformément à l'article 32 du règlement (vice-présidents du Conseil de la République, présidents des commissions et présidents des groupes d'au moins onze membres) est convoquée par M. le président pour le jeudi 5 février 1953, à quatorze heures trente, au local no 213.

Erratum

au Journal officiel (*Lois et décrets*) *du 17 janvier 1953.*

Page 595, 2e colonne, 15e ligne, au lieu de: « M. Reveillaud », lire: « M. Varlot ».

Réunions de commissions du mardi 3 février 1953.

1er bureau, à quatorze heures trente. — Local no 215.

2e bureau, à quatorze heures trente. — Local no 201.

3e bureau, à quatorze heures trente. — Local no 207.

4e bureau, à quatorze heures trente. — Local no 202.

5e bureau, à quatorze heures trente. — Local no 217.

6e bureau, à quatorze heures trente. — Local no 221.

Commission de l'agriculture, à neuf heures trente. — Local no 214.

Commission de l'intérieur, à onze heures. — Local no 221.

Commission du travail et de la sécurité sociale, à quatorze heures quinze. — Local no 213.

INFORMATIONS

RELATIVES

A L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE

ANNÉE 1953

Ordre du jour du mardi 3 février 1953.

A quinze heures. — SÉANCE PUBLIQUE

1. — Vérification des pouvoirs, 4e bureau. — Désignation des conseillers de l'Union française par l'Etat associé du Viet-Nam. (M. Léger, rapporteur.)

2. — Examen d'une demande de désignation d'une mission d'information présentée par la commission de politique générale.

3. — Discussion de la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, portant réorganisation de la chambre de commerce de la Nouvelle-Calédonie et dépendances. (Nos 331, année 1952, et 18, année 1953. — M. Loste, rapporteur.)

4. — Discussion de la proposition de MM. Bégarra, Belabed, Chekkal Daho, Lechani, Piéri, Alduy et des membres du groupe socialiste S. F. I. O. et apparentés, tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret du 4 mars 1950 fixant la composition du comité directeur du fonds de progrès social de l'Algérie, afin d'inclure un conseiller de l'Union française. (Nos 216, année 1952, et 17, année 1953. — M. Thomas, rapporteur.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le mardi 3 février 1953.

N° 20 (1). — Demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, abrogeant le décret du 30 mai 1899 relatif à la fabrication, à la vente et à l'introduction du sel dans les Etablissements français dans l'Inde (renvoyée à la commission des affaires économiques).

N° 21 (1). — Demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, portant relèvement du montant des successions vacantes qui peuvent après cinq ans être portées en recettes au budget local des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer (renvoyée à la commission des affaires financières).

N° 22 (1). — Demande d'avis transmise par le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, portant modification de l'article 68 du code de procédure civile applicable dans les Etablissements français dans l'Inde (renvoyée à la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales).

N° 23 (1). — Rapport, par M. Héline, au nom de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer, sur la proposition (n° 69, année 1952) de M. Borrey tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles en vue de la restauration du palais de Versailles.

N° 25. — Rapport, par M. Galimand, au nom de la commission des affaires financières, sur la proposition (n° 347, année 1952) de M. Randretsa tendant à demander au Gouvernement de la République: 1° d'étudier la situation financière à Madagascar; 2° de mettre à la charge de l'Etat certaines indemnités attribuées au personnel non ressortissant du territoire.

NOTA. — (1) Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les conseillers de l'Union française le 2 février 1953.

AVIS ET COMMUNICATIONS

Ministères des finances, du budget et des affaires économiques.

Avis relatif au tirage de la cinquième tranche de la loterie nationale 1953.

Le tirage de la cinquième tranche de la loterie nationale 1953 aura lieu le mercredi 4 février 1953, à vingt heures trente, en présence du public.

Ministère des travaux publics, des transports et du tourisme.

Tableau des chômages proposés pour l'année 1953 sur les voies navigables (canaux et rivières).

Le présent tableau des chômages pour l'année 1953 est publié au *Journal officiel* pour permettre à tous les intéressés de présenter leurs observations avant la réunion plénière de la commission des chômages. Aucune observation ou réclamation ne pourra être retenue si elle n'est pas formulée dans un délai de vingt jours à dater de la présente publication. Toutes les communications doivent être adressées à M. l'inspecteur général Dutaret, président de la commission des chômages, 246, boulevard Saint-Germain, Paris (7e).

Le texte ci-dessous ne mentionne que les voies sur lesquelles des chômages sont proposés. Aucun chômage n'est envisagé sur les voies ou sections de voies non mentionnées.

1° Voies navigables du Nord, du Pas-de-Calais et de la Somme.

Canal de Neuffossé: ascenseur des Fontinettes (vingt-sept jours, du 29 juin au 26 juillet). La navigation se poursuivra par l'écluse d'écluses.

Canal de Bourbourg: écluse du Jeu de Mail (quinze jours, du 1er juillet au 16 juillet).

Canal de Calais: bief aval (sept jours, du 29 juin au 6 juillet).

Canal d'Ardres (quatre mois, du 1er mai au 1er septembre).

Scarpe supérieure (vingt et un jours, du 1er juin au 22 juin). Tous les biefs seront maintenus en eau.

Scarpe inférieure: écluse de Fort de Scarpe (quinze jours, du 1er juin au 16 juin).

Dérivation de la Scarpe autour de Douai:

a) Ecluse double de Courchelettes (treize jours, du 1er juin au 14 juin). La navigation ne sera pas interrompue.

b) Ecluse double de Dorignies (douze jours, du 1er juin au 13 juin). La navigation ne sera pas interrompue.

Canal de la Somme:

a) Ecluse de Ham inférieure (vingt jours, du 1er juillet au 21 juillet). Abaissement du petit bief de Ham.

b) Ecluse de Frise inférieure (vingt jours, du 1er juillet au 21 juillet). Abaissement du bief de Frise inférieure.

c) Ecluse de Cappy (vingt jours, du 1er juillet au 21 juillet). Abaissement du bief de Cappy à Froissy.

d) Ecluse de Froissy (vingt jours, du 1er juillet au 21 juillet).

e) Ecluse de Corbie (vingt jours, du 1er juillet au 21 juillet).

f) Ecluse de Montières (vingt jours, du 1er juillet au 21 juillet).

g) Ecluse de Long (vingt jours, du 1er juillet au 21 juillet).

2° Lignes de la Belgique à Paris.

Aisne canalisée: écluse de Villeneuve-Saint-Germain (quinze jours, du 1er juillet au 16 juillet). Pas de baisse du plan d'eau.

Canal des Ardennes (quinze jours, du 15 juillet au 30 juillet). Bief à maintenir en eau: bief du Chesne.

Canal latéral à l'Aisne:

a) De Vieux-les-Asfeld à Berry-au-Bac (quinze jours, du 15 juillet au 30 juillet).

b) De Bourg et Comin à Celles (quinze jours, du 1er juillet au 16 juillet).

Sambre canalisée: écluse et bief des Etoquies (sept jours, du 1er juin au 8 juin).

Canal de la Sambre à l'Oise:

a) Des Etoquies à Landrecies (sept jours, du 1er juin au 8 juin). Vidange du bief.

b) D'Ors à l'Abbaye (sept jours, du 1er juin au 8 juin). Baisse du bief d'Ors.

c) D'Etreux (écluse n° 3) à Origny-Sainte-Benoite (dix-neuf jours, du 26 mai au 14 juin). Vidange des biefs n° 3 et n° 7 d'Etreux, d'Hannapes, nos 15 et 16 de Tupigny et n° 25 de Bernot. Baisse du plan d'eau des biefs nos 17 et 18 de Grand-Verly et de Macquigny.

3° Seine et canaux annexes.

Canal de la Haute-Seine: de Marcilly à Méry (trente jours, du 1er juin au 1er juillet).

Seine:

a) Bief de Marolles (trente jours, du 1er juin au 1er juillet).

b) Bief de la Grande-Bosse (trente jours, du 1er juin au 1er juillet).

Canal de l'Ourcq: de Mareuil à la Ferté-Milon (quarante-cinq jours, du 11 mai au 25 juin).

4° Voies navigables de l'Est.

Canal de l'Est (branche Nord):

a) Dans le département des Ardennes (vingt et un jours, du 15 juillet au 5 août). Biefs à maintenir en eau: biefs des Quatre-Cheminées, de Ham, Saint-Nicolas, Orzy, Levrézy, Joigny, Montey, Mézières, Romery, Villiers et Alma.

b) Dans le département de la Meuse (trente jours, du 15 juillet au 14 août). Biefs à maintenir en eau: biefs de Jaindopre, Sorcy, Vadonville, Han, Kœurs, Troyon, Verdun, Consenvoye, Liny et Pouilly.

Canal de l'Est (branche Sud):

a) De Pierre-la-Treiche à Pont-Saint-Vincent (trente jours, du 4 juillet au 3 août). Le bief de Valcourt sera maintenu en eau.

b) De Socourt à Ambléville (trente jours, du 15 juillet au 14 août). Biefs à maintenir en eau de l'écluse n° 38 versant Saône à l'écluse n° 46 versant Saône.

Marne (vingt et un jours, du 1er septembre au 22 septembre).

Canal de la Marne à la Saône: du P. K. 100 au P. K. 224 (vingt et un jours, du 18 mai au 8 juin). Biefs à maintenir en eau: de Rolampont à Chanoy, du Château à la Croix-Rouge, de Lalou à Licey et de Renève à Cheuge.

Canal du Rhône au Rhin:

a) De Strasbourg (écluse n° 85) à Illfurth (trente et un jours, du 1er juin au 2 juillet). Biefs à maintenir en eau: biefs 31/32, 32/33, 34/35 et 4/41/42.

b) D'Illfurth à Bourogne (quinze jours, du 14 juin au 29 juin).

c) De Bourogne à Dole (vingt et un jours, du 9 juin au 30 juin).

d) De Dole à Saint-Symphorien (huit jours, du 22 juin au 30 juin).

Canal de Huningue (trente et un jours, du 1er juin au 2 juillet).

Canal de Colmar (trente et un jours, du 1er juin au 2 juillet).

Canal de Montbéliard à la Haute-Saône (huit jours, du 14 juin au 22 juin).

Saône. de Corre à Gray (vingt et un jours, du 20 juillet au 10 août).

5° *Voies navigables du Centre.*

Canal du Berry (dix jours, du 16 juillet au 26 juillet).

Cher canalisé (quatorze jours, du 31 août au 14 septembre).

Canal de Bourgogne:

a) De l'écluse n° 72 versant Yonne à l'écluse n° 9 versant Saône (un mois, du 1er juin au 1er juillet).

b) De l'écluse n° 9 versant Saône à l'écluse n° 37 versant Saône et écluse n° 58 versant Saône (quinze jours, du 11 juin au 26 juin).

Canal de Briare (vingt-cinq jours, du 15 juillet au 9 août). Biefs à maintenir en eau: biefs de partage de Dammarie, de la Picardie, du Moulin-Brûlé, de Briquemault, de Gazon et de Châtillon.

Canal du Loing (vingt-cinq jours, du 15 juillet au 9 août). Biefs à maintenir en eau: biefs de Cepoy, des Vallées, de Montabon, de Retourné et de Néronville.

Loire (2e section): bief navigable de Decize (vingt-cinq jours, du 15 juillet au 9 août).

Canal latéral à la Loire (vingt-cinq jours, du 15 juillet au 9 août). Biefs à maintenir en eau: biefs de la Bèbre, des Bessais, de Beaulon, du Clos-du-May, des Rosières, des Cailloux, des Vanneaux, de l'Huilerie, de la Motte, de Saulx, de l'Acolin et de l'Abron.

Canal du Nivernais:

a) De l'origine en Loire à l'écluse n° 1, de Baye (trente jours, du 15 juillet au 14 août);

b) De l'écluse n° 1, de Baye, à l'écluse du Batardeau, à Auxerre (trente jours, du 1er juin au 1er juillet).

Yonne:

a) D'Auxerre à Sens (trente jours, du 1er juin au 1er juillet).

b) De Sens à Montereau (vingt et un jours, du 10 juin au 1er juillet).

6° *Voies navigables du Midi.*

Canal d'Arles à Bouc: écluse de Fos (trente jours, du 13 avril au 13 mai).

Baïse:

a) Dans le département de Lot-et-Garonne (quinze jours, du 1er juillet au 16 juillet);

b) Dans le département du Gers (quatorze jours, du 15 juillet au 29 juillet).

Isle canalisée (un mois, du 1er août au 1er septembre).

Canal du Midi (quatorze jours, du 13 avril au 27 avril).

Canal latéral à la Garonne (quatorze jours, du 22 juin au 6 juillet).

7° *Voies navigables de l'Ouest.*

Canal du Blavet (trente jours, du 17 août au 16 septembre).

Canal d'Ille et Rance (trente jours, du 17 août au 16 septembre).

Mayenne (trente jours, du 17 août au 16 septembre).

Canal de Nantes à Brest (trente jours, du 17 août au 16 septembre).

Sarthe (trente jours, du 17 août au 16 septembre).

Loir:

a) Dans le département de Maine-et-Loire (trente jours, du 15 juin au 15 juillet):

b) Dans le département de la Sarthe (trente jours, du 15 juillet au 14 août).

L'Oudon (trente jours, du 17 août au 16 septembre).

Thouet (quinze jours, du 15 septembre au 30 septembre).

Canal de la Dive (trente jours, du 1er août au 31 août).

Vilaine: de Cesson à Redon (trente jours, du 17 août au 16 septembre).

Sèvre Niortaise: écluse de la Sotterie (quinze jours, du 16 septembre au 1er octobre).

TARIFS DE TRANSPORT
SUR LES CHEMINS DE FER D'INTERET GENERAL

1° *Propositions de tarifs de transport présentées à l'homologation ministérielle.*

La Société nationale des chemins de fer français, d'accord avec les chemins de fer fédéraux allemands, a fait part à l'administration supérieure de son intention de mettre en vigueur, le 10 février 1953, un tarif international pour le transport, à petite vitesse, des combustibles minéraux de certaines gares françaises à destination des gares du chemin de fer fédéral allemand.

Ce tarif est déposé dans les gares intéressées où le public peut, sur sa demande, en prendre connaissance.

(*Paris, le 31 janvier 1953.*)

La Société nationale des chemins de fer français a soumis à l'homologation ministérielle la proposition de mettre en vigueur, à partir du 8 février 1953, un tarif international pour le transport par wagon complet des ardoises pilées ou en poudre entre Rimogne et les points frontières belgo-néerlandais d'Essen, Achel et Visé.

Ce tarif est déposé dans les gares intéressées où le public peut, sur sa demande, en prendre connaissance.

(*Paris, le 3 février 1953.*)

La Société nationale des chemins de fer français a soumis à l'homologation ministérielle la proposition d'insérer un chapitre 5 dans le tarif n° 30 et de modifier ledit tarif et le recueil T. A. comme il est indiqué ci-après:

TARIF N° 30

Marchandises de valeur.

CHAPITRE 1er. — Société nationale des chemins de fer français.

Marchandises de valeur accompagnées, désignées ci-après:

Œuvres d'art, or, papiers-valeur, perles fines, pierres précieuses, platine, substances radioactives (+), titres,

. . . . . .

(Le reste sans changement.)

CHAPITRE 5. — Région Est.

Marchandise de valeur non accompagnée, désignée ci-après:

Or, de Paris-Est à Bâle (et vice versa), par expédition d'au moins 100 kg. — Prix prévu au n° 5242 du recueil T. A.

CONDITIONS D'APPLICATION COMMUNES AUX CHAPITRES 1er ET 5

I. — *Acceptation des transports à l'expédition.*

Les prix et conditions du présent tarif ne sont applicables que si l'expéditeur en a revendiqué expressément l'application sur la déclaration d'expédition par la mention « Tarif n° 30 » suivie de l'indication du chapitre à appliquer.

Les débours et les remboursements ne sont pas admis.

Transport. — Taxe. — Livraison.

Le transport est effectué par les trains de voyageurs désignés par l'expéditeur, sous réserve de l'accord préalable du chemin de fer; la taxe est calculée d'après la distance correspondant à l'itinéraire suivi par ces trains.

Les délais de transport sont déterminés d'après l'horaire de ces mêmes trains.

Par dérogation aux dispositions de l'article 35 des conditions générales d'application des tarifs pour le transport des marchandises, la livraison est effectuée en gare; les transports ne bénéficient pas des allocations ou déductions prévues aux articles 35 et 60 desdites conditions générales.

CONDITIONS D'APPLICATION PARTICULIÈRES AU CHAPITRE 1er

I. — *Acceptation des transports.*

Les expéditions ne sont acceptées que dans les relations pour lesquelles la délivrance de billets directs est prévue par les tarifs en vigueur. Lorsque le parcours par fer comporte une solution de continuité, l'expédition n'est acceptée que jusqu'au point où le trajet doit être interrompu.

II. — *Préavis.*

L'expéditeur est tenu d'informer, par écrit, la gare expéditrice, au moins vingt-quatre heures à l'avance, de la désignation des marchandises, de leur poids approximatif, de la destination et de l'heure de remise de l'envoi.

III. — *Expédition.*

L'expéditeur doit faire constater à la gare de départ le poids brut des colis accompagnés et payer à cette gare les taxes et droits afférents à l'envoi.

Le chargement et le déchargement des envois doivent être effectués par les expéditeurs et les destinataires.

Les règles de conditionnement fixées pour les marchandises faisant l'objet d'une déclaration de valeur au paragraphe III de l'article 15 des conditions générales d'application des tarifs pour le transport des marchandises ne sont pas applicables.

IV. — *Déclaration de valeur.*

Les envois effectués aux conditions du présent chapitre peuvent faire l'objet d'une déclaration de valeur.

Par dérogation aux dispositions du paragraphe 1er de l'article 28 des conditions générales d'application des tarifs pour le transport des marchandises, cette déclaration n'est pas obligatoire pour les envois contenant de l'or, des papiers-valeurs, des perles fines, des pierres précieuses, du platine ou des titres.

Dans le cas de déclaration de valeur, le droit prévu au paragraphe IV de l'article 28 des conditions générales d'application des tarifs pour le transport des marchandises est ramené à 0,5 F par fraction indivisible de 1.000 F de valeur déclarée, sans que le montant de ce droit puisse être inférieur au minimum prévu au numéro 5241 du recueil T. A.

V. — *Transport. — Taxe. — Livraison.*

Lorsque l'envoi est effectué en compartiment, il n'est pas réservé plus d'un compartiment par expédition : le convoyeur acquitte le prix d'un billet correspondant à la classe (1re ou 2e classe) du compartiment qui lui est réservé en entier et dans lequel il prend place avec les colis.

Lorsque l'envoi est effectué en fourgon, le convoyeur prend place avec les colis dans le fourgon à bagages qui lui est réservé en entier, sans qu'il soit astreint à payer le prix de sa place ; il lui est remis, à cet effet, un titre de parcours gratuit en 3e classe, dans les conditions fixées par l'article 16 des conditions générales d'application des tarifs pour le transport des marchandises.

VI. — *Responsabilité.*

L'expéditeur est tenu de faire assurer la surveillance de l'envoi à raison d'un convoyeur par compartiment ou fourgon utilisé ; il renonce, de ce fait, à tout recours contre le chemin de fer en cas de perte ou de détournement.

CONDITIONS D'APPLICATION PARTICULIÈRES AU CHAPITRE 5

I. — *Acceptation des transports.*

Les expéditions ne sont acceptées que remises sous le couvert d'une lettre de voiture internationale.

II. — *Application du tarif.*

Les transports effectués aux prix de ce chapitre sont soumis :

1° Aux dispositions de la convention internationale concernant le transport des marchandises par chemins de fer (C. I. M.) et dispositions complémentaires uniformes (règlement uniforme) ;

2° Aux conditions d'application du présent tarif ;

3° En tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions et conditions précitées, aux conditions générales d'application des tarifs pour le transport des marchandises.

RECUEIL T. A.

PRIX FERMES ET TAXES ACCESSOIRES
PRÉVUS DANS LES DOCUMENTS D'APPLICATION 100 ET 1 A 34

Prix n° 4001 et au delà.

NUMÉRO de prix.	PRIX A PERCEVOIR
.....	.....
	— 30 —
.....	.....
5212	Chapitre 5, par 100 kg..... 11.100 F.
.....	.....

(*Paris, le 29 janvier 1953.*)

La Société nationale des chemins de fer français a informé l'administration supérieure qu'elle mettra en vigueur, le 1er février 1953, une nouvelle édition du tarif international pour le transport des véhicules routiers par wagon complet de certains ports de mer belges à Bâle et Bâle-Saint-Jean, qui annulera et remplacera l'édition du 1er juillet 1952.

Le tarif susvisé est déposé dans les gares intéressées où le public peut, sur sa demande, en prendre connaissance.

(*Paris, le 31 janvier 1953.*)

2° *Prix d'application prévus conformément à l'article 14 (1°, b) du cahier des charges de la Société nationale des chemins de fer français.*

Conformément à l'article 14 (1°, *b*) de son cahier des charges, la Société nationale des chemins de fer français informe le public que les prix à la tonne perçus depuis le 13 février 1952 dans la limite des barèmes à minimum et maximum prévus au tarif n° 19, chapitre 1er, pour les marchandises et dans les relations désignées ci-après, sont prorogés jusqu'au 12 août 1953.

Déchets de carton ou de papier et vieux papiers destinés à la fabrication du carton ou du papier (674) (+), **papier d'emballage non dénommé** (666).

D'Arcueil-Cachan, Aubervilliers-la Courneuve, Belleville-Villette, le Bourget-Drancy, Charonne-Marchandises, Clamart, la Garenne-Bezons, Gennevilliers, la Glacière-Gentilly, Montrouge-Châtillon, Pantin, Paris-Batignolles, Paris-Bercy, Paris-la Chapelle, Paris-Gobelins, Paris-Reuilly, Paris-Tolbiac, Paris-Vaugirard, Paris-la Villette, Suresnes-Puteaux et Vincennes-Fontenay, à Vernon (Eure) ou inversement.

Lorsque le tonnage des envois expédiés ou reçus dans les conditions ci-dessus par une même fabrique desservie par la gare de Vernon (Eure) atteindra annuellement 4.000 tonnes, il sera fait application, par voie de détaxe, accordée à cette fabrique, des barèmes ci-après :

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	BARÈMES APPLICABLES — Par wagon chargé de : 8 tonnes.	10 tonnes.	13 tonnes.
Déchets de carton ou de papier et vieux papiers destinés à la fabrication du carton ou du papier (674) (+).....	56	60	65
Papier d'emballage non dénommé (666).	»	63	68

(*Paris, le 3 février 1953.*)

Conformément à l'article 14 (1°, *b*) de son cahier des charges, la Société nationale des chemins de fer français, d'accord avec la Société générale des chemins de fer économiques (réseau de l'Hérault), propose de compléter, à partir du 18 février 1953, le tarif n° 6, chapitre 52, par l'inscription d'un alinéa B dont les dispositions, prises dans le cadre des barèmes à minimum et à maximum du chapitre 1er, sont reproduites ci-après :

TARIF N° 6

CHAPITRE 52. — Société nationale des chemins de fer français et chemins de fer secondaires divers.

DÉSIGNATION des chemins de fer secondaires participants.	DÉSIGNATION des marchandises.	RELATIONS de	RELATIONS à	CHAPITRES ou dispositions applicables.	SURTAXES spéciales. — Numéro de prix du recueil T. A.	TAXE de transbordements. — Numéro de prix du recueil T. A.
		A. — *Applicable jusqu'au 31 mars 1953.*				
§ I. — Société générale des chemins de fer économiques, réseau d'intérêt local de l'Hérault (voie normale) ;	Vins en wagons-réservoirs ou	Une gare du	Ambérieu	Chap. 21-1.	4202	—
	Vins en wagons-réservoirs ou	Une gare du	Lyon-Est (*a*).....	Chap. 21-1.	4202 et 4207	—
		B. — *Applicable jusqu'au 31 octobre 1953.*				
et Chemin de fer d'intérêt local de l'Est de Lyon (voie normale).	Vins en wagons-réservoirs ou en cadres-citernes (200).	Une gare du réseau d'intérêt local de l'Hérault.	Bordeaux (toutes gares), Bayonne, Dax, Pau, Tarbes.	Chap. 21-2.	4202	—

a) Cette tarification est également applicable .....
Lorsque le tonnage des envois .....

(Le reste sans changement.)

(*Paris, le 3 février 1953.*)

3° *Projets de conventions concernant des taxes convenues.*

A. — Avenant.

PREMIER AVENANT

A LA CONVENTION TARIFAIRE CONCLUE AVEC LA COMPAGNIE GÉNÉRALE INDUSTRIELLE POUR LA FRANCE ET L'ÉTRANGER

Entre:

La Société nationale des chemins de fer français (S. N. C. F.) représentée par M. ...,

La Régie départementale des chemins de fer et tramways électriques des Bouches-du-Rhône, représentée par M. ...,

D'une part;

Et la Compagnie générale industrielle pour la France et l'étranger, dont le siège est à Paris, 24, boulevard des Capucines, représentée par M. ...,

D'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit:

Art. 1er. — Le tableau des gares visées à l'article 1er de la convention et annexé à ladite convention est complété par l'indication de la gare de Marly-les-Valenciennes.

Art. 2. — Le présent avenant, qui est valable pour la durée de la convention, entrera en vigueur le ...

Art. 3. — Les frais de timbre du présent avenant seront supportés par la Compagnie générale industrielle pour la France et l'étranger.

Fait en triple, à Paris, le ...

Le représentant de la Société nationale des chemins de fer français.

Le représentant de la Régie départementale des chemins de fer et tramways électriques des Bouches-du-Rhône.

Le représentant des expéditeurs.

B. — Prorogation.

Conformément à l'article 11 du cahier des charges, la Société nationale des chemins de fer français a fait connaître son intention de proroger jusqu'au 31 décembre 1953 les dispositions faisant l'objet de l'avenant du 6 octobre 1952 à la convention tarifaire conclue avec la section fédérale des négociants barricailleurs méridionaux.

(*Paris, le 29 janvier 1953.*)

4° *Décisions ministérielles intervenues sur les propositions de tarifs.*

(La date indiquée en tête de chaque affaire est celle de la décision ministérielle. La date du *Journal officiel* mentionnée est celle du numéro qui a publié la proposition.)

A. — Autorisation provisoire.

28 *janvier* 1953. — **Société nationale des chemins de fer français.** — Proposition du 8 janvier 1953 tendant à la création, au chapitre 7 (§ 2) du tarif n° 13, de dispositions applicables au minerai de fer en vrac expédié, par wagon de 20 tonnes, de Calais ou Dunkerque, sur Azincourt (garage), Trith-Saint-Léger, et Berguettes-Isbergues. Le recueil T. A. sera modifié corrélativement. (*Journal officiel* du 13 janvier 1953.)

Autorisation de mise en application provisoire des dispositions proposées à dater du 1er février 1953 sous réserve de la décision définitive à intervenir après achèvement des formalités de l'instruction réglementaire.

B. — Homologations.

26 *janvier* 1953. — **Société nationale des chemins de fer français et régie départementale des transports de l'Aisne.** — Proposition du 25 décembre 1952 tendant:

1° A l'insertion, au chapitre 51 (§ XVII) du tarif n° 7, de dispositions applicables aux transports de charbon de terre effectués par rames de 100 tonnes au départ des houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais et à destination de la ligne de Mézières-sur-Oise à Vendeuil;

2° A la modification corrélative du recueil T. A. (*Journal officiel* du 30 décembre 1952.)

Homologation, à titre provisoire, sous la réserve acceptée par la Société nationale des chemins de fer français, que les dispositions proposées seront appliquées seulement sur la relation suivante:

« D'une gare de la région Nord à la gare de Vendeuil ».

28 *janvier* 1953. — **Société nationale des chemins de fer français.** — Proposition du 18 décembre 1952 tendant à l'insertion, au chapitre 9 du tarif n° 12, d'un paragraphe III prévoyant des dispositions spéciales applicables aux pierres à chaux expédiées par wagon de 20 tonnes de Notre-Dame-de-la-Roche (garage) à Saint-Auban. (*Journal officiel* du 23 décembre 1952.)

28 *janvier* 1953. — **Société nationale des chemins de fer français.** — Proposition du 1er janvier 1953 tendant à substituer aux dispositions actuelles du chapitre 9 (§ Ier) du tarif n° 12, de nouvelles dispositions, en vue de:

Supprimer les pierres à chaux de la désignation « Pierres à chaux ou à plâtre »;

Aménager la formule d'abonnement. (*Journal officiel* du 6 janvier 1953.)

Homologation accordée, à titre provisoire, après autorisation de mise en vigueur, à partir du 15 janvier 1953, donnée par décision du 9 janvier 1953. (*Journal officiel* du 13 janvier 1953.)

29 *janvier* 1953. — **Société nationale des chemins de fer français.** — Proposition du 1er janvier 1953 tendant à inscrire la gare de Mériel dans la liste des gares expéditrices figurant au chapitre 12 du tarif n° 11. (*Journal officiel* du 6 janvier 1953.)

5° *Erratum.*

Erratum au *Journal officiel* du 2 décembre 1952: tarifs de transport sur les chemins de fer d'intérêt général, page 812, 2e colonne, tarif n° 13.

Il y a:

1° Remplacer les dispositions actuelles des chapitres 2 (§§ Ier et II).

Il faut:

1° Remplacer les dispositions actuelles des chapitres 2 (§ Ier) et 11.

Paris. — Imprimerie des *Journaux officiels*, 31, quai Voltaire.

Le Préfet, Directeur des Journaux officiels,
JEAN REYMOND

COTE DES CHANGES

VERSEMENT TÉLÉGRAPHIQUE

Derniers cours cotés en Bourse	30 janvier — Cours relevés après Bourse	DEVISES	2 février 1953 — Cours relevés avant Bourse	2 février 1953 — Cours cotés en Bourse
350 ..	.... ..	Etats-Unis (1 dollar)....	.... ..	350 ..
704 75	705 25	Belgique (100 francs)..	.... ..	704 50
360 60	.... ..	Canada (1 dollar).....	.... ..	361 30
1216 ..	.... ..	Portugal (100 escudos).	.... ..	1216 ..
8030 ..	8037 50	Suisse (100 francs).....	.... ..	8025 ..
164 20	.... ..	Côte Fse des Somalis (100 francs Djib.)....	.... ..	164 ..

ANNONCES

LES ANNONCES SONT REÇUES A L'AGENCE HAVAS, 62, RUE DE RICHELIEU, PARIS

Compte chèque postal 1.014.00, Paris,

ET DANS SES SUCCURSALES DES DEPARTEMENTS

L'Administration et les fermiers déclinent toute responsabilité quant à la teneur des annonces.

TIRAGES FINANCIERS

COMPAGNIE GENERALE DE RADIOLOGIE

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 216.400.000 F

SIÈGE SOCIAL: 31, BOULEVARD DE VAUGIRARD, A PARIS (15e)

Registre du commerce: Seine n° 70761,

Obligations 4 1/2 0/0 1947 *de* 5.000 *F.*

Sixième amortissement.

La société, usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, a utilisé par rachats en Bourse la totalité de la somme qui aurait été exigée pour le remboursement au pair des 102 obligations dont l'amortissement est prévu au 1er février 1953.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.

Tous les titres amortis au tirage de l'année 1948 ont été présentés au remboursement.

Les amortissements des années 1949 à 1952 ont été couverts par rachats en Bourse.

PROGIL S.A.

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 1.200.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: 77, RUE DE MIROMESNIL, A PARIS

R. C.: Seine n° 319680 B.

TABLEAU D'AMORTISSEMENT

en 15 ans de 40.000 obligations 6 0/0 de 10.000 F nominal, émises en janvier 1953 et remboursables à 110 0/0 de leur valeur nominale.

NUMÉROS d'ordre des tirages.	DATES des remboursements.	NOMBRE DE TITRES En circulation.	NOMBRE DE TITRES A amortir.
1	5 janvier 1954	40.000	2.666
2	— 1955	37.334	2.666
3	— 1956	34.668	2.666
4	— 1957	32.002	2.666
5	— 1958	29.336	2.666
6	— 1959	26.670	2.667
7	— 1960	24.003	2.667
8	— 1961	21.336	2.667
9	— 1962	18.669	2.667
10	— 1963	16.002	2.667
11	— 1964	13.335	2.667
12	— 1965	10.668	2.667
13	— 1966	8.001	2.667
14	— 1967	5.334	2.667
15	— 1968	2.667	2.667
Total			40.000

Les tirages au sort, tant normaux que supplémentaires, s'effectueront de la manière suivante: un numéro sera tiré au sort. Les obligations à amortir seront appelées au remboursement à partir de ce numéro suivant la suite naturelle des nombres, compte tenu des obligations amorties ou rachetées antérieurement, jusqu'à concurrence du nombre d'obligations dont l'amortissement est à effectuer. Pour l'application de ces dispositions, le numéro un sera considéré comme succédant au dernier numéro.

LA RUCHE PICARDE

(Anciens établissements Camille DIAN.)

Magasins généraux d'alimentation et d'approvisionnement du Nord-Ouest

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 90 MILLIONS DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: 58, RUE FRÉDÉRIC-PETIT, AMIENS

R. C.: Amiens n° 3439.

Obligations 4 3/4 0/0 1947.

Sixième amortissement.

La société ayant procédé au rachat en Bourse de 32 obligations, il restait à amortir 27 obligations qui ont été tirées au sort le 19 janvier 1953.

Liste des 27 obligations sorties au tirage et remboursables à partir du 20 février 1953 à 5.000 F.

1.239 à 1.265

Il ne reste pas d'obligations à rembourser sur tirages antérieurs.

Les remboursements seront effectués à la banque L. Dupont et Cie, 26, avenue Franklin-D.-Roosevelt, à Paris (8e), et à ses succursales et agences.

CAISSE NATIONALE DE L'ENERGIE

DIRECTION GÉNÉRALE: 1, RUE TAITBOUT, A PARIS (9e)

DÉPARTEMENT DES TITRES: 68, RUE DU FAUBOURG-SAINT-HONORÉ, PARIS (8e)

OBLIGATIONS DE 5.000 F 4 0/0 1946

DE LA

Compagnie centrale d'énergie électrique.

Les porteurs d'obligations 4 0/0 de 5.000 F (émission 1946) de la Compagnie centrale d'énergie électrique sont informés que l'amortissement du 15 février 1953 a été réalisé par voie de rachats en Bourse.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.

Liste de rappel de la série comprenant des obligations 4 0/0 1946 sorties au premier tirage et non encore remboursées.

18.602 à 18.943 (année de remboursement: 1947).

CAISSE NATIONALE DE L'ENERGIE

DIRECTION GÉNÉRALE: 1, RUE TAITBOUT, A PARIS (9e)

DÉPARTEMENT DES TITRES: 68, RUE DU FAUBOURG-SAINT-HONORÉ, PARIS (8e)

OBLIGATIONS DE 5.000 F 4 0/0 1945

DE LA

société Union électrique du Sud.

Les porteurs d'obligations 4 0/0 de 5.000 F (émission 1945) de la société Union électrique du Sud sont informés que l'amortissement du 1er mars 1953 a été réalisé par voie de rachat en Bourse. En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.

Numéros des obligations restant à rembourser.

Néant.

DEMANDES DE CHANGEMENT DE NOM

M. Pierre-Joseph Walshof, employé de commerce, demeurant à Paris (16e), 42, rue Cimarosa, né le 25 mars 1929 à Paris (9e), dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à son nom patronymique celui de Valière, ou subsidiairement celui de Valmont, ou Vattier, ou Varlet.

M. Georges-Maurice Walshof, employé de commerce, demeurant à Boulogne-sur-Seine, 211 *bis*, boulevard Jean-Jaurès, né le 27 mars 1926 à Paris (9e), agissant en son nom personnel et comme administrateur légal de sa fille mineure, Géraldine, née le 17 avril 1950 à Neuilly-sur-Seine, dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à son nom patronymique celui de Valière, ou subsidiairement celui de Valmont, ou Vattier, ou Varlet.

M. Salomon-Henri Walshoff, commerçant, demeurant à Paris (16e), 42, rue Cimarosa, né le 11 février 1890 à Paris (19e), dépose une requête auprès du garde des sceaux afin de substituer à son nom patronymique celui de Valière, ou subsidiairement celui de Valmont, ou Vattier, ou Varlet, et à son prénom celui de Jacques.

M. Juda (Jacques), né à Sofia le 3 janvier 1922, demeurant à Nîmes, 10, rue de la Madeleine, dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à son nom patronymique celui de Jourdan.

AVIS D'ADJUDICATIONS

Préfecture de la Seine-Inférieure.

MINISTÈRE DE LA RECONSTRUCTION ET DE L'URBANISME

PONTS ET CHAUSSÉES. — SERVICE VOIRIE ET RÉSEAUX DIVERS

VILLE DE ROUEN

Construction de chaussées pavées dans les périmètres de reconstruction de la ville.

ADJUDICATION PUBLIQUE AU RABAIS

Le vendredi 20 février 1953, à dix-sept heures trente, en l'hôtel de la préfecture, 23, rue de Fontenelle, à Rouen, il sera procédé, en séance publique, par le préfet de la Seine-Inférieure, assisté des autres membres du bureau d'adjudication, et en présence de l'ingénieur en chef des ponts et chaussées (service ordinaire), dans les formes réglementaires, à l'adjudication, au rabais, sur soumission cachetée, des travaux de construction de chaussées pavées, pour la réfection de la voirie, dans les périmètres de reconstruction de la ville de Rouen.

Les travaux sont évalués comme suit:

Travaux à l'entreprise.....	210.940.000 F.
Somme à valoir pour travaux imprévus...	19.060.000
Total	230.000.000 F.

Cautionnement provisoire: 2 millions de francs.
Cautionnement définitif: 4 millions de francs.

On peut prendre connaissance des pièces du projet tous les jours, excepté dimanches, jours fériés et samedis après-midi, de neuf heures à douze heures et de quatorze heures à dix-sept heures, dans les bureaux de:

1° La préfecture de la Seine-Inférieure, 29, rue de Fontenelle, à Rouen (2e division, 1er bureau);
2° M. Prempain, ingénieur en chef des ponts et chaussées, 25, boulevard des Belges, à Rouen (service C. 40).

Les candidats à l'adjudication doivent présenter les pièces réglementaires, dix jours avant l'adjudication, à M. Prempain, ingénieur en chef des ponts et chaussées, 25, boulevard des Belges, Rouen.

L'envoi des soumissions, par lettre recommandée, pourra se faire à l'une des adresses suivantes:

1° Au préfet de la Seine-Inférieure (2e division, 1er bureau), 29, rue de Fontenelle, à Rouen;
2° A M. Prempain, ingénieur en chef des ponts et chaussées (service C. 40), 25, boulevard des Belges, à Rouen.

Le délai pour la réception des pièces recommandées expirera le mercredi 18 février 1953, à seize heures, terme de rigueur.

Fait à Rouen, le 21 janvier 1953.

Le préfet,
JEAN MAIREY.

DEMANDES D'ENVOI EN POSSESSION DE SUCCESSIONS

Le tribunal civil de Corbeil-Essonnes, par jugement du 13 décembre 1952, enregistré, rendu à la requête de M. Marcel Goffaux, mécanicien, demeurant à Ormesson-sur-Marne (Seine-et-Oise), 104 *bis*, avenue du Général-de-Gaulle, a donné acte à ce dernier de sa demande d'envoi en possession de la succession de Mme Eugénie-Angèle Bache, son épouse, décédée audit domicile, 104 *bis*, avenue du Général-de-Gaulle, à Ormesson-sur-Marne (Seine-et-Oise) le 30 avril 1951, sans laisser d'héritier connu au degré successible, et prescrit les publications voulues par la loi.

Pour extrait certifié conforme.

Corbeil, le 29 janvier 1953.

GAUGUX, avoué, à Corbeil-Essonnes.

DECLARATIONS D'ASSOCIATIONS

ASSOCIATIONS FRANÇAISES

(Décret du 16 août 1901.)

7 janvier 1953. Déclaration à la préfecture de police. **Ecole technique supérieure du laboratoire.** Modifications aux statuts. Siège social: 59-93, rue du Dessous-des-Berges, Paris.

13 janvier 1953. Déclaration à la préfecture de la Drôme. **Ecurie verte.** But: répandre le goût des sports mécaniques par la compétition automobile. Siège social: 76, avenue Jean-Jaurès, Saint-Vallier.

14 janvier 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Nontron. **Association sportive de la Rousselière.** Modifications aux statuts. But: recrutement de membres bienfaiteurs, honoraires, actifs et supporters. Siège social: chez M. Joyeux, au centre de la Rousselière.

14 janvier 1953. Déclaration à la préfecture du Rhône. **Groupe plein air de Tourisme et Travail de Lyon.** But: organiser au profit des travailleurs de toutes catégories des voyages et autres manifestations pour leur permettre de mieux connaître leur pays. Siège social: 31, rue Childebert, Lyon.

15 janvier 1953. Déclaration à la préfecture de police. **Les Louise-de-Marillac (Dames de la charité de Saint-Vincent-de-Paul) de la paroisse de Notre-Dame d'Auteuil, à Paris.** But: assistance aux vieillards. Siège social: 4, rue Corot, Paris.

15 janvier 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Vienne. **Union de la Vallée.** But: enseignement de la musique populaire. Siège social: mairie d'Eyzin-Pinet.

15 janvier 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Villefranche. **Amicale des anciens de la Jeune Garde.** But: pratiquer l'entr'aide entre sociétaires, aider les jeunes moralement et financièrement. Siège social: 28, rue Paul-Bert, Villefranche.

15 janvier 1953. Déclaration à la préfecture de la Guadeloupe. **Association des parents d'élèves de l'école privée mixte des Trois-Rivières Institution Jeanne-d'Arc.** But: rechercher toutes les améliorations désirables dans l'intérêt des élèves. Siège social: chez M. Turlet-Villenard, président, Trois-Rivières.

16 janvier 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Brest. **Association d'éducation populaire des écoles paroissiales du Conquet.** But: assurer la gestion matérielle, le fonctionnement et le développement d'écoles libres. Siège social: 11, rue Neuve, le Conquet.

16 janvier 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Béthune. **Amicale des élèves et anciennes élèves du cours de coupe-couture de Wingles.** But: éducatif et d'entr'aide, pour faciliter l'apprentissage des élèves. Siège social: rue E.-Basly, Wingles.

16 janvier 1953. Déclaration à la préfecture de Constantine. **Espérance sportive constantinoise.** But: pratique du cyclisme et du cyclotourisme dans le département. Siège social: 3, rue Séguy, Villevaleix.

16 janvier 1953. Déclaration à la préfecture de police. **La France d'outre-mer et ses amis.** But: culturel et artistique. Siège social: 138, boulevard de Ménilmontant, Paris.

17 janvier 1953. Déclaration à la préfecture de Bourges. **Saint-Hubert-Club de Nançay.** But: repeuplement du gibier, destruction des nuisibles et répression du braconnage. Siège social: lieudit Bourdaloue, à Nançay.

19 janvier 1953. Déclaration à la préfecture des Côtes-du-Nord. **Association des parents des élèves de l'école mixte de Saint-Etienne-du-Gué-de-l'Isle.** But: aide matérielle et morale aux familles et aux maîtres; œuvres scolaires, péri et parascolaires. Siège social: à l'école, au bourg de Saint-Etienne-du-Gué-de-l'Isle.

19 janvier 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Blida. **L'Etrier de Cherchell.** But: amélioration de la race chevaline, développement du goût équestre, formation de moniteurs ruraux. Siège social: à la mairie de Cherchell.

19 janvier 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Lodève. **La Boule dorée.** But: la pratique du sport boules. Siège social: bar de la Renaissance, Saint-André-de-Sangonis.

19 janvier 1953. Déclaration à la sous-préfecture d'Avranches. **Comité interprofessionnel de logement du Sud de la Manche.** But: suppression des logements insalubres. Siège social: 11, rue Le Campion, Granville.

20 janvier 1953. Déclaration à la préfecture de police. **Comité de défense de la liberté et de la dignité humaine.** But: défense de la liberté et de la dignité humaine. Siège social. 10, rue Hélène, Paris.

20 janvier 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Verdun. **Groupement des entrepreneurs de bâtiment et de travaux publics de la région de Verdun.** But: grouper des entrepreneurs du département en vue de souscrire collectivement à des adjudications de travaux importants. Siège social: 7, rue Président-Poincaré, Verdun.

20 janvier 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Brioude. **Amicale laïque de Grenier-Montgon.** But: diffuser la pensée laïque et défendre les institutions laïques existantes, établir un lien entre les familles et l'école, prolonger l'œuvre scolaire en promouvant l'éducation populaire. Siège social: école publique, Grenier-Montgon.

20 janvier 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Chalon-sur-Saône. **L'Association Athlétic-Club chagnotin** transfère son siège social de chez M. Vuille, café-restaurant du Marché, rue de Beaune, à Chagny, au café Français, rue de Beaune, à Chagny.

21 janvier 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Bayonne. **Association des volontaires du sang,** à Bayonne. But: réunir tous les donneurs de sang de Bayonne et communes environnantes pour développer les collectes du sang, augmenter le nombre des donneurs bénévoles, entretenir entre les membres de l'association des liens de camaraderie et d'entr'aide; sauvegarder les intérêts matériels et moraux des donneurs de sang. Siège social: brasserie La Feria, à Bayonne

21 janvier 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Saint-Nazaire. **Comité local des Castors de Saint-Nazaire.** But: favoriser l'épanouissement des travailleurs au point de vue sanitaire, matériel, physiologique et social. Siège social: Ker Marguerite, le Perthuis-Chaud, Saint-Nazaire.

21 janvier 1953. Déclaration à la préfecture de Montauban. **Œuvre départementale de l'enseignement public de Tarn-et-Garonne.** But: organiser et développer en faveur des enfants fréquentant les écoles et établissements de tous ordres d'enseignement public des œuvres laïques scolaires, périscolaires et postscolaires d'éducation artistique, sportive, des colonies de vacances et toutes œuvres intéressant la formation intellectuelle, physique ou morale de l'enfant. Siège social: inspection académique, Montauban.

21 janvier 1953. Déclaration à la préfecture de la Gironde. **Amicale des anciennes élèves sourdes-muettes de l'institution nationale de Bordeaux.** But: maintenir et renforcer parmi les sourdes-muettes l'esprit de camaraderie et d'entr'aide. Siège social: 87, rue Abbé-de-l'Epée, Bordeaux.

21 janvier 1953. Déclaration à la préfecture du Rhône. **Association pour la défense et l'extension de la petite propriété individuelle de Saint-Didier-au-Mont-d'Or.** But: faciliter à ses membres l'accession à la petite propriété individuelle, faciliter l'entretien des immeubles de ses adhérents et la défense des intérêts individuels et collectifs de ses membres. Siège social: salle Réunion, 23, rue de Fleselles, Lyon.

22 janvier 1953. Déclaration à la préfecture de l'Indre. **Association de défense des habitants du quartier de l'usine Debard.** But: défense des intérêts des habitants et propriétaires du quartier de l'usine Debard. Siège social: 33, avenue de la Gare, Châteauroux.

22 janvier 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Corbeil. **Association sportive scolaire du cours complémentaire de jeunes filles de Savigny-sur-Orge.** But: pratiquer le sport, participer à des compétitions amicales et organiser des fêtes scolaires sportives. Siège social: école des filles P.-Bert, 2, rue de la Liberté, Savigny-sur-Orge.

22 janvier 1953. Déclaration à la préfecture de Lille. **Association amicale et philanthropique du personnel des établissements hospitaliers de Roubaix.** But: entretenir les liens de bonne camaraderie, développer le goût et la pratique des sports, en accordant son aide au club sportif constitué au sein de l'amicale, dénommée **Amicale sportive des hospitaliers de Roubaix,** et dont les activités sont placées sous le contrôle direct de l'association. Siège social: 37, rue de Blanchemaille, Roubaix.

23 janvier 1953. Déclaration à la préfecture de Rouen. **Union sportive Jean-Jaurès de Saint-Etienne-du-Rouvray.** But: organiser et favoriser la pratique des sports par les élèves fréquentant l'école. Siège social, école Jean-Jaurès, Saint-Etienne-du-Rouvray.

23 janvier 1953. Déclaration à la préfecture de la Côte-d'Or. **Union française des colonies de vacances et œuvres de grand air,** comité régional. But: servir de liaison et aider de toutes manières les œuvres de vacances et de grand air et formation des cadres pour ces œuvres. Siège social: 29, rue Jean-Baptiste-Baudin, Dijon.

23 janvier 1953. Déclaration à la préfecture d'Angers. **Amicale des porte-drapeau Angers et environs.** But: resserrer les liens d'amitié entre les porte-drapeau. Siège social: 8, rue Pocquet-de-Livonnières, Angers.

21 janvier 1953. Déclaration à la préfecture de la Sarthe. **Association des pêcheurs sportifs du Mans.** But: diffusion des principes et procédés sportifs de pêche; organisation de concours. Siège social: chez M. Pinson, 13, place Washington, le Mans.

21 janvier 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Guingamp. **Association des parents des élèves des classes secondaires de l'école secondaire libre de filles du Bon-Sauveur, Bégard.** But: entr'aide éducatrice des familles et des maîtres. Siège social: école secondaire du Bon-Sauveur, Bégard.

21 janvier 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Toulon. **Groupement amical et artistique des cheminots du Var.** But: aider au développement du sens artistique et resserrer les liens d'amitié. Siège social: café Bar-Express, square Albert-Ier, Toulon.

26 janvier 1953. Déclaration à la préfecture de la Loire. **Les Amis de Velocio.** But: perpétuer la tradition de Velocio et la mise en pratique de ses principes. Siège social: chambre syndicale du cycle, 9, rue Paul-Bert, Saint-Etienne.

26 janvier 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Béziers. **Amicale d'entr'aide des malades « La Divinité ».** But: venir en aide aux malades incurables. Siège social: chez M. Querel (Marius), 12, route de Cornelihan, Béziers.

26 janvier 1953. Déclaration à la préfecture de Caen. **Comité des fêtes de la commune de Carpiquet.** But: organisation de réjouissances publiques. Siège social: route de Caumont, Carpiquet.

26 janvier 1953. Déclaration à la préfecture de Pau. **Amicale des employés et ouvriers de la Société des transports palois réunis (C. P. R.).** But: secours matériel et moral de ses membres. Siège social: 1, rue Lapoub'e, Pau.

26 janvier 1953. Déclaration à la préfecture de police. La **Solidarité aveyronnaise** transfère son siège social du 32, rue Beaurepaire, au 1, rue Frédéric-Bastiat, à Paris.

26 janvier 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Valenciennes. **Amicale des vieux travailleurs et économiquement faibles de Vieux-Condé.** But: défendre les droits des vieux travailleurs et des économiquement faibles de la commune et venir en aide aux plus déshérités d'entre eux. Siège social: mairie, rue Victor-Hugo, Vieux-Condé.

27 janvier 1953. Déclaration à la préfecture du Var. **Théâtre populaire de Saint-Raphaël.** But: organiser, dans un but d'éducation populaire, des représentations locales et régionales pour la propagation du théâtre amateur dans les villes et dans les campagnes. Siège social. 21, avenue Victor-Hugo, Saint-Raphaël.

27 janvier 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Montluçon. **Comité de défense du quartier de la Barque et du Pont-Blanc.** But: défense des droits des riverains en cas d'inondations. Siège social: 10, quai Turgot, Montluçon.

27 janvier 1953. Déclaration à la préfecture de Marseille. **Société de chasse de la Valbarelle.** But: répression du braconnage, destruction des animaux nuisibles, protection du gibier, des propriétés et des récoltes. Siège social: bar Vincent, 82, avenue Vincent-Andrieux, la Valbarelle, Marseille.

27 janvier 1953. Déclaration à la préfecture de la Gironde. **Judo-Club rive droite.** But: pratique du judo et du jiu-jitsu. Siège social: avenue Jean-Jaurès, Cenon.

27 janvier 1953. Déclaration à la préfecture de la Charente. L'Association des propriétaires et chasseurs des communes de Chazelles, Mornac, Bouex et Vouzan change de titre et devient: **Association des chasseurs de la commune de Chazelles.** But: chasse, protection du gibier et des récoltes. Siège social: mairie de Chazelles.

28 janvier 1953. Déclaration à la préfecture de police. **Fédération cynologique de France.** But: grouper les clubs et associations pour développer, améliorer et contrôler l'élevage et le dressage des chiens de toutes espèces, contrôler les pedigree et collaborer avec les services officiels à la sélection, aux concours et expositions. Siège social: 53, boulevard Garibaldi, Paris.

28 janvier 1953. Déclaration à la préfecture du Doubs. **Association départementale des déportés, internés et familles des disparus et fusillés du Doubs.** But: établir, maintenir, développer les liens entre ses membres. Siège social: Le Kursaal, place Granvelle, Besançon.

28 janvier 1953. Déclaration à la préfecture des Alpes-Maritimes. **Vagues d'azur.** But: développer, par l'emploi rationnel de l'éducation physique, de la gymnastique et des sports, les forces physiques et morales de la jeune fille, créer entre ses membres des liens d'amitié et de solidarité. Siège social: 173, rue de France, Nice.

ASSOCIATIONS ETRANGERES

(Décret du 16 août 1901, décret-loi du 12 avril 1939.)

19 décembre 1952. Arrêté du ministre de l'intérieur. (Autorisation enregistrée à la préfecture de police le 13 janvier 1953.) **Entr'aide allemande (Deutscher Hilfsverein).** But: protéger et aider les ressortissants allemands résidant en France ayant besoin d'un secours moral ou matériel. Siège social: 8, rue Halévy, Paris.

Paris. — Imprimerie des *Journaux officiels*, 31, quai Voltaire.